

# Bulletin sur l'insolvabilité

# Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du  
Surintendant des faillites

Issued by the office of the  
Superintendent of Bankruptcy

Numéro spécial  
Août 1992

Special Edition  
August 1992

Canada



Insolvency

# BULLETIN

sur l'insolvabilité

---

Numéro spécial  
Août 1992

Special Edition  
August 1992

---



Consommation et  
Affaires commerciales  
Canada

Consumer and  
Corporate Affairs  
Canada

## BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le  
Surintendant des faillites,  
Bureau des Corporations  
et de la Politique législative,  
Ministère de la Consommation  
et des Affaires commerciales.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

## INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the  
Superintendent of Bankruptcy,  
Bureau of Corporate Affairs  
and Legislative Policy,  
Department of Consumer  
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

---

### Renseignements:

Direction des faillites  
Place du Portage, Phase II  
165, rue Hôtel de Ville  
Niveau commercial  
Hull (Québec)  
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator  
Henri Massue-Monat, Éditeur responsable/Editor

### For Information:

Bankruptcy Branch  
Place du Portage, Phase II  
165 Hôtel de Ville Street  
Commercial Level  
Hull, Quebec  
K1A 0C9

1-819-994-4743  
1-819-997-3825

---

# Table des matières

---

# Table of Contents

---

## *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* *Règlements projetés*

Résumé de l'étude d'impact de la réglementation .....	2
Projet de réglementation — Avis .....	12
Modifications aux règles sur la faillite et l'insolvabilité .....	12
Modifications aux règles sur le paiement méthodique des dettes .....	176
Règle sur les arrangements avec les créanciers des compagnies .....	180
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites .....	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse .....	A-2

## *Bankruptcy and Insolvency Act* *Proposed Regulations*

Regulatory Impact Analysis Statement .....	3
Proposed Regulatory Text — Notice .....	13
Amendments to the Bankruptcy and Insolvency Rules .....	13
Amendments to the Orderly Payment of Debts Regulations .....	177
Companies' Creditors Arrangement Rule .....	181
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy .....	A-1
Notice to Publisher of Change of Address .....	A-2

---

# Amendement aux Règles sur la faillite et sur le paiement méthodique des dettes en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et Règle en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*.

## Fondement législatif :

*Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C., 1985, c. B-3 tel qu'amendé par S.C., 1992, c. 27. *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C., 1985, c. C-36.

## RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

### Description

Le chapitre 27 des Lois du Canada, 1992 (ci-après appelé le projet de loi C-22) modifie la *Loi sur la faillite* (dont le titre est maintenant *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*). Les modifications comprennent une nouvelle partie XI sur la mise sous séquestre, dont l'un des buts est d'établir des normes pour la divulgation d'information sur les mises sous séquestre, et une nouvelle section II de la partie III de la loi qui établit une nouvelle procédure pour les propositions des consommateurs. Elles comprennent aussi des dispositions relatives aux réorganisations commerciales, aux faillites de consommateur, aux priorités de la Couronne, aux fournisseurs impayés et une série de modifications administratives réparties dans la loi (parties I à X).

Les modifications dont il est question dans ce résumé comportent des règles modifiées et de nouvelles règles pour la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (*Règles sur la faillite et l'insolvabilité*). Elles comportent aussi des règles relatives à la partie X de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (*Règles sur le paiement méthodique des dettes*), et une règle générale en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (*Règle sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*). Chacune des catégories de règles est décrite ci-dessous.

#### 1. Règles sur la faillite et l'insolvabilité

De façon générale, ces règles indiquent les exigences administratives pour les avis et rapports et précisent, par exemple : les renseignements qui doivent être fournis et rapportés; les formules à utiliser pour la préparation de ces avis et rapports; à qui ces avis et rapports sont expédiés; de quelle manière ils doivent être expédiés; et quels échéanciers doivent être respectés. Elles établissent aussi les honoraires payables au receveur général du Canada pour l'enregistrement et les services de recherche, et la rémunération payable aux syndics, aux administrateurs des propositions de consommateur et aux personnes qui donnent des consultations aux termes de la loi (règles 115 à 122).

---

# Amendment to the Bankruptcy Rules and the Orderly Payment of Debts Regulations pursuant to the Bankruptcy and Insolvency Act and Rule under the *Companies' Creditors Arrangement Act*.

## Statutory Authority:

*Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C., 1985, c. B-3 as amended by S.C., 1992, c. 27. *The Companies' Creditors Arrangement Act*, R.C.S., 1985, c. C-36.

## REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

### Description

Chapter 27 of the Statutes of Canada, 1992, (hereinafter referred to as Bill C-22) provides for amendments to the *Bankruptcy Act* (renamed the *Bankruptcy and Insolvency Act*). The amendments incorporate a new Part XI on receiverships which, as part of its purpose, sets standards for information dissemination in receiverships, and a new Division II of Part III of the Act which sets out a new procedure for consumer proposals. The amendments also include provisions dealing with commercial reorganisations, consumer bankruptcies, Crown priorities and unpaid suppliers, and a series of administrative amendments throughout the Act (Parts I to X).

The regulation covered by this statement include amended as well as new rules for the *Bankruptcy and Insolvency Act* (*Bankruptcy and Insolvency Rules*). They also include rules respecting Part X of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (*Orderly Payment of Debts Regulations*), and the *Companies' Creditors Arrangement Act* (*Companies' Creditors Arrangement Rule*). The following describes each set of regulations.

#### 1. *Bankruptcy and Insolvency Rules*

In general, the rules describe the administrative requirements of the notices and reports and specify, for example: the information that is to be disclosed or reported; the forms that are to be used in preparing the notices and reports; to whom notices and reports are to be sent; in what manner they are to be sent; and, the timeframes that must be respected. The rules also set the required fees payable to the Receiver General of Canada on registration and for search services, and the remuneration payable to trustees, administrators of consumer proposals and persons providing counselling as required under the Act (Rules 115 to 122).

---

Quelques-unes des principales modifications aux règles sont les suivantes :

a) les avis au titre de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* qui sont expédiés par courrier ordinaire ou par télécopieur, sauf les avis suivants :

– le préavis de résiliation d'un bail aux termes du paragraphe 65.2 (1) de la loi est expédié par courrier recommandé (règle 87.01);

– le préavis d'intention de mettre à exécution une garantie requis par le paragraphe 244 (1) de la loi est expédié par courrier recommandé (règle 113.1);

– l'avis au créancier garanti de produire sa preuve de garantie est expédié par courrier recommandé (règle 96.4);

b) la procédure à suivre pour la taxation des comptes et la libération du syndic dans les faillites d'administration sommaire (l'administration sommaire s'applique lorsque les actifs du particulier en faillite sont inférieurs à 5 000 \$), de l'administrateur dans les propositions de consommateur (section II de la partie III de la loi) et du séquestre intérimaire (les séquestres intérimaires nommés au titre des articles 46, 47 ou 47.1 de la loi);

c) les formules se rapportant aux réorganisations commerciales, y compris le rapport du syndic sur l'état de l'évolution de l'encaisse de la personne insolvable et le rapport de la personne insolvable sur l'état de l'évolution de l'encaisse. (Les formules actuelles se rapportant aux propositions, comme la formule 42 intitulée Rapport du syndic concernant la proposition, et la formule 61 intitulée Preuve de réclamation ont aussi été modifiées);

d) un «système d'enregistrement prescrit» se rapportant aux réclamations de la Couronne, i.e. un système d'enregistrement des garanties accessible non seulement à Sa Majesté mais à tout autre créancier détenant une garantie (règle 96.3);

e) les renseignements qui doivent être transmis aux créanciers aux termes de la nouvelle partie XI sur les mises sous séquestre, soit : le nom du séquestre, la liste des actifs et leur valeur aux livres, la liste des créanciers et le montant de leur créance, la nature de la garantie détenue par les créanciers, la façon dont le séquestre se propose d'exercer ses attributions et les déclarations de recettes et déboursés;

f) une nouvelle formule qui est adoptée pour tenir compte d'une nouvelle disposition accordant à un fournisseur impayé, le droit de reprendre possession des marchandises livrées dans les trente jours précédant la faillite ou la mise sous séquestre; et

g) la formule actuelle de preuve de réclamation qui est modifiée pour tenir compte d'une nouvelle disposition accordant une garantie aux agriculteurs, pêcheurs et aquiculteurs.

## 2. Règles sur le paiement méthodique des dettes

La partie X de la *Loi sur la faillite*, Paiement méthodique des dettes, prévoit un mécanisme qui facilite le paiement des dettes d'un débiteur surendetté, qui n'est pas une personne morale. Le débiteur peut obtenir du tribunal une ordonnance de fusion qui lui permet de faire des paiements de façon régulière, qui sont ensuite distribués au prorata entre les créanciers.

---

Some of the more significant rule changes provide for:

a) notices under the *Bankruptcy and Insolvency Act* to be sent by regular mail, or by facsimile transmission, except for the following notices,

– notice of repudiation of a lease pursuant to subsection 65.2(1) of the Act shall be sent by registered mail (Rule 87.01);

– notice of intention to enforce a security that is required by subsection 244(1) of the Act shall be sent by registered mail (Rule 113.1);

– notice to a secured creditor to file a proof of security shall be sent by registered mail (Rule 96.4);

b) specific procedures for the taxation and discharge of the trustee in summary administration bankruptcies (summary administration applies where the assets of an individual bankrupt are less than \$5,000), of the administrator in consumer proposals (Division II of Part III of the Act) and of the interim receiver (interim receivers appointed under sections 46, 47 or 47.1 of the Act);

c) forms connected with commercial reorganizations, including the trustee's report on the cash flow of the insolvent person and the debtor's representation report on the cash flow. (Existing forms dealing with proposals such as Form 42, Report of Trustee on Proposal, and Form 61, Proof of Claim, have also been amended);

d) a "prescribed system of registration" concerning Crown claims, i.e. a system of registration of securities that is available not only to Her Majesty but also to every other creditor holding security (Rule 96.3);

e) the information to be sent to creditors with respect to the new Part XI on Receiverships, being: the name of the receiver, the list of assets and their book value, the list of creditors and the amounts owed to them, the nature of any security held by creditors, the receiver's proposed course of action, and statements of receipts and disbursements;

f) a new form (Form 63.1) to reflect the inclusion of a new provision which gives a right to unpaid suppliers to recover goods delivered within thirty days prior to a bankruptcy or receivership; and

g) the current proof of claim form (Form 61) to be modified to reflect the inclusion of a new secured claim for farmers, fishermen and aquaculturists.

## 2. *Orderly Payment of Debts Regulations*

Part X of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, *Orderly Payment of Debts*, provides a mechanism to facilitate the payment of the debts of an overburdened, non-corporate, debtor. The debtor may obtain from the court a consolidation order which allows payments by the debtor on a regular basis, to be distributed among the creditors in proportion to the amount of their claims.



---

La partie X ne s'applique qu'aux provinces et territoires qui ont accepté de la mettre en oeuvre, soit la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, Les Territoires-du-Nord-Ouest, la Nouvelle-Ecosse et l'Île-du-Prince-Edouard.

Les règles prévoient un intérêt de 5% sur les ordonnances de fusion. Elles spécifient aussi que le présent prélèvement de 10% payable à la province (règle 30) est calculé sur les montants reçus par les créanciers.

### *3. Règle sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*

Cette règle prévoit que le pétitionnaire envoie au surintendant des faillites une copie de l'ordonnance initiale du tribunal obtenue aux termes des articles 4 et 5 de la loi. Le but de cette règle est d'obtenir des renseignements permettant d'évaluer le besoin d'autres modifications aux lois touchant l'insolvabilité.

### **Solutions de rechange envisagées**

Ces règles font partie intégrante de la mise en oeuvre de la réforme effectuée par le projet de loi C-22. Il n'y a pas de solution de rechange raisonnable puisque les choix politiques qui ont amené les modifications ont été étudiés à fond, lors de l'élaboration et de la rédaction du projet de loi C-22. En établissant le contenu de ces règles, on a tenu compte spécialement des principes régissant le projet de loi C-22, soit que nos marchés soient plus compétitifs et productifs par rapport aux marchés mondiaux, la modernisation et l'harmonisation des règles et des normes, la confiance et la stabilité de nos entreprises, la réduction des coûts, l'uniformité d'application et la simplification de la procédure. Ces règles sont l'aboutissement d'un effort collectif des milieux privés et publics et reflètent les vastes consultations qui ont eu lieu.

### **Compatibilité avec la politique de réglementation et le Code du citoyen**

Ces règles sont compatibles avec le Code du citoyen, vu la participation des groupes du secteur privé et des provinces qui seront touchés par les nouvelles dispositions de ces règles. Le préavis a été donné dans le projet de réglementation fédéral n° 176 — CCAC de 1988 et le projet de réglementation fédéral n° 38 — CCAC de 1992.

### **Impacts prévus**

#### *Syndics*

Ces nouvelles règles permettent aux syndics de réduire leurs frais d'expédition par la poste, d'employer, s'ils le désirent, des moyens de transmission électronique, et simplifient la procédure de taxation des frais et des libérations. Dans l'ensemble, elles rendent le processus de faillite moins coûteux, et assurent une plus grande efficacité administrative.

Les honoraires établis par ces règles pour les syndics, administrateurs des propositions de consommateur et autres personnes donnant des consultations, devraient fournir une rémunération juste et adéquate pour les nouveaux services fournis aux termes de la loi. Tous ces honoraires sont une dépense de l'actif du failli séparée et en sus des montants prévus par le tarif général établi par les règles existantes.

---

Part X applies only to those provinces and territories which have agreed to administer it, being British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Northwest Territories, Nova Scotia and Prince Edward Island.

The rules establish an interest rate of 5% on a consolidation order. They also clarify that the current levy of 10% payable to the province (Regulation 30) is calculated on the amount of moneys the creditors receive.

### *3. Companies' Creditors Arrangement Rule*

The rule provides that the applicant shall send to the Superintendent of Bankruptcy a copy of the initial Court order, obtained pursuant to section 4 or 5 of the Act. The purpose of this rule is to obtain information from which to assess the need for further amendments to insolvency legislation.

### **Alternatives Considered**

These rules are an integral part of the implementation of the reform under Bill C-22. No reasonable alternative exists, since the policy choices for implementing the amendments were thoroughly considered in the development and drafting of Bill C-22. In developing the content of the regulations, special consideration was given to the principles underlying Bill C-22, namely increasing competitiveness and productivity within the context of global markets, modernizing and harmonizing rules and standards, and providing for certainty and stability in the marketplace, with reduction of costs, uniformity of application and simplification of procedure. The regulations are the result of a joint effort between the private and the public sectors and reflect extensive consultation.

### **Consistency with Regulatory Policy and Citizens' Code**

This measure is consistent with the Citizens' Code of Regulatory Fairness by virtue of the participation of private sector groups and the provinces that will be affected by the new regulatory provisions. Early notice was given through the 1988 Federal Regulatory Plan, proposal no.176-CCAC, and through the 1992 Plan, proposal no. 38-CCAC.

### **Anticipated Impacts**

#### *Trustees*

The new rules offer the trustee community less expensive mailing requirements, the option of using electronic transmission facilities, and simpler procedures for taxation and discharges. Taken together, the new rules propose a less expensive and administratively more efficient bankruptcy process.

Fees payable to trustees, administrators of consumer proposals and persons providing counselling are expected to provide a fair and adequate remuneration for the new services they will provide under the Act. All fees payable, are an expense of the bankrupt estate separate from, and in addition to, any amounts set by general tariff as set out in the existing rules.

---

### *Créanciers*

Ces nouvelles règles prévoient que plus de renseignements seront fournis aux créanciers et qu'ils seront mieux informés avant de prendre une décision, surtout dans le cas des mises sous séquestre. Les nouveaux rapports et avis exigés des créanciers garantis et des séquestres peuvent leur occasionner un travail additionnel.

Certaines règles — par exemple, celles qui permettent une expédition par courrier moins coûteuse, le choix d'employer des moyens de transmission électronique et la simplification des procédures de taxation et de libération — ont pour but de réduire les coûts d'administration. Vu que ces coûts sont défrayés par les créanciers, il se peut qu'il y ait une augmentation des montants qui pourront leur être distribués.

### *Débiteurs*

Le projet de loi C-22 prévoit de nouveaux services de consultation, la libération automatique de la faillite et une nouvelle procédure pour les propositions de consommateur. Les règles concernant la mise en oeuvre de ces dispositions aideront les débiteurs à utiliser plus efficacement ces nouveaux services.

### *Provinces*

Il se peut que les fonctionnaires provinciaux des tribunaux (i.e. les registraires) voient leur charge de travail diminuée, puisque les taxations de frais non contestées et les procédures de libération dans les propositions de consommateur et les faillites d'administration sommaire ne se retrouveront pas devant les tribunaux. On doit noter, cependant, que l'impact de la réduction des tâches administratives pourra être contrebalancé par l'augmentation des tâches judiciaires imposées par le projet de loi C-22, notamment à la section I de la partie III sur les réorganisations commerciales.

Les règles sur le paiement méthodique des dettes réduisent la paperasserie et facilitent la mise en oeuvre de la partie X de la loi dans les provinces participantes. La modification de l'article 30, qui établit clairement que le prélèvement est payable par les créanciers, dissipe l'incertitude qui existait quant au paiement de ce prélèvement.

### *Gouvernement du Canada*

L'établissement des honoraires payables au receveur général du Canada tente de faire un équilibre entre les principes qui sous-tendent la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, comme une plus grande accessibilité pour les débiteurs consommateurs à un système efficace d'insolvabilité, d'une part; et le besoin de tendre vers un recouvrement plus complet des coûts des services rendus par le surintendant des faillites, d'autre part.

Si l'on se fie aux estimations pour les douze premiers mois d'opération, on peut dire que les frais d'enregistrement devraient rapporter un montant de 4,2 millions de dollars pour chaque année d'exercice.

On estime aussi que les honoraires établis pour les services de recherche du surintendant des faillites rapporteront des revenus de 1,2 millions de dollars. (Les membres du grand public peuvent consulter gratuitement les dossiers eux-mêmes aux 14 bureaux de faillite du Canada où les dossiers sont gardés sur microfiches).

---

## *Creditors*

The new rules will provide for greater disclosure and more informed decision-making for creditors, particularly in the case of receiverships. New reports and notices to be submitted by secured creditors and receivers may result in some increase in workload for them.

Some rules — for example, the less expensive mailing requirements, the option of using electronic transmission facilities and simpler procedures for taxation and discharges — are intended to reduce the costs of administration. Since these costs are supported by creditors, this may result in a corresponding increase in funds available for distribution to them.

## *Debtors*

Bill C-22 provides for new counselling services, automatic discharge from bankruptcy and a new procedure for consumer proposals. Rules pertaining to the implementation of these provisions will help debtors to make more effective use of these new services.

## *Provinces*

Provincial court officials (i.e. the Registrars) may experience a workload reduction since all unopposed taxation and discharge procedures in consumer proposals and summary administration bankruptcies will no longer be brought before the courts. One should note, however, that the impact of the reduction of administrative tasks by court officials may be counterbalanced by an increase in judicial tasks under the provisions of Bill C-22, namely Division I of Part III on commercial reorganizations.

Regulations for the Orderly Payment of Debts will reduce paperwork and facilitate the administration of Part X of the Act by participating provinces. Amended regulation 30, which clarifies that the levy is to be borne by the creditors, will bring greater certainty to the payment of this levy.

## *Government Of Canada*

Administrative fees for registration and search services payable to the Receiver General of Canada attempt to strike a balance between the policies behind the *Bankruptcy and Insolvency Act*, such as greater access for consumer debtors to an efficient insolvency system, and the need to move towards greater cost recovery for services rendered by the Superintendent of Bankruptcy.

Based on estimates for the first twelve months of operation, registration fees are expected to generate a sum of \$4.2 million per fiscal year.

It is also estimated that, the fees for bankruptcy search services by the Superintendent would generate revenues of \$1.2 million. [Members of the general public may search the records themselves at no expense at the 14 bankruptcy offices throughout Canada where microfiche records are available].

---

## Consultation

En établissant ces règles, les fonctionnaires du ministère ont demandé et obtenu une contribution directe de divers groupes et de personnes qui oeuvrent dans le domaine de l'insolvabilité.

Cela implique des séances de consultation avec les syndicats dans 13 centres régionaux principaux à travers le Canada, afin d'étoffer les détails des politiques adoptées.

De plus, les fonctionnaires ont eu l'avantage de recevoir de nombreux commentaires indépendants provenant des milieux privés et publics, en particulier de groupes conseillant les consommateurs, des milieux commerciaux et juridiques, ainsi que des provinces.

Les consultations se poursuivent quant à l'élaboration d'un code d'éthique.

## Mécanisme de conformité

La conformité de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* sera garantie par les divers pouvoirs de surveillance du surintendant, comme par exemple : l'émission des licences aux syndicats de faillite; le contrôle de l'observance des règles de conduite; et l'émission de directives sur les pratiques concernant l'administration des actifs de personnes en faillite ou insolvables.

## Personne ressource :

M. G. Redling  
Surintendant des faillites  
Ministère de la Consommation et des Affaires commerciales  
Place du Portage, Phase II, 2<sup>e</sup> étage commercial  
Ottawa/Hull  
K1A 0C9  
(819) 997-1210

---

## Consultation

In developing these rules, departmental officials sought and obtained direct input from various groups and members of the insolvency community.

The process involved convening consultation sessions with the trustee communities in 13 major regional centres across Canada, in order to flesh out the details of the policies adopted.

In addition the process benefited from the receipt of considerable independent comment from the private and public sectors, particularly consumer counselling groups, the creditor and legal community, as well as the provinces.

Consultation is also ongoing with respect to the development of a code of ethics.

## Compliance Mechanism

Compliance under *Bankruptcy and Insolvency Act* will be pursued through a variety of supervisory powers of the Superintendent including: licensing of trustees in bankruptcy; enforcing rules of conduct; and issuing practice directives respecting the administration of bankrupt and insolvent estates.

Failure to comply with the Act and Regulations may result in an offense and in any applicable disciplinary process.

## Contact Person

Mr. G. Redling  
Superintendent of Bankruptcy  
Consumer and Corporate Affairs Canada  
Place du Portage, Phase II, 2nd Commercial Level  
Ottawa/Hull  
K1A 0C9  
(819) 997-1210

---

## PROJET DE RÉGLEMENTATION

### Avis

Avis est donné que le Ministre de la Consommation et des Affaires commerciales a l'intention de recommander au gouverneur en conseil de modifier, conformément aux annexes ci-après, les Règles sur la faillite et les Règles sur le paiement méthodique des dettes, en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, et de prendre une Règle en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*.

Les personnes intéressées peuvent présenter leurs commentaires écrits au Ministre de la Consommation et des Affaires commerciales dans les 30 jours suivant la publication du présent avis, et envoyer la correspondance à George Redling, Surintendant des faillites, Consommation et Affaires commerciales Canada, Place du Portage, Ottawa/Hull, K1A 0C9.

### ANNEXE DE MODIFICATIONS AUX RÈGLES SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

1. Le titre intégral des Règles régissant la faillite est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«RÈGLES GÉNÉRALES D'APPLICATION DE LA LOI  
SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ»

2. L'article 1 des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«1. Règles sur la faillite et l'insolvabilité.»

3. La définition de «Loi», à l'article 2 des mêmes règles, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

««Loi» La *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*. (Act)»

4. (1) Le paragraphe 5(1) des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«5. (1) Sauf disposition contraire des présentes règles, tout avis ou autre document devant être donné ou envoyé aux termes de la Loi ou des présentes règles est expédié par la poste, par messenger ou par télécopie :

- a) soit de façon que le destinataire le reçoive au moins quatre jours avant l'événement auquel il se rapporte;
- b) soit au moins 10 jours avant l'événement auquel il se rapporte.

(1.1) Tout avis ou autre document envoyé par la poste est réputé reçu par le destinataire à la date à laquelle il lui aurait été livré par le service habituel de la poste.

---

## PROPOSED REGULATORY TEXT

### Notice

Notice is hereby given that the Minister of Consumer & Corporate Affairs proposes to recommend to the Governor in Council to amend the Bankruptcy Rules and the Orderly Payment of Debts Regulations, pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as well as to create a Rule pursuant to the *Companies' Creditors Arrangement Act*, in accordance with the schedules hereto.

Interested persons may make representations, in writing, to the Minister of Consumer and Corporate Affairs, within 30 days of the date of publication of the present notice. All such representations shall be sent to Mr. George Redling, Superintendent of Bankruptcy, Consumer & Corporate Affairs, Place du Portage, Ottawa/Hull, K1A 0C9.

### SCHEDULE OF AMENDMENTS TO THE *BANKRUPTCY AND INSOLVENCY RULES*

1. The long title of the *Bankruptcy Rules* is revoked and the following substituted therefor:

"GENERAL RULES UNDER THE BANKRUPTCY AND INSOLVENCY ACT"

2. Section 1 of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"1. These Rules may be cited as the *Bankruptcy and Insolvency Rules*."

3. The definition "Act" in section 2 of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

" "Act" means the *Bankruptcy and Insolvency Act*; (*Loi*) "

4. (1) Subsection 5(1) of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"5. (1) Unless otherwise provided in these Rules, every notice or other document required by the Act or these Rules to be given or sent shall be sent by mail, courier or facsimile transmission

(a) so that it is received by the person to whom it is addressed at least four days before the event to which it relates; or

(b) at least 10 days before the event to which it relates.

(1.1) Every notice or other document that is sent by mail is deemed to have been received by the person to whom it is addressed on the date on which it would, in the ordinary course of post, have been delivered to that person.



---

(1.2) Lorsque le syndic, le séquestre ou l'administrateur expédie par la poste un avis ou autre document, il doit remplir un affidavit de mise à la poste et le conserver dans ses dossiers.»

(2) Les paragraphes 5(3) et (4) des mêmes règles sont abrogés.

5. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 46, de ce qui suit :

«46.1 Les honoraires payables au registraire conformément aux présentes règles appartiennent à Sa Majesté du chef de la province pour laquelle le registraire est nommé.»

6. L'article 56 des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«56. Le syndic agissant relativement à une proposition faite aux termes de la section I de la partie III de la Loi doit envoyer au registraire un avis de la proposition établi selon la formule 37 de l'annexe III.»

7. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 58, de ce qui suit :

«58.1 L'avis demandant la réexpédition du courrier destiné au failli, que le syndic peut donner à la Société canadienne des postes aux termes du paragraphe 35(1) de la Loi, doit être établi selon la formule 14 de l'annexe III.»

8. L'article 60 des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«60. Le syndic doit, avant de présenter au tribunal le rapport visé au paragraphe 34(2) de la Loi, donner aux inspecteurs un avis de son intention, établi selon la formule 12 de l'annexe III.»

9. L'intertitre qui précède l'article 64 des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

#### **«Taxation des comptes et libération du syndic**

##### *Dispositions générales»*

10. (1) L'alinéa 64(1)b)<sup>1</sup> de la version française des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«b) être accompagnée d'une copie de l'avis de dividende définitif et de demande de libération du syndic, établi selon la formule 68, d'une copie de l'état définitif des recettes et des débours, établi selon la formule 66, et d'un bordereau de dividende.»

(2) Les alinéas 64(2)b)<sup>1</sup> et c)<sup>1</sup> de la version française des mêmes règles sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

---

1. DORS/81-646, *Gazette du Canada* Partie II, 1981, p. 2451

---

(1.2) Where a trustee, a receiver or an administrator sends a notice or other document by mail, the trustee, receiver or administrator shall prepare an affidavit of mailing and retain it in that person's file."

(2) Subsections 5(3) and (4) of the said Rules are revoked.

5. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 46 thereof, the following section:

"46.1 The fees payable to a registrar under these Rules shall belong to the Crown in right of the province for which the registrar was appointed."

6. Section 56 of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"56. A trustee acting with respect to a proposal made under Division I of Part III of the Act shall send to the registrar a notice of the proposal in Form 37 of Schedule III."

7. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 58 thereof, the following section:

"58.1 The notice requesting the redirection of mail addressed to a bankrupt that may be sent by a trustee to the Canada Post Corporation pursuant to subsection 35(1) of the Act shall be in Form 14 of Schedule III."

8. Section 60 of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"60. A trustee shall, before making a report to the court pursuant to subsection 34(2) of the Act, give notice of the trustee's intention to do so to the inspectors in Form 12 of Schedule III."

9. The heading preceding section 64 of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

**"Taxation of Accounts and Discharge of Trustee**

*General"*

10. (1) Paragraph 64(1)(b)<sup>1</sup> of the French version of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"b) être accompagnée d'une copie de l'avis de dividende définitif et de demande de libération du syndic, établi selon la formule 68, d'une copie de l'état définitif des recettes et des débours, établi selon la formule 66, et d'un bordereau de dividende."

(2) Paragraphs 64(2)(b)<sup>1</sup> and (c)<sup>1</sup> of the French version of the said Rules are revoked and the following substituted therefor:

---

1. SOR/81-646, 1981 *Canada Gazette* Part II, p. 2451

---

«b) que l'état des recettes et des débours concernant l'actif constitue un état exact et fidèle de l'administration de cet actif et qu'il a été approuvé par les inspecteurs et taxé par le tribunal;

c) que chaque débours mentionné dans l'état a été fait régulièrement et convenablement;»

(3) L'alinéa 64(2)i)<sup>1</sup> de la version française des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«i) que l'état définitif des recettes et des débours, le bordereau de dividende et l'avis de demande de libération du syndic ont été expédiés par courrier recommandé au registraire, au surintendant, au failli et à chaque créancier dont la réclamation a été prouvée.»

11. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 64, de ce qui suit :

### «Administration sommaire

64.1 Le syndic de l'actif d'un failli, dans le cadre de l'administration sommaire de cet actif, doit demander la taxation de ses comptes et sa libération en expédiant au surintendant les documents suivants :

a) son état définitif des recettes et des débours, établi selon la formule 66 de l'annexe III avec les adaptations nécessaires;

b) un bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers du failli;

c) dans le cas où des inspecteurs ont été nommés par les créanciers, une copie du procès-verbal de la réunion des inspecteurs à laquelle ceux-ci ont approuvé l'état définitif des recettes et des débours et le bordereau de dividende préparés par le syndic, ou s'y sont opposés.

64.2 Le surintendant doit examiner les documents qui lui ont été expédiés conformément à l'article 64.1 et faire les commentaires qu'il juge utiles à leur sujet; il doit ensuite remettre au syndic une lettre de commentaires indiquant s'il demande ou non que les comptes de celui-ci soient taxés par le registraire.

64.3 (1) Si le surintendant remet, conformément à l'article 64.2, une lettre de commentaires dans laquelle il ne demande pas que les comptes du syndic soient taxés par le registraire, le syndic doit, dans les 30 jours après avoir reçu la lettre de commentaires, expédier à chaque créancier qui a prouvé une réclamation les documents suivants :

a) un avis de la taxation de ses comptes et de sa libération, établi selon la formule 68.1 de l'annexe III;

b) une copie de son état définitif des recettes et des débours;

c) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers du failli;

d) le dividende définitif qui revient au créancier, si le syndic est convaincu qu'il n'y aura pas d'opposition, de la part des créanciers, à la taxation de ses comptes et à sa libération.

---

"b) que l'état des recettes et des débours concernant l'actif constitue un état exact et fidèle de l'administration de cet actif et qu'il a été approuvé par les inspecteurs et taxé par le tribunal;

c) que chaque débours mentionné dans l'état a été fait régulièrement et convenablement;"

(3) Paragraph 64(2)(i)<sup>1</sup> of the French version of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"i) que l'état définitif des recettes et des débours, le bordereau de dividende et l'avis de demande de libération du syndic ont été expédiés par courrier recommandé au registraire, au surintendant, au failli et à chaque créancier dont la réclamation a été prouvée."

11. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 64 thereof, the following headings and sections:

**"Summary Administration**

64.1 The trustee of the estate of a bankrupt under summary administration shall apply for taxation of the trustee's accounts and for the discharge of the trustee by sending to the Superintendent

(a) the trustee's final statement of receipts and disbursements, in Form 66 of Schedule III, with such modifications as the circumstances require;

(b) a dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors of the bankrupt; and

(c) where inspectors have been appointed by the creditors, a copy of the minutes of the meeting of inspectors at which the inspectors approved or refused to approve the trustee's final statement of receipts and disbursements and dividend sheet.

64.2 The Superintendent shall examine all documents sent to the Superintendent pursuant to section 64.1 and comment on them as the Superintendent sees fit and shall in every case issue to the trustee a letter of comment indicating whether the Superintendent requests that the trustee's accounts be taxed by the registrar.

64.3 (1) Where the Superintendent issues a letter of comment pursuant to section 64.2 that does not request that a trustee's accounts be taxed by the registrar, the trustee shall, within 30 days after receiving the letter of comment, send to each creditor who has proven a claim

(a) a notice of taxation of the trustee's accounts and discharge of the trustee in Form 68.1 of Schedule III;

(b) a copy of the trustee's final statement of receipts and disbursements;

(c) a copy of the dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors of the bankrupt; and

(d) the final dividend that is owed to the creditor, if the trustee is satisfied that no creditor will object to the taxation of the trustee's accounts and the discharge of the trustee.

---

(2) Tout créancier peut s'opposer à la taxation des comptes et à la libération du syndic en prenant les mesures suivantes dans les 30 jours suivant la date d'expédition de l'avis visé au paragraphe (1) :

- a) signifier au syndic ou lui expédier par courrier recommandé ou par messenger un avis de son opposition;
- b) expédier une copie de l'avis d'opposition au surintendant.

64.4 (1) Si le syndic ne reçoit aucun avis d'opposition à la taxation de ses comptes et à sa libération dans les 30 jours suivant la date d'expédition de l'avis visé au paragraphe 64.3(1), les dispositions suivantes s'appliquent :

- a) le syndic doit, s'il ne l'a déjà fait, expédier à chaque créancier son dividende définitif;
- b) il peut retenir ses honoraires;
- c) il doit prendre les mesures suivantes dans les 90 jours suivant la date d'expédition de l'avis visé au paragraphe 64.3(1) :
  - (i) fermer le compte en banque ayant servi aux fins de l'administration de l'actif du failli s'il ne s'agit pas d'un compte consolidé ou, dans le cas contraire, s'assurer que tous les fonds de l'actif du failli ont été retirés du compte consolidé,
  - (ii) remettre au surintendant les dividendes non réclamés et les fonds non distribués,
  - (iii) expédier au surintendant un certificat de conformité, établi selon la formule 15.1 de l'annexe III.

(2) Le syndic est réputé libéré dès qu'il s'est conformé aux exigences du paragraphe (1).

(3) Si le syndic reçoit un avis d'opposition à la taxation de ses comptes et à sa libération dans les 30 jours suivant la date d'expédition de l'avis visé au paragraphe 64.3(1) :

- a) d'une part, il doit en aviser le surintendant;
- b) d'autre part, après avoir obtenu une date d'audition du registraire, il doit, dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'opposition, expédier au créancier qui a signifié ou expédié l'avis d'opposition un avis de l'audition de la taxation de ses comptes et de sa libération, établi selon la formule 69 de l'annexe III, sur lequel figure la date de l'audition qui suit d'au moins 30 jours la date d'expédition de l'avis de l'audition.

64.5 (1) Si le surintendant remet, conformément à l'article 64.2, une lettre de commentaires dans laquelle il demande que les comptes du syndic soient taxés par le registraire, le syndic, après avoir obtenu une date d'audition du registraire, doit, dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de commentaires, expédier à chaque créancier qui a prouvé une réclamation les documents suivants :

---

(2) Any creditor may object to the taxation of a trustee's accounts and the discharge of the trustee by, within 30 days after the day on which a notice is sent pursuant to subsection (1),

(a) serving a notice of objection on the trustee or sending a notice of objection to the trustee by registered mail or by courier; and

(b) sending a copy of the notice of objection to the Superintendent.

64.4 (1) Where a trustee receives no notice of objection to the taxation of the trustee's accounts and the discharge of the trustee within 30 days after the day on which a notice is sent pursuant to subsection 64.3(1),

(a) the trustee shall, if the trustee has not already done so, send to each creditor the final dividend that is owed to that creditor;

(b) the trustee may take the trustee's fee; and

(c) the trustee shall do the following within 90 days after the day on which a notice is sent pursuant to subsection 64.3(1):

(i) close the bank account used in administering the estate of the bankrupt if that account is not a consolidated account and, where the estate funds are held in a consolidated account, ensure that all estate funds have been withdrawn from that account,

(ii) remit any unclaimed dividends and undistributed funds to the Superintendent, and

(iii) send a certificate of compliance in Form 15.1 of Schedule III to the Superintendent.

(2) A trustee who complies with the requirements of subsection (1) is deemed to be discharged.

(3) Where a trustee receives a notice of objection to the taxation of the trustee's accounts and the discharge of the trustee within 30 days after the day on which a notice is sent pursuant to subsection 64.3(1), the trustee shall

(a) advise the Superintendent of the objection; and

(b) after obtaining a hearing date from the registrar and within 30 days after receiving the notice of objection, send to the creditor who served or sent the notice of objection a notice of hearing for the taxation of the trustee's accounts and the discharge of the trustee in Form 69 of Schedule III, which notice of hearing shall contain a hearing date that is at least 30 days later than the date on which the notice of hearing is sent.

64.5 (1) Where the Superintendent issues a letter of comment pursuant to section 64.2 requesting that a trustee's accounts be taxed by the registrar, the trustee shall, after obtaining a hearing date from the registrar and within 30 days after receiving the letter of comment, send to each creditor who has proven a claim

---

a) un avis de l'audition de la taxation de ses comptes et de sa libération, établi selon la formule 69 de l'annexe III, sur lequel figure la date de l'audition qui suit d'au moins 30 jours la date d'expédition de l'avis;

b) une copie de son état définitif des recettes et des débours;

c) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers du failli.

(2) Lorsque l'avis de l'audition visé au paragraphe (1) a été expédié, tout créancier peut s'opposer à la taxation des comptes et à la libération du syndic en déposant un avis d'opposition auprès du registraire et en expédiant copie de cet avis au surintendant, si :

a) d'une part, il signifie au syndic ou lui expédie par courrier recommandé ou par messenger une copie de l'avis d'opposition;

b) d'autre part, le syndic reçoit la copie de l'avis d'opposition avant le début de l'audition.

64.6 (1) Lorsqu'une audition est tenue à l'égard de la taxation des comptes et de la libération du syndic, le registraire taxe les comptes du syndic après avoir entendu les oppositions des créanciers et tenu compte de la lettre de commentaires remise par le surintendant.

(2) Si le registraire taxe les comptes du syndic tels qu'ils ont été présentés au surintendant, le syndic :

a) d'une part, peut retenir ses honoraires tels qu'ils ont été taxés;

b) d'autre part, doit prendre les mesures suivantes dans les 60 jours suivant la date de l'ordonnance de taxation et est réputé libéré dès ces mesures prises :

(i) expédier à chaque créancier qui y a droit son dividende définitif,

(ii) fermer le compte en banque ayant servi aux fins de l'administration de l'actif du failli s'il ne s'agit pas d'un compte consolidé ou, dans le cas contraire, s'assurer que tous les fonds de l'actif du failli ont été retirés du compte consolidé,

(iii) remettre au surintendant les dividendes non réclamés et les fonds non distribués,

(iv) expédier au surintendant un certificat de conformité, établi selon la formule 15.1 de l'annexe III.

(3) Si le registraire taxe les comptes du syndic autrement que dans l'état présenté au surintendant, le syndic :

a) d'une part, peut retenir ses honoraires tels qu'ils ont été taxés;

b) d'autre part, doit prendre les mesures suivantes dans les 60 jours suivant la date de l'ordonnance de taxation et est réputé libéré dès ces mesures prises :

---

(a) a notice of hearing for the taxation of the trustee's accounts and the discharge of the trustee in Form 69 of Schedule III, which notice of hearing shall contain a hearing date that is at least 30 days later than the date on which the notice is sent;

(b) a copy of the trustee's final statement of receipts and disbursements; and

(c) a copy of the dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors of the bankrupt.

(2) Where a notice of hearing has been sent pursuant to subsection (1), any creditor may object to the taxation of the trustee's accounts and the discharge of the trustee by filing a notice of objection with the registrar and by sending a copy of the notice of objection to the Superintendent if

(a) the creditor serves a copy of the notice of objection on the trustee or sends a copy of the notice of objection to the trustee by registered mail or by courier; and

(b) the copy of the notice of objection is received by the trustee before the time of the hearing.

64.6 (1) Where a hearing is held for the taxation of a trustee's accounts and the discharge of a trustee, the registrar shall, after hearing any creditors' objections and considering the letter of comment issued by the Superintendent, tax the trustee's accounts.

(2) Where the registrar taxes a trustee's accounts as presented to the Superintendent,

(a) the trustee may take the trustee's fee as taxed; and

(b) the trustee shall do the following within 60 days after the date of the taxation order and, upon doing so, is deemed to be discharged:

(i) send to each creditor to whom a final dividend is owed that creditor's final dividend,

(ii) close the bank account used in administering the estate of the bankrupt if that account is not a consolidated account and, where the estate funds are held in a consolidated account, ensure that all estate funds have been withdrawn from that account,

(iii) remit any unclaimed dividends and undistributed funds to the Superintendent, and

(iv) send a certificate of compliance in Form 15.1 of Schedule III to the Superintendent.

(3) Where the registrar taxes a trustee's accounts otherwise than as presented to the Superintendent,

(a) the trustee may take the trustee's fee as taxed; and

(b) the trustee shall do the following within 60 days after the date of the taxation order and, upon doing so, is deemed to be discharged:



---

(i) expédier à chaque créancier qui y a droit son dividende définitif, selon ce que prévoit l'ordonnance de taxation,

(ii) fermer le compte en banque ayant servi aux fins de l'administration de l'actif du failli s'il ne s'agit pas d'un compte consolidé ou, dans le cas contraire, s'assurer que tous les fonds de l'actif du failli ont été retirés du compte consolidé,

(iii) remettre au surintendant les dividendes non réclamés et les fonds non distribués,

(iv) expédier au surintendant et à chaque créancier un état définitif révisé des recettes et des débours, un bordereau de dividende révisé et une copie de l'ordonnance de taxation,

(v) expédier au surintendant et au registraire un certificat de conformité, établi selon la formule 15.1 de l'annexe III.

### **Livres, registres et documents»**

12. L'article 75 des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«75. L'ordonnance visant à nommer un séquestre intérimaire peut être rendue aux termes des articles 46, 47 ou 47.1 de la Loi sur demande *ex parte* d'un créancier ou du débiteur; le tribunal peut toutefois remettre l'audition de la demande et ordonner qu'un avis de l'audition soit donné aux personnes qu'il juge indiquées.»

13. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 76, de ce qui suit :

«76.1 (1) Le séquestre intérimaire nommé aux termes des articles 46, 47 ou 47.1 de la Loi doit demander au tribunal de procéder à la taxation de ses comptes et à sa libération, après en avoir donné avis aux personnes suivantes :

- a) le débiteur ou, dans le cas d'une faillite, le syndic nommé aux termes de la Loi;
- b) chaque créancier qui détient une garantie portant sur des biens du débiteur;
- c) le surintendant.

(2) L'avis mentionné au paragraphe (1) est établi selon la formule 29.1 de l'annexe III et est accompagné des documents suivants :

- a) une copie de l'état des recettes et des débours du séquestre intérimaire, établi selon la formule 66 de l'annexe III avec les adaptations nécessaires;
- b) un relevé du nombre d'heures travaillées, des tâches accomplies, des taux horaires et des autres éléments entrant en ligne de compte dans le calcul des honoraires du séquestre intérimaire;

- 
- (i) send to each creditor to whom a final dividend is owed that creditor's final dividend in accordance with the taxation order,
  - (ii) close the bank account used in administering the estate of the bankrupt if that account is not a consolidated account and, where the estate funds are held in a consolidated account, ensure that all estate funds have been withdrawn from that account,
  - (iii) remit any unclaimed dividends and undistributed funds to the Superintendent,
  - (iv) send a revised final statement of receipts and disbursements, a revised dividend sheet and a copy of the taxation order to the Superintendent and to each creditor, and
  - (v) send a certificate of compliance in Form 15.1 of Schedule III to the Superintendent and to the registrar.

### Books, Records and Documents"

12. Section 75 of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"75. An order appointing an interim receiver may be made under section 46, 47 or 47.1 of the Act upon the *ex parte* application of a creditor or the debtor, but the court may adjourn the hearing of such an application and direct that notice of the hearing be given to any person as it sees fit."

13. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 76 thereof, the following sections:

"76.1 (1) An interim receiver appointed under section 46, 47 or 47.1 of the Act shall apply to the court for taxation of the interim receiver's accounts and for the discharge of the interim receiver after giving notice to

- (a) the debtor or, in the case of a bankruptcy, the trustee appointed under the Act;
- (b) every creditor who holds a security on the debtor's property; and
- (c) the Superintendent.

(2) The notice referred to in subsection (1) shall be in Form 29.1 of Schedule III and shall have attached to it

- (a) a copy of the interim receiver's statement of receipts and disbursements in Form 66 of Schedule III, with such modifications as the circumstances require;
- (b) a statement of the number of hours spent, the tasks performed, hourly rates and other factors on the basis of which the fees of the interim receiver were calculated; and

---

c) un relevé des dépenses engagées par le séquestre intérimaire, y compris une copie des états des frais judiciaires.

76.2 Toute personne qui détient un intérêt pécuniaire dans les biens à l'égard desquels un séquestre intérimaire a été nommé peut s'opposer à la taxation des comptes et à la libération du séquestre intérimaire en déposant un avis d'opposition auprès du tribunal dans les 15 jours suivant l'expédition de l'avis mentionné au paragraphe 76.1(1).

76.3 Le tribunal taxe les comptes du séquestre intérimaire tels qu'ils ont été présentés et libère celui-ci si aucun avis d'opposition n'a été déposé dans les 15 jours suivant l'expédition de l'avis mentionné au paragraphe 76.1(1).

76.4 Le séquestre intérimaire doit expédier au surintendant une copie de l'ordonnance du tribunal visant la taxation de ses comptes et sa libération.»

14. Les articles 81 et 82<sup>2</sup> des mêmes règles sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

«81. Le séquestre officiel doit, lorsqu'il nomme un syndic aux termes du paragraphe 49(4) de la Loi, établir un certificat de nomination selon la formule 33 de l'annexe III et en donner ou en envoyer une copie au syndic.

82. Le syndic doit, sur réception du bilan du failli visé à l'alinéa 158d) de la Loi, en déposer l'original auprès du séquestre officiel.

82.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le séquestre officiel doit, avant ou aussitôt après la première assemblée des créanciers du failli, déposer les documents suivants auprès du tribunal :

a) une copie de la cession, établie selon les formules 30 ou 30A de l'annexe III, déposée auprès de lui conformément au paragraphe 49(3) de la Loi;

b) une copie du bilan préliminaire, établi selon la formule 32 de l'annexe III, qui accompagnait la cession déposée auprès de lui;

c) l'original du bilan déposé auprès de lui conformément à l'article 82;

d) une copie du procès-verbal de la première assemblée des créanciers;

e) une copie de ses notes de l'interrogatoire du failli et du rapport correspondant fait conformément au paragraphe 161(2) de la Loi, établis selon les formules 75, 75A ou 76 de l'annexe III, selon le cas.

(2) Dans les cas où l'actif du failli fait l'objet d'une administration sommaire, le séquestre officiel n'est pas tenu de déposer les documents visés aux alinéas (1)a) à d) auprès du tribunal, à moins que celui-ci ne lui ordonne de le faire.»

15. L'article 83 des mêmes règles est abrogé.

16. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, avant l'article 84, de ce qui suit :

---

(c) a statement of the expenses incurred by the interim receiver, including a copy of any bills covering legal costs.

76.2 Any person who has a pecuniary interest in the property in respect of which an interim receiver has been appointed may object to the taxation of the accounts of and the discharge of the interim receiver by filing a notice of objection with the court within 15 days after the sending of the notice referred to in subsection 76.1(1).

76.3 The court shall tax an interim receiver's accounts as presented and shall discharge the interim receiver where no notice of objection is filed within 15 days after the sending of the notice referred to in subsection 76.1(1).

76.4 An interim receiver shall send a copy of a court order taxing the accounts of the interim receiver and discharging the interim receiver to the Superintendent."

14. Sections 81 and 82<sup>2</sup> of the said Rules are revoked and the following substituted therefor:

"81. Where an official receiver appoints a trustee pursuant to subsection 49(4) of the Act, the official receiver shall certify the appointment in Form 33 of Schedule III and give or send a copy of the certificate to the trustee.

82. A trustee shall, upon receiving from a bankrupt a statement of affairs referred to in paragraph 158(d) of the Act, file an original copy of the statement with the official receiver.

82.1 (1) Subject to subsection (2), an official receiver shall, before or immediately after the first meeting of the creditors of a bankrupt, file the following documents in court:

(a) a copy of the assignment, in Form 30 or 30A of Schedule III, that was filed with the official receiver pursuant to subsection 49(3) of the Act;

(b) a copy of the preliminary statement of affairs, in Form 32 of Schedule III, that accompanied the assignment when it was filed with the official receiver;

(c) the original copy of the statement of affairs that was filed with the official receiver pursuant to section 82;

(d) a copy of the minutes of the first meeting of creditors; and

(e) a copy of the official receiver's notes of the examination of the bankrupt and the report thereon made pursuant to subsection 161(2) of the Act, in Form 75, 75A or 76 of Schedule III, whichever is applicable.

(2) In the case of the estate of a bankrupt under summary administration, an official receiver is not required to file the documents referred to in paragraphs (1)(a) to (d) in court unless the court orders the official receiver to do so."

15. Section 83 of the said Rules is revoked.

16. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately before section 84 thereof, the following heading:

---

## «Dispositions d'application générale»

17. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 84, de ce qui suit :

«84.1 (1) Le rapport visé à l'alinéa 50(6)b) de la Loi qui doit être joint à une proposition est établi selon la formule 42.2 de l'annexe III.

(2) Le rapport visé à l'alinéa 50(6)c) de la Loi qui doit être joint à une proposition est établi selon la formule 42.3 de l'annexe III.

84.2 La preuve de réclamation garantie qu'un créancier garanti peut déposer en vertu du paragraphe 50.1(1) de la Loi est établie selon la formule 61 de l'annexe III.

84.3 (1) L'avis de l'intention de faire une proposition qu'une personne insolvable peut déposer en vertu du paragraphe 50.4(1) de la Loi est établi selon la formule 42.1 de l'annexe III.

(2) Le rapport visé à l'alinéa 50.4(2)b) de la Loi qui doit accompagner l'avis de l'intention de faire une proposition est établi selon la formule 42.2 de l'annexe III.

(3) Le rapport visé à l'alinéa 50.4(2)c) de la Loi qui doit accompagner l'avis de l'intention de faire une proposition est établi selon la formule 42.3 de l'annexe III.

84.4 (1) Le rapport que le syndic doit déposer auprès du séquestre officiel aux termes de l'alinéa 50.4(8)b) de la Loi est établi selon la formule 42.4 de l'annexe III.

(2) Le certificat de cession que le séquestre officiel doit délivrer aux termes de l'alinéa 50.4(8)b) de la Loi est établi selon la formule 42.5 de l'annexe III.

84.5 (1) La formule de preuve de réclamation et la formule de preuve de réclamation garantie visées à l'alinéa 51(1)e) de la Loi sont établies selon la formule 61 de l'annexe III, et la formule de procuration visée à cet alinéa est établie selon la formule 59 de l'annexe III.

(2) La formule de votation visée à l'alinéa 51(1)f) de la Loi est établie selon la formule 38 de l'annexe III.

84.6 Tout créancier qui a prouvé une réclamation peut, selon l'article 53 de la Loi, indiquer au syndic s'il approuve ou désapprouve la proposition, soit par la poste, soit par transmission électronique d'un message sous forme d'imprimé.

84.7 (1) Le rapport visé à l'alinéa 57b) de la Loi que le syndic doit présenter au séquestre officiel en cas de refus des créanciers d'accepter la proposition faite par une personne insolvable est établi selon la formule 41 de l'annexe III.

(2) Le certificat de cession que le séquestre officiel doit délivrer aux termes de l'alinéa 57b) de la Loi est établi selon la formule 43 de l'annexe III.

84.8 (1) L'avis au sujet de l'audition de la demande d'approbation par le tribunal d'une proposition, que le syndic doit adresser aux termes de l'alinéa 58b) de la Loi, est établi selon la formule 40 de l'annexe III.

---

## **“General Scheme for Proposals”**

17. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 84 thereof, the following sections:

“84.1 (1) The report that is required by paragraph 50(6)(b) of the Act to be filed with a proposal shall be in Form 42.2 of Schedule III.

(2) The report that is required by paragraph 50(6)(c) of the Act to be filed with a proposal shall be in Form 42.3 of Schedule III.

84.2 The proof of secured claim that may be filed by a secured creditor pursuant to subsection 50.1(1) of the Act shall be in Form 61 of Schedule III.

84.3 (1) The notice of intention to make a proposal that may be filed by an insolvent person pursuant to subsection 50.4(1) of the Act shall be in Form 42.1 of Schedule III.

(2) The report that is required by paragraph 50.4(2)(b) of the Act to accompany a notice of intention to make a proposal shall be in Form 42.2 of Schedule III.

(3) The report that is required by paragraph 50.4(2)(c) of the Act to accompany a notice of intention to make a proposal shall be in Form 42.3 of Schedule III.

84.4 (1) The report that is required by paragraph 50.4(8)(b) of the Act to be filed by a trustee with the official receiver shall be in Form 42.4 of Schedule III.

(2) The certificate of assignment that is required by paragraph 50.4(8)(b) of the Act to be issued by the official receiver shall be in Form 42.5 of Schedule III.

84.5 (1) For the purposes of paragraph 51(1)(e) of the Act, the form of proof of claim and the form of proof of secured claim shall be in Form 61 of Schedule III and the form of proxy shall be in Form 59 of Schedule III.

(2) For the purposes of paragraph 51(1)(f) of the Act, the voting letter shall be in Form 38 of Schedule III.

84.6 Any creditor who has proved a claim may indicate assent to or dissent from a proposal to a trustee pursuant to section 53 of the Act by mail or by printed electronic transmission.

84.7 (1) The report that is required by paragraph 57(b) of the Act to be filed by a trustee with the official receiver where the creditors refuse a proposal by an insolvent person shall be in Form 41 of Schedule III.

(2) The certificate of assignment that is required by paragraph 57(b) of the Act to be issued by the official receiver shall be in Form 43 of Schedule III.

84.8 (1) The notice of hearing of application for court approval of a proposal that is required by paragraph 58(b) of the Act to be sent by a trustee shall be in Form 40 of Schedule III.

---

(2) Le rapport sur la proposition que le syndic doit déposer aux termes de l'alinéa 58d) de la Loi est établi selon la formule 42 de l'annexe III.»

18. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 86, de ce qui suit :

«86.1 (1) Le rapport visé à l'alinéa 61(2)b) de la Loi que le syndic doit présenter au séquestre officiel en cas de refus du tribunal d'approuver la proposition faite par une personne insolvable est établi selon la formule 46 de l'annexe III.

(2) Le certificat de cession que le séquestre officiel doit délivrer aux termes de l'alinéa 61(2)b) de la Loi est établi selon la formule 47 de l'annexe III.

86.2 Pour l'application de l'article 62.1 de la Loi :

a) le délai dans lequel une personne insolvable doit remédier au défaut d'exécution d'une des dispositions de la proposition est de 30 jours après le premier jour de défaut;

b) le délai dans lequel le syndic doit informer de la situation tous les créanciers ainsi que le séquestre officiel est de 30 jours après l'expiration du délai accordé à la personne insolvable pour remédier au défaut d'exécution, prévu à l'alinéa a);

c) le syndic doit informer de la situation tous les créanciers ainsi que le séquestre officiel au moyen d'un avis établi selon la formule 47.1 de l'annexe III.

86.3 L'ordonnance annulant une proposition, rendue par le tribunal aux termes du paragraphe 63(1) de la Loi, est établie selon la formule 48 de l'annexe III.

86.4 (1) Le rapport visé au paragraphe 63(6) de la Loi que le syndic doit présenter au séquestre officiel dans le cas où une ordonnance annulant une proposition a été rendue consiste en une copie de l'ordonnance.

(2) Le certificat de cession que le séquestre officiel doit délivrer aux termes du paragraphe 63(6) de la Loi est établi selon la formule 49 de l'annexe III.»

19. Le paragraphe 87(1) des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«87. (1) Le séquestre officiel qui délivre un certificat de cession aux termes des alinéas 57b) ou 61(2)b) ou du paragraphe 63(6) de la Loi doit sans délai expédier par la poste une copie du certificat au syndic agissant relativement à la proposition et déposer le certificat auprès du tribunal.»

20. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 87, de ce qui suit :

«87.01 Le préavis de résiliation du bail qu'une personne insolvable peut donner au locateur aux termes du paragraphe 65.2(1) de la Loi est établi selon la formule 49.1 de l'annexe III et est remis de la manière indiquée dans le bail ou, à défaut d'une telle indication, est soit signifié, soit expédié par courrier recommandé ou par messenger.

---

(2) The report on a proposal that is required by paragraph 58(d) of the Act to be filed by a trustee shall be in Form 42 of Schedule III."

18. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 86 thereof, the following sections:

"86.1 (1) The report that is required by paragraph 61(2)(b) of the Act to be filed by a trustee with the official receiver where the court refuses to approve a proposal by an insolvent person shall be in Form 46 of Schedule III.

(2) The certificate of assignment that is required by paragraph 61(2)(b) of the Act to be issued by the official receiver shall be in Form 47 of Schedule III.

86.2 For the purposes of section 62.1 of the Act,

(a) the prescribed time for an insolvent person to remedy a default in the performance of any provision in a proposal is within 30 days after the day on which the default was made;

(b) the prescribed time for a trustee to inform all the creditors and the official receiver is within 30 days after the expiry of the prescribed time for an insolvent person to remedy a default, set out in paragraph (a); and

(c) a trustee shall inform all the creditors and the official receiver by giving notice to them in Form 47.1 of Schedule III.

86.3 An order annulling a proposal made by a court pursuant to subsection 63(1) of the Act shall be in Form 48 of Schedule III.

86.4 (1) The report that is required by subsection 63(6) of the Act to be filed by a trustee with the official receiver where an order annulling a proposal has been made is a copy of the order annulling the proposal.

(2) The certificate of assignment that is required by subsection 63(6) of the Act to be issued by the official receiver shall be in Form 49 of Schedule III."

19. Subsection 87(1) of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"87. (1) Where an official receiver issues a certificate of assignment pursuant to paragraph 57(b) or 61(2)(b) or subsection 63(6) of the Act, the official receiver shall forthwith mail a copy of the certificate to the trustee acting with respect to the proposal and file the certificate in court."

20. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 87 thereof, the following sections:

"87.01 The notice of repudiation of a lease that may be given by an insolvent person to a landlord pursuant to subsection 65.2(1) of the Act shall be in Form 49.1 of Schedule III and shall be given in the manner provided for in the lease or, in the absence of any provision in the lease, shall be served or sent by registered mail or by courier.



---

87.02 Le certificat visé à l'article 65.3 de la Loi que le syndic désigné dans une proposition doit remettre au débiteur et au séquestre officiel en cas d'exécution intégrale de la proposition est établi selon la formule 49.2 de l'annexe III.

### Propositions de consommateur

87.03 L'information que doit fournir à l'administrateur, aux termes de l'alinéa 66.13(1)b) de la Loi, le débiteur consommateur qui souhaite faire une proposition de consommateur est la suivante :

- a) tout renseignement concernant sa situation financière qui pourrait être utile pour la préparation de la proposition;
- b) un exposé des causes de son insolvabilité;
- c) les autres renseignements que l'administrateur peut exiger.

87.04 La proposition de consommateur que doit préparer, aux termes de l'alinéa 66.13(2)c) de la Loi, l'administrateur qui accepte d'assister le débiteur consommateur est établie selon la formule 35.1 de l'annexe III.

87.05 (1) Le rapport visé à l'alinéa 66.14a) de la Loi que l'administrateur doit déposer auprès du séquestre officiel dans les 10 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur est établi selon la formule 35.2 de l'annexe III.

(2) La formule de preuve de réclamation que l'administrateur doit, aux termes du sous-alinéa 66.14b)(iii) de la Loi, transmettre à tous les créanciers connus du débiteur consommateur dans les 10 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur est établie selon la formule 61 de l'annexe III.

(3) Les documents que l'administrateur doit, aux termes de l'alinéa 66.14b) de la Loi, transmettre à tous les créanciers connus du débiteur consommateur dans les 10 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur doivent être accompagnés d'un avis établi selon la formule 36.1 de l'annexe III.

87.06 (1) L'avis de l'assemblée des créanciers que l'administrateur doit, aux termes du paragraphe 66.15(3) de la Loi, adresser au débiteur consommateur, à tous les créanciers connus de celui-ci et au séquestre officiel au moins 10 jours avant la tenue de l'assemblée est établi selon la formule 36.2 de l'annexe III.

(2) La formule de procuration visée à l'alinéa 66.15(3)b) de la Loi est établie selon la formule 59 de l'annexe III.

(3) Le document visé à l'alinéa 66.15(3)c) de la Loi est une formule de votation établie selon la formule 38 de l'annexe III.

87.07 Tout créancier qui a prouvé une réclamation peut, selon le paragraphe 66.17(1) de la Loi, indiquer à l'administrateur s'il approuve ou désapprouve la proposition de consommateur, soit par la poste, soit par transmission électronique d'un message sous forme d'imprimé, soit en personne ou par procuration à l'assemblée des créanciers.

---

87.02 The certificate of full performance of a proposal that is required by section 65.3 of the Act to be given by the trustee under a proposal to the debtor and to the official receiver where the proposal is fully performed shall be in Form 49.2 of Schedule III.

### Consumer Proposals

87.03 The information that is required by paragraph 66.13(1)(b) of the Act to be provided to an administrator by a consumer debtor who wishes to make a consumer proposal is

- (a) any information on the consumer debtor's financial situation that could be useful for preparing the consumer proposal;
- (b) an explanation of the causes of the consumer debtor's insolvency; and
- (c) such other information as the administrator may require.

87.04 The consumer proposal that is required by paragraph 66.13(2)(c) of the Act to be prepared by an administrator who agrees to assist a consumer debtor shall be in Form 35.1 of Schedule III.

87.05 (1) The report that is required by paragraph 66.14(a) of the Act to be filed by an administrator with the official receiver within 10 days after filing a consumer proposal shall be in Form 35.2 of Schedule III.

(2) The form of proof of claim that is required by subparagraph 66.14(b)(iii) of the Act to be sent by an administrator to every known creditor of a consumer debtor within ten days after filing a consumer proposal shall be in Form 61 of Schedule III.

(3) The documents that are required by paragraph 66.14(b) of the Act to be sent by an administrator to every known creditor of a consumer debtor within ten days after filing a consumer proposal shall be accompanied by a notice in Form 36.1 of Schedule III.

87.06 (1) The notice of meeting of creditors that is required by subsection 66.15(3) of the Act to be sent by an administrator to a consumer debtor, to every known creditor of a consumer debtor and to the official receiver at least ten days before a meeting of creditors shall be in Form 36.2 of Schedule III.

(2) The form of proxy referred to in paragraph 66.15(3)(b) of the Act shall be in Form 59 of Schedule III.

(3) The documentation referred to in paragraph 66.15(3)(c) of the Act shall be a voting letter in Form 38 of Schedule III.

87.07 Any creditor who has proved a claim may indicate assent to or dissent from a consumer proposal to an administrator pursuant to subsection 66.17(1) of the Act by mail or by printed electronic transmission, or personally or by proxy at the meeting of creditors.

---

87.08 (1) L'avis au sujet de l'audition d'une demande de révision judiciaire de la proposition de consommateur, que l'administrateur doit adresser aux termes de l'alinéa 66.23a) de la Loi au débiteur consommateur, à chaque créancier qui a prouvé une réclamation et au séquestre officiel au moins 14 jours avant la date de l'audition, est établi selon la formule 40.1 de l'annexe III.

(2) Le rapport sur la proposition de consommateur et sur la conduite du débiteur consommateur que l'administrateur doit, aux termes de l'alinéa 66.23c) de la Loi, déposer devant le tribunal au moins trois jours avant la date de l'audition d'une demande de révision judiciaire de la proposition de consommateur est établi selon la formule 42.6 de l'annexe III.

87.09 L'administrateur doit aviser le débiteur consommateur, tous les créanciers connus et le séquestre officiel des faits visés à l'article 66.27 de la Loi dans les cinq jours suivant leur survenance, au moyen d'un avis établi selon la formule 42.7 de l'annexe III.

87.1 (1) L'ordonnance annulant une proposition de consommateur, rendue par le tribunal aux termes de l'article 66.3 de la Loi, est établie selon la formule 48.1 de l'annexe III.

(2) L'administrateur d'une proposition de consommateur qui a été annulée par ordonnance du tribunal aux termes de l'article 66.3 de la Loi doit en informer les créanciers du débiteur consommateur, ainsi que le débiteur consommateur à sa dernière adresse connue, au moyen d'un avis établi selon la formule 48.2 de l'annexe III.

(3) Le rapport visé au paragraphe 66.3(4) de la Loi que l'administrateur doit présenter au séquestre officiel dans le cas où une ordonnance annulant une proposition de consommateur a été rendue est établi selon la formule 48.3 de l'annexe III.

87.11 (1) L'administrateur d'une proposition de consommateur qui est réputée être annulée en vertu du paragraphe 66.31(1) de la Loi doit en informer les créanciers du débiteur consommateur, ainsi que le débiteur consommateur à sa dernière adresse connue, au moyen d'un avis établi selon la formule 48.4 de l'annexe III.

(2) Le rapport visé au paragraphe 66.31(1) de la Loi que l'administrateur doit présenter au séquestre officiel dans le cas où la proposition de consommateur est réputée être annulée en vertu de ce paragraphe est établi selon la formule 48.5 de l'annexe III.

87.12 Le certificat visé à l'article 66.38 de la Loi que l'administrateur d'une proposition de consommateur doit remettre au débiteur consommateur et au séquestre officiel en cas d'exécution intégrale de la proposition est établi selon la formule 49.3 de l'annexe III.

87.13 L'administrateur d'une proposition de consommateur doit demander la taxation de ses comptes et sa libération en expédiant au surintendant les documents suivants :

- a) son état définitif des recettes et des débours, établi selon la formule 66 de l'annexe III avec les adaptations nécessaires;
- b) un bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers aux termes de la proposition de consommateur;

---

87.08 (1) The notice of hearing of application for court review of a consumer proposal that is required by paragraph 66.23(a) of the Act to be sent by an administrator to the consumer debtor, to every creditor who has proved a claim and to the official receiver at least 14 days before the date of the hearing shall be in Form 40.1 of Schedule III.

(2) The report on a consumer proposal and the conduct of a consumer debtor that is required by paragraph 66.23(c) of the Act to be filed by an administrator with the court at least three days before the date of hearing of an application for court review of the consumer proposal shall be in Form 42.6 of Schedule III.

87.09 An administrator shall notify the consumer debtor, every known creditor and the official receiver within five days after any of the events referred to in section 66.27 of the Act by giving notice to them in Form 42.7 of Schedule III.

87.1 (1) An order annulling a consumer proposal made by a court pursuant to section 66.3 of the Act shall be in Form 48.1 of Schedule III.

(2) The administrator of a consumer proposal that has been annulled by a court order pursuant to section 66.3 of the Act shall inform the creditors of the consumer debtor, as well as the consumer debtor at the last known address of the consumer debtor, by giving notice to them in Form 48.2 of Schedule III.

(3) The report that is required by subsection 66.3(4) of the Act to be filed by an administrator with the official receiver where an order annulling a consumer proposal has been made shall be in Form 48.3 of Schedule III.

87.11 (1) The administrator of a consumer proposal that is deemed to be annulled by subsection 66.31(1) of the Act shall inform the creditors of the consumer debtor, as well as the consumer debtor at the last known address of the consumer debtor, by giving notice to them in Form 48.4 of Schedule III.

(2) The report that is required by subsection 66.31(1) of the Act to be filed by an administrator with the official receiver where a consumer proposal is deemed to be annulled by that subsection shall be in Form 48.5 of Schedule III.

87.12 The certificate of full performance of a consumer proposal that is required by section 66.38 of the Act to be given by the administrator of a consumer proposal to the consumer debtor and to the official receiver where the consumer proposal is fully performed shall be in Form 49.3 of Schedule III.

87.13 The administrator of a consumer proposal shall apply for taxation of the administrator's accounts and for the discharge of the administrator by sending to the Superintendent

(a) the administrator's final statement of receipts and disbursements in Form 66 of Schedule III, with such modifications as the circumstances require;

(b) a dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors under the consumer proposal; and

---

c) dans les cas où des inspecteurs ont été nommés par les créanciers, une copie du procès-verbal de la réunion des inspecteurs à laquelle ceux-ci ont approuvé l'état définitif des recettes et des débours et le bordereau de dividende préparés par l'administrateur, ou s'y sont opposés.

87.14 Le surintendant doit examiner les documents qui lui ont été expédiés conformément à l'article 87.13 et faire les commentaires qu'il juge utiles à leur sujet; il doit ensuite remettre à l'administrateur une lettre de commentaires indiquant s'il demande ou non que les comptes de celui-ci soient taxés par le registraire.

87.15 (1) Si le surintendant remet, conformément à l'article 87.14, une lettre de commentaires dans laquelle il ne demande pas que les comptes de l'administrateur soient taxés par le registraire, l'administrateur doit, dans les 30 jours après avoir reçu la lettre de commentaires, expédier à chaque créancier qui a prouvé une réclamation les documents suivants :

- a) un avis de la taxation de ses comptes et de sa libération, établi selon la formule 68.2 de l'annexe III;
- b) une copie de son état définitif des recettes et des débours;
- c) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers aux termes de la proposition de consommateur;
- d) le dividende définitif qui revient au créancier, si l'administrateur est convaincu qu'il n'y aura pas d'opposition, de la part des créanciers, à la taxation de ses comptes et à sa libération.

(2) Tout créancier peut s'opposer à la taxation des comptes et à la libération de l'administrateur en prenant les mesures suivantes dans les 30 jours suivant la date d'expédition de l'avis visé au paragraphe (1) :

- a) signifier à l'administrateur ou lui expédier par courrier recommandé ou par messenger un avis de son opposition;
- b) expédier une copie de l'avis d'opposition au surintendant.

87.16 (1) Si l'administrateur ne reçoit aucun avis d'opposition à la taxation de ses comptes et à sa libération dans les 30 jours suivant la date d'expédition de l'avis visé au paragraphe 87.15(1), les dispositions suivantes s'appliquent :

- a) l'administrateur doit, s'il ne l'a déjà fait, expédier à chaque créancier son dividende définitif;
- b) il peut retenir ses honoraires;
- c) il doit prendre les mesures suivantes dans les 90 jours suivant la date d'expédition de l'avis visé au paragraphe 87.15(1) :
  - (i) fermer le compte en banque ayant servi aux fins de l'administration de la proposition de consommateur s'il ne s'agit pas d'un compte consolidé ou, dans le cas contraire, s'assurer que tous les fonds régis par cette proposition ont été retirés du compte consolidé,

---

(c) where inspectors have been appointed by the creditors, a copy of the minutes of the meeting of inspectors at which the inspectors approved or refused to approve the administrator's final statement of receipts and disbursements and dividend sheet.

87.14 The Superintendent shall examine all documents sent to the Superintendent pursuant to section 87.13 and comment on them as the Superintendent sees fit and shall in every case issue to the administrator a letter of comment indicating whether the Superintendent requests that the administrator's accounts be taxed by the registrar.

87.15 (1) Where the Superintendent issues a letter of comment pursuant to section 87.14 that does not request that an administrator's accounts be taxed by the registrar, the administrator shall, within 30 days after receiving the letter of comment, send to each creditor who has proven a claim

(a) a notice of taxation of the administrator's accounts and discharge of the administrator in Form 68.2 of Schedule III;

(b) a copy of the administrator's final statement of receipts and disbursements;

(c) a copy of the dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors under the consumer proposal; and

(d) the final dividend that is owed to the creditor, if the administrator is satisfied that no creditor will object to the taxation of the administrator's accounts and the discharge of the administrator.

(2) Any creditor may object to the taxation of an administrator's accounts and the discharge of the administrator by, within 30 days after the day on which a notice is sent pursuant to subsection (1),

(a) serving a notice of objection on the administrator or sending a notice of objection to the administrator by registered mail or by courier; and

(b) sending a copy of the notice of objection to the Superintendent.

87.16 (1) Where an administrator receives no notice of objection to the taxation of the administrator's accounts and the discharge of the administrator within 30 days after the day on which a notice is sent pursuant to subsection 87.15(1),

(a) the administrator shall, if the administrator has not already done so, send to each creditor the final dividend that is owed to that creditor;

(b) the administrator may take the administrator's fee; and

(c) the administrator shall do the following within 90 days after the day on which a notice is sent pursuant to subsection 87.15(1):

(i) close the bank account used in administering the consumer proposal if that account is not a consolidated account and, where the funds governed by the consumer proposal are held in a consolidated account, ensure that all such funds have been withdrawn from that account,

---

(ii) remettre au surintendant les dividendes non réclamés et les fonds non distribués,

(iii) expédier au surintendant un certificat de conformité, établi selon la formule 15.1 de l'annexe III.

(2) L'administrateur est réputé libéré dès qu'il s'est conformé aux exigences du paragraphe (1).

(3) Si l'administrateur reçoit un avis d'opposition à la taxation de ses comptes et à sa libération dans les 30 jours suivant la date d'expédition de l'avis visé au paragraphe 87.15(1) :

a) d'une part, il doit en aviser le surintendant;

b) d'autre part, après avoir obtenu une date d'audition du registraire, il doit, dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'opposition, expédier au créancier qui a signifié ou expédié l'avis d'opposition un avis de l'audition de la taxation de ses comptes et de sa libération, établi selon la formule 69.1 de l'annexe III, sur lequel figure la date de l'audition qui suit d'au moins 30 jours la date d'expédition de l'avis de l'audition.

87.17 (1) Si le surintendant remet, conformément à l'article 87.14, une lettre de commentaires dans laquelle il demande que les comptes de l'administrateur soient taxés par le registraire, l'administrateur, après avoir obtenu une date d'audition du registraire, doit, dans les 30 jours suivant la réception de la lettre de commentaires, expédier à chaque créancier qui a prouvé une réclamation les documents suivants :

a) un avis de l'audition de la taxation de ses comptes et de sa libération, établi selon la formule 69.1 de l'annexe III, sur lequel figure la date de l'audition qui suit d'au moins 30 jours la date d'expédition de l'avis;

b) une copie de son état définitif des recettes et des débours;

c) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers aux termes de la proposition de consommateur.

(2) Lorsque l'avis de l'audition visé au paragraphe (1) a été expédié, tout créancier peut s'opposer à la taxation des comptes et à la libération de l'administrateur en déposant un avis d'opposition auprès du registraire et en expédiant copie de cet avis au surintendant, si :

a) d'une part, il signifie à l'administrateur ou lui expédie par courrier recommandé ou par messenger une copie de l'avis d'opposition;

b) d'autre part, l'administrateur reçoit la copie de l'avis d'opposition avant le début de l'audition.

87.18 (1) Lorsqu'une audition est tenue à l'égard de la taxation des comptes et de la libération de l'administrateur, le registraire taxe les comptes de l'administrateur après avoir entendu les oppositions des créanciers et tenu compte de la lettre de commentaires remise par le surintendant.

- 
- (ii) remit any unclaimed dividends and undistributed funds to the Superintendent, and
  - (iii) send a certificate of compliance in Form 15.1 of Schedule III to the Superintendent.

(2) An administrator who complies with the requirements of subsection (1) is deemed to be discharged.

(3) Where an administrator receives a notice of objection to the taxation of the administrator's accounts and the discharge of the administrator within 30 days after the day on which a notice is sent pursuant to subsection 87.15(1), the administrator shall

(a) advise the Superintendent of the objection; and

(b) after obtaining a hearing date from the registrar and within 30 days after receiving the notice of objection, send to the creditor who served or sent the notice of objection a notice of hearing for the taxation of the administrator's accounts and the discharge of the administrator in Form 69.1 of Schedule III, which notice of hearing shall contain a hearing date that is at least 30 days later than the date on which the notice of hearing is sent.

87.17 (1) Where the Superintendent issues a letter of comment pursuant to section 87.14 requesting that an administrator's accounts be taxed by the registrar, the administrator shall, after obtaining a hearing date from the registrar and within 30 days after receiving the letter of comment, send to each creditor who has proven a claim

(a) a notice of hearing for the taxation of the administrator's accounts and the discharge of the administrator in Form 69.1 of Schedule III, which shall contain a hearing date that is at least 30 days later than the date on which the notice is sent;

(b) a copy of the administrator's final statement of receipts and disbursements; and

(c) a copy of the dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors under the consumer proposal.

(2) Where a notice of hearing has been sent pursuant to subsection (1), any creditor may object to the taxation of the administrator's accounts and the discharge of the administrator by filing a notice of objection with the registrar and by sending a copy of the notice of objection to the Superintendent if

(a) the creditor serves a copy of the notice of objection on the administrator or sends a copy of the notice of objection to the administrator by registered mail or by courier; and

(b) the copy of the notice of objection is received by the administrator before the time of the hearing.

87.18 (1) Where a hearing is held for the taxation of an administrator's accounts and the discharge of an administrator, the registrar shall, after hearing any creditors' objections and considering the letter of comment issued by the Superintendent, tax the administrator's accounts.



---

(2) Si le registraire taxe les comptes de l'administrateur tels qu'ils ont été présentés au surintendant, l'administrateur :

- a) d'une part, peut retenir ses honoraires tels qu'ils ont été taxés;
- b) d'autre part, doit prendre les mesures suivantes dans les 60 jours suivant la date de l'ordonnance de taxation et est réputé libéré dès ces mesures prises :
  - (i) expédier à chaque créancier qui y a droit son dividende définitif,
  - (ii) fermer le compte en banque ayant servi aux fins de l'administration de la proposition de consommateur s'il ne s'agit pas d'un compte consolidé ou, dans le cas contraire, s'assurer que tous les fonds régis par cette proposition ont été retirés du compte consolidé,
  - (iii) remettre au surintendant les dividendes non réclamés et les fonds non distribués,
  - (iv) expédier au surintendant un *certificat de conformité*, établi selon la formule 15.1 de l'annexe III.

(3) Si le registraire taxe les comptes de l'administrateur autrement que dans l'état présenté au surintendant, l'administrateur :

- a) d'une part, peut retenir ses honoraires tels qu'ils ont été taxés;
- b) d'autre part, doit prendre les mesures suivantes dans les 60 jours suivant la date de l'ordonnance de taxation et est réputé libéré dès ces mesures prises :
  - (i) expédier à chaque créancier qui y a droit son dividende définitif, selon ce que prévoit l'ordonnance de taxation,
  - (ii) fermer le compte en banque ayant servi aux fins de l'administration de la proposition de consommateur s'il ne s'agit pas d'un compte consolidé ou, dans le cas contraire, s'assurer que tous les fonds régis par cette proposition ont été retirés du compte consolidé,
  - (iii) remettre au surintendant les dividendes non réclamés et les fonds non distribués,
  - (iv) expédier au surintendant et à chaque créancier un état définitif révisé des recettes et des débours, un bordereau de dividende révisé et une copie de l'ordonnance de taxation,
  - (v) expédier au surintendant et au registraire un *certificat de conformité*, établi selon la formule 15.1 de l'annexe III.»

21. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 88, de ce qui suit :

#### «Demande d'ordonnance de paiement

88.1 (1) Le syndic qui, en application du paragraphe 68(1) de la Loi, demande au tribunal d'ordonner que des fonds lui soient payés doit envoyer sans délai une copie de sa demande au surintendant.

---

(2) Where the registrar taxes an administrator's accounts as presented to the Superintendent,

(a) the administrator may take the administrator's fee as taxed; and

(b) the administrator shall do the following within 60 days after the date of the taxation order and, upon doing so, is deemed to be discharged:

(i) send to each creditor to whom a final dividend is owed that creditor's final dividend,

(ii) close the bank account used in administering the consumer proposal if that account is not a consolidated account and, where the funds governed by the consumer proposal are held in a consolidated account, ensure that all such funds have been withdrawn from that account,

(iii) remit any unclaimed dividends and undistributed funds to the Superintendent, and

(iv) send a certificate of compliance in Form 15.1 of Schedule III to the Superintendent.

(3) Where the registrar taxes an administrator's accounts otherwise than as presented to the Superintendent,

(a) the administrator may take the administrator's fee as taxed; and

(b) the administrator shall do the following within 60 days after the date of the taxation order and, upon doing so, is deemed to be discharged:

(i) send to each creditor to whom a final dividend is owed that creditor's final dividend in accordance with the taxation order,

(ii) close the bank account used in administering the consumer proposal if that account is not a consolidated account and, where the funds governed by the consumer proposal are held in a consolidated account, ensure that all such funds have been withdrawn from that account,

(iii) remit any unclaimed dividends and undistributed funds to the Superintendent,

(iv) send a revised final statement of receipts and disbursements, a revised dividend sheet and a copy of the taxation order to the Superintendent and to each creditor, and

(v) send a certificate of compliance in Form 15.1 of Schedule III to the Superintendent and to the registrar."

21. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 88 thereof, the following heading and section:

**"Application for Payment Order**

88.1 (1) Where a trustee makes an application to the court pursuant to subsection 68(1) of the Act for an order directing the payment of money to the trustee, the trustee shall forthwith send a copy of the application to the Superintendent.

---

(2) Le créancier qui, aux termes d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 38(1) de la Loi, demande au tribunal, en application du paragraphe 68(1) de la Loi, d'ordonner que des fonds soient payés doit envoyer sans délai une copie de sa demande au surintendant.»

22. Le paragraphe 91(1) des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«91. (1) L'avis de la première assemblée des créanciers que le syndic doit adresser au failli, à chaque créancier connu et au surintendant aux termes du paragraphe 102(1) de la Loi est établi selon la formule 51 ou la formule 51.1 de l'annexe III et est expédié par la poste, par messenger ou par transmission électronique parvenant sous forme d'imprimé au moins 10 jours avant le jour fixé pour l'assemblée.»

23. L'article 96 des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«96. La personne qui réclame des biens ou un intérêt dans des biens aux termes du paragraphe 81(1) de la Loi doit déposer auprès du syndic une preuve de réclamation établie selon la formule 63 de l'annexe III.

96.1 La demande écrite pour reprendre possession de marchandises que peut présenter le fournisseur à l'acheteur, au syndic ou au séquestre en vertu de l'alinéa 81.1(1)a) de la Loi est établie selon la formule 63.1 de l'annexe III.

96.2 La preuve de réclamation que peut déposer l'agriculteur, le pêcheur ou l'aquiculteur auprès du syndic ou du séquestre en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi est établie selon la formule 61 de l'annexe III.

96.3 Le système d'enregistrement visé au paragraphe 87(1) de la Loi est le système général d'enregistrement des garanties qui est mis à la disposition à la fois de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et des autres créanciers détenant des garanties et qui est accessible au public pour consultation.

96.4 L'avis que le syndic peut signifier en vertu du paragraphe 128(1) de la Loi pour enjoindre à une personne de produire une preuve de la garantie portant sur des biens est établi selon la formule 50.1 de l'annexe III et est soit signifié, soit expédié par courrier recommandé ou par messenger.

96.5 La preuve de garantie que le syndic peut enjoindre à une personne de produire, en vertu du paragraphe 128(1) de la Loi, est établie selon la formule 61 de l'annexe III.

#### **Rejet des preuves de réclamation et des preuves de garantie**

96.6 L'avis de rejet que le syndic doit donner aux termes du paragraphe 135(3) de la Loi à la personne dont la réclamation, le droit à un rang prioritaire ou la garantie a été rejeté est établi selon la formule 64 de l'annexe III et est soit signifié, soit expédié par courrier recommandé ou par messenger.»

24. L'intertitre qui précède l'article 97 des mêmes règles est abrogé.

25. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 106, de ce qui suit :

---

(2) Where a creditor, acting under the authority of a court order made under subsection 38(1) of the Act, makes an application to the court pursuant to subsection 68(1) of the Act for an order directing the payment of money, the creditor shall forthwith send a copy of the application to the Superintendent."

22. Subsection 91(1) of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"91. (1) The notice of the first meeting of creditors that is required by subsection 102(1) of the Act to be sent by a trustee to the bankrupt, to every known creditor and to the Superintendent shall be in Form 51 or Form 51.1 of Schedule III and shall be sent by mail, courier or printed electronic transmission at least 10 days before the day appointed for the meeting."

23. Section 96 of the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

"96. Where a person claims any property or interest therein under subsection 81(1) of the Act, the person shall file with the trustee a proof of claim in Form 63 of Schedule III.

96.1 The written demand for repossession of goods that may be presented by a supplier to a purchaser, trustee or receiver pursuant to paragraph 81.1(1)(a) of the Act shall be in Form 63.1 of Schedule III.

96.2 The proof of claim that may be filed by a farmer, fisherman or aquaculturist with a trustee or receiver pursuant to subsection 81.2(1) of the Act shall be in Form 61 of Schedule III.

96.3 For the purposes of subsection 87(1) of the Act, the prescribed system of registration is a general system of registration of securities that is available not only to Her Majesty in right of Canada or a province, but also to any other creditor holding a security, and that is open to the public for inspection.

96.4 The notice that a trustee may serve on a person pursuant to subsection 128(1) of the Act to require that person to file a proof of security on property shall be in Form 50.1 of Schedule III and shall be served or sent by registered mail or by courier.

96.5 The proof of security that a person may be required to file by a trustee pursuant to subsection 128(1) of the Act shall be in Form 61 of Schedule III.

#### **Disallowance of Proofs of Claim and Proofs of Security**

96.6 The notice of disallowance that is required by subsection 135(3) of the Act to be provided by a trustee to a person whose claim, right to a priority or security has been disallowed shall be in Form 64 of Schedule III and shall be served or sent by registered mail or by courier."

24. The heading preceding section 97 of the said Rules is revoked.

25. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 106 thereof, the following sections:

---

«106.1 Le préavis de la libération automatique du failli que le syndic doit, aux termes de l'alinéa 168.1(1)a.1) de la Loi, donner au surintendant, au failli et à chaque créancier qui a prouvé sa réclamation est établi selon la formule 95.1 de l'annexe III.

106.2 Le préavis d'opposition à la libération du failli que le syndic doit donner au failli et au surintendant aux termes de l'alinéa 168.1(1)d) de la Loi est établi selon la formule 95.2 de l'annexe III et leur est soit signifié, soit expédié par courrier recommandé ou par messenger.

106.3 Le certificat que le syndic doit, aux termes du sous-alinéa 168.1(1)f)(ii) de la Loi, délivrer au failli libéré est établi selon la formule 97.1 de l'annexe III.»

26. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 109, de ce qui suit :

#### «Registres publics

109.1 (1) Pour l'application du paragraphe 11.1(1) de la Loi, le surintendant :

a) conserve ou fait conserver un registre public des propositions dans lequel le dossier de chaque proposition est gardé pendant au moins 10 ans après la date de la remise du certificat d'exécution intégrale de la proposition aux termes des articles 65.3 ou 66.38 de la Loi;

b) conserve ou fait conserver un registre public des faillites dont le failli est un particulier, dans lequel le dossier de chaque faillite est gardé :

(i) pendant au moins 10 ans après la date à laquelle le syndic a été libéré à l'égard de l'actif du failli une fois l'administration entière de l'actif terminée, conformément au paragraphe 41(2) de la Loi, ou la date à laquelle il est réputé libéré aux termes des paragraphes 64.4(2), 64.6(2) ou 64.6(3) des présentes règles,

(ii) dans les cas où le failli ne s'est pas vu accorder une ordonnance de libération absolue selon le paragraphe 172(1) de la Loi pendant la période prévue au sous-alinéa (i), jusqu'à ce qu'une telle ordonnance soit rendue à l'égard du failli;

c) conserve ou fait conserver un registre public des faillites dont le failli est une personne morale, dans lequel le dossier de chaque faillite est gardé pendant au moins 10 ans après la date à laquelle le syndic a été libéré à l'égard de l'actif du failli une fois l'administration entière de l'actif terminée, conformément au paragraphe 41(2) de la Loi;

d) conserve ou fait conserver un registre public des licences délivrées aux syndics, dans lequel le dossier de chaque licence est gardé pendant au moins 30 ans après la date à laquelle la licence a cessé d'être valide;

e) conserve ou fait conserver un registre public des administrateurs désignés par lui pour administrer les propositions de consommateur, dans lequel le dossier de chaque administrateur est gardé pendant au moins 30 ans après que la désignation a cessé d'être valide;

f) conserve ou fait conserver un registre public des avis qui lui sont expédiés par les séquestres aux termes du paragraphe 245(1) de la Loi, dans lequel le dossier de chaque avis est gardé pendant au moins 10 ans après la date de réception de l'avis.

---

“106.1 The notice of impending automatic discharge of a bankrupt that is required by paragraph 168.1(1)(a.1) of the Act to be given by a trustee to the Superintendent, the bankrupt and every creditor who has proved a claim shall be in Form 95.1 of Schedule III.

106.2 The notice of intended opposition to the discharge of a bankrupt that is required by paragraph 168.1(1)(d) of the Act to be given by a trustee to the bankrupt and the Superintendent shall be in Form 95.2 of Schedule III and shall be served or sent by registered mail or by courier.

106.3 The certificate that is required by subparagraph 168.1(1)(f)(ii) of the Act to be issued by a trustee to a discharged bankrupt shall be in Form 97.1 of Schedule III.”

26. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 109 thereof, the following heading and section:

**“Public Records**

109.1 (1) For the purposes of subsection 11.1(1) of the Act, the Superintendent shall

(a) keep, or cause to be kept, a public record of each proposal for at least 10 years after the date on which a certificate of full performance of the proposal is given pursuant to section 65.3 or 66.38 of the Act;

(b) keep, or cause to be kept, a public record of each bankruptcy involving an individual bankrupt

(i) for at least 10 years after the date on which the trustee of the bankrupt’s estate is discharged on full administration of the estate pursuant to subsection 41(2) of the Act or is deemed to be discharged pursuant to subsection 64.4(2), 64.6(2) or 64.6(3) of these Rules, and

(ii) where the bankrupt has not been granted an absolute order of discharge pursuant to subsection 172(1) of the Act within the period referred to in subparagraph (i), until the bankrupt has been granted such an order;

(c) keep, or cause to be kept, a public record of each bankruptcy involving a bankrupt corporation for at least 10 years after the date on which the trustee of the bankrupt’s estate is discharged on full administration of the estate pursuant to subsection 41(2) of the Act;

(d) keep, or cause to be kept, a public record of each licence issued to a trustee for at least 30 years after the date on which the licence ceases to be valid;

(e) keep, or cause to be kept, a public record of each administrator designated by the Superintendent to administer consumer proposals for at least 30 years after the date on which the designation ceases to be valid; and

(f) keep, or cause to be kept, a public record of each notice sent to the Superintendent by a receiver pursuant to subsection 245(1) of the Act for at least 10 years after the date on which the notice is received by the Superintendent.

---

(2) Pour l'application du paragraphe 11.1(2) de la Loi, le surintendant conserve ou fait conserver les autres dossiers qu'il estime indiqués concernant l'administration de la Loi, pendant au moins six ans après la date de leur établissement.»

27. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 113, de ce qui suit :

#### «Créanciers garantis et séquestres

113.1 Le préavis de l'intention de mettre à exécution une garantie que le créancier garanti doit donner à une personne insolvable aux termes du paragraphe 244(1) de la Loi est établi selon la formule 115 de l'annexe III et est remis de la manière indiquée dans le contrat de garantie ou, à défaut d'une telle indication, est soit signifié, soit expédié par courrier recommandé ou par messenger.

113.2 L'avis que le séquestre doit donner, aux termes du paragraphe 245(1) de la Loi, dans les 10 jours suivant la date où il devient séquestre à l'égard de tout ou partie des biens d'une personne insolvable ou d'un failli est établi selon la formule 116 de l'annexe III.

113.3 La déclaration visée au paragraphe 246(1) de la Loi que le séquestre doit établir après avoir pris possession ou contrôle de tout ou partie des biens d'une personne insolvable ou d'un failli doit contenir les renseignements suivants :

- a) le nom de tous les créanciers de la personne insolvable ou du failli, le montant dû à chacun d'eux et le montant total dû à l'ensemble des créanciers;
- b) une liste des avoirs dont le séquestre a pris possession ou contrôle et la valeur comptable de chacun d'eux;
- c) le plan d'action que le séquestre entend suivre pendant la durée de son mandat, s'il a établi un tel plan.

113.4 L'avis et la déclaration mentionnés respectivement aux articles 113.2 et 113.3 peuvent être réunis en un seul document.

113.5 Les rapports provisoires portant sur le mandat du séquestre, visés au paragraphe 246(2) de la Loi, doivent être établis et fournis par le séquestre au moins une fois tous les six mois et comprendre :

- a) un état provisoire des recettes et des débours;
- b) un relevé de tous les biens dont il a pris possession ou contrôle et qui n'ont pas encore été vendus ou réalisés;
- c) tout autre renseignement important concernant l'exercice de son mandat.

---

(2) For the purposes of subsection 11.1(2) of the Act, the Superintendent shall keep, or cause to be kept, such other records relating to the administration of the Act as the Superintendent deems advisable for at least six years after the date on which they are created."

27. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 113 thereof, the following heading and sections:

**"Secured Creditors and Receivers**

113.1 The notice of intention to enforce a security that is required by subsection 244(1) of the Act to be sent by a secured creditor to an insolvent person shall be in Form 115 of Schedule III and shall be sent in the manner provided for in the security agreement or, in the absence of any provision in the security agreement, shall be served or sent by registered mail or by courier.

113.2 The notice that is required by subsection 245(1) of the Act to be sent by a receiver within 10 days after becoming a receiver in respect of property of an insolvent person or a bankrupt shall be in Form 116 of Schedule III.

113.3 The statement that is required by subsection 246(1) of the Act to be prepared by a receiver after taking possession or control of property of an insolvent person or a bankrupt shall contain the following information:

- (a) the name of each creditor of the insolvent person or bankrupt, the amount owed to each creditor and the total amount owing to the creditors;
- (b) a list of the assets in the possession or under the control of the receiver and the book value of each asset; and
- (c) the intended plan of action of the receiver during the receivership, to the extent that such a plan has been determined.

113.4 The notice referred to in section 113.2 and the statement referred to in section 113.3 may be combined in one document.

113.5 The interim reports relating to a receivership that are referred to in subsection 246(2) of the Act shall be prepared and provided by the receiver at least once every six months and shall include

- (a) an interim statement of receipts and disbursements;
- (b) a statement of all property of which the receiver has taken possession or control that has not yet been sold or realized; and
- (c) any other significant information about the operation of the receivership.



---

113.6 Le rapport définitif et l'état de comptes que le séquestre établit aux termes du paragraphe 246(3) de la Loi dès qu'il cesse d'occuper ses fonctions doivent contenir les renseignements suivants :

- a) un état définitif des recettes et des débours, établi selon la formule 66 de l'annexe III, avec les adaptations nécessaires;
- b) des précisions sur le mode de distribution du produit réalisé provenant des biens dont il avait pris possession ou contrôle;
- c) le détail de la disposition de tout bien dont il avait pris possession ou contrôle qui n'a pas été prise en considération dans l'état définitif des recettes et des débours;
- d) tout autre renseignement important concernant l'exercice de son mandat.»

28. L'article 115<sup>3</sup> des mêmes règles est modifié par insertion, après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :

«(1.2) Dans le cas d'une administration sommaire, le syndic peut réclamer, en plus du montant auquel il a droit au titre de ses honoraires et dépenses selon le paragraphe (1), les frais des consultations prévus au paragraphe 117(2) et les honoraires applicables au dépôt d'une cession prévus à l'alinéa 118a).»

29. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 115, de ce qui suit :

#### «Honoraires et dépenses de l'administrateur se rapportant à une proposition de consommateur

116. Pour l'application de l'alinéa 66.12(6)b) de la Loi, les honoraires et dépenses de l'administrateur d'une proposition de consommateur qui doivent être prévus dans la proposition sont les suivants :

- a) un montant de 250 \$ payable au moment du dépôt auprès du séquestre officiel d'une copie de la proposition de consommateur;
- b) un montant de 250 \$ payable au moment de l'approbation, effective ou présumée, de la proposition de consommateur par le tribunal;
- c) un montant correspondant à 10 pour cent des premiers 10 000 \$ ou moins des montants distribués selon la proposition de consommateur et à 5 pour cent des montants en sus de 10 000 \$ ainsi distribués, payable au moment de la distribution des montants.

#### Honoraires divers

117. (1) Pour l'application de l'alinéa 66.12(6)b) de la Loi, les honoraires et dépenses se rapportant aux consultations qui doivent être prévues dans la proposition de consommateur sont de 85 \$ par séance de consultation fournie sur une base individuelle et de 25 \$ par séance de consultation fournie en groupe.

---

113.6 The final report and statement of accounts that are required by subsection 246(3) of the Act to be prepared by a receiver forthwith after completion of duties as receiver shall contain the following information:

- (a) a final statement of receipts and disbursements in Form 66 of Schedule III, with such modifications as the circumstances require;
- (b) an explanation of how the proceeds realized from the property of which the receiver had taken possession or control were distributed;
- (c) details of the disposition of any property of which the receiver had taken possession or control that is not accounted for in the final statement of receipts and disbursements; and
- (d) any other significant information about the operation of the receivership."

28. Section 115<sup>3</sup> of the said Rules is amended by adding thereto, immediately after subsection (1.1) thereof, the following subsection:

"(1.2) A trustee in a summary administration may claim, in addition to the amount for fees and disbursements to which the trustee is entitled by virtue of subsection (1), the costs of counselling referred to in subsection 117(2) and the fees for filing an assignment referred to in paragraph 118(a)."

29. The said Rules are further amended by adding thereto, immediately after section 115 thereof, the following heading and sections:

**"Administrator's Fees and Expenses in Respect of Consumer Proposal**

116. For the purposes of paragraph 66.12(6)(b) of the Act, the fees and expenses of the administrator of a consumer proposal that must be provided for in a consumer proposal are as follows:

- (a) \$250, payable on filing a copy of the consumer proposal with the official receiver;
- (b) \$250, payable on the approval or deemed approval of the consumer proposal by the court; and
- (c) 10 per cent of the first \$10,000 or less of moneys distributed under the consumer proposal and five per cent of any moneys in excess of \$10,000 distributed under the consumer proposal, payable on the distribution of the moneys.

**Miscellaneous Fees**

117. (1) For the purposes of paragraph 66.12(6)(b) of the Act, the fees and expenses in respect of counselling that must be provided for in a consumer proposal are \$85 per session where counselling is provided on an individual basis and \$25 per session where counselling is provided on a group basis.

---

(2) Pour l'application de l'article 157.1 de la Loi, les frais des consultations qui sont à la charge de l'actif du failli sont de 85 \$ par séance de consultation fournie sur une base individuelle et de 25 \$ par séance de consultation fournie en groupe.

118. Les honoraires du séquestre officiel sont les suivants :

a) dans le cas d'une faillite, 150 \$ ou, dans le cas d'un actif faisant l'objet d'une administration sommaire, 50 \$, payables lors du dépôt d'une cession aux termes du paragraphe 49(3) de la Loi ou lorsqu'une ordonnance de séquestre est rendue aux termes du paragraphe 43(6) de la Loi;

b) dans le cas d'une proposition faite par une personne insolvable, 150 \$, payables lors du dépôt d'une copie de la proposition aux termes du paragraphe 62(1) de la Loi;

c) dans le cas d'une proposition de consommateur faite par un débiteur consommateur, 50 \$, payable lors du dépôt d'une copie de la proposition aux termes de l'alinéa 66.13(2)d) de la Loi.

119. Pour l'application du paragraphe 245(1) de la Loi, les droits devant accompagner l'avis destiné au surintendant sont de 70 \$.

120. Pour l'application du paragraphe 11.1(1) de la Loi, les droits payables pour chaque demande de renseignements relatifs à une personne sont de 8 \$.

121. (1) Pour l'application du paragraphe 13.2(1) de la Loi, les droits payables par le postulant pour l'obtention d'une licence de syndic sont de 300 \$.

(2) Pour l'application du paragraphe 13.2(2) de la Loi, les droits annuels payables par le syndic sont de 400 \$.

122. Pour l'application du paragraphe 120(5) de la Loi, les honoraires que peut recevoir l'inspecteur pour chaque assemblée sont de :

a) 10 \$, dans le cas d'un actif comportant des recettes nettes de moins de 10 000 \$;

b) 20 \$, dans le cas d'un actif comportant des recettes nettes de 10 000 \$ ou plus et de moins de 50 000 \$;

c) 30 \$, dans le cas d'un actif comportant des recettes nettes de 50 000 \$ ou plus et de moins de 100 000 \$;

d) 40 \$, dans le cas d'un actif comportant des recettes nettes de 100 000 \$ ou plus.»

30. Les formules 14, 15<sup>1</sup>, 28, 38, 40, 41, 42, 43, 46, 47, 48, 49 et 51 de l'annexe III des mêmes règles sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

---

(2) For the purposes of section 157.1 of the Act, the costs of counselling that shall be paid by the estate of a bankrupt are \$85 per session where counselling is provided on an individual basis and \$25 per session where counselling is provided on a group basis.

118. The fees of an official receiver are as follows:

(a) in the case of a bankruptcy, \$150, or \$50 for an estate under summary administration, payable on filing an assignment pursuant to subsection 49(3) of the Act or on the making of a receiving order pursuant to subsection 43(6) of the Act;

(b) in the case of a proposal made by an insolvent person, \$150, payable on filing a copy of the proposal pursuant to subsection 62(1) of the Act; and

(c) in the case of a consumer proposal made by a consumer debtor, \$50, payable on filing a copy of the consumer proposal pursuant to paragraph 66.13(2)(d) of the Act.

119. The fee that shall accompany a notice sent to the Superintendent pursuant to subsection 245(1) of the Act is \$70.

120. For the purposes of subsection 11.1(1) of the Act, the fee payable for each request for information relating to a person is \$8.

121. (1) For the purposes of subsection 13.2(1) of the Act, the fee that shall be paid by an applicant for a licence to act as a trustee is \$300.

(2) For the purposes of subsection 13.2(2) of the Act, the annual fee that shall be paid by a trustee is \$400.

122. For the purposes of subsection 120(5) of the Act, the fees per meeting that may be paid to an inspector are as follows:

(a) \$10, where the estate has net receipts of less than \$10,000;

(b) \$20, where the estate has net receipts of \$10,000 or more and less than \$50,000;

(c) \$30, where the estate has net receipts of \$50,000 or more and less than \$100,000; and

(d) \$40, where the estate has net receipts of \$100,000 or more."

30. Forms 14, 15<sup>1</sup>, 28, 38, 40, 41, 42, 43, 46, 47, 48, 49 and 51 of Schedule III to the said Rules are revoked and the following substituted therefor:

---

«FORMULE 14

**Avis à la Société canadienne des postes  
demandant la réexpédition du courrier destiné au failli**  
(paragraphe 35(1))

Dans l'affaire de la faillite de .....

Avis est donné que je, ....., syndic de l'actif de  
....., failli, tel que l'atteste le certificat de nomination ci-joint, demande que  
le courrier adressé au failli à l'endroit suivant :

.....  
.....  
.....  
.....

soit réexpédié au syndic (ou ..... ) à l'adresse suivante :

.....  
.....  
.....  
.....

pour la période commençant le ..... et se terminant le .....

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

**NOTES :** Le présent avis ne peut mentionner la résidence du failli que si le syndic a obtenu, sur demande, la permission du tribunal.

Lorsque le failli est une personne physique, le présent avis n'est valide que pour les 90 jours qui suivent la date de la faillite, sauf si le tribunal, sur demande, accorde une prorogation aux conditions qu'il estime indiquées.

"FORM 14

Notice to Canada Post Corporation  
Requesting Redirection of Mail Addressed to Bankrupt  
(Subsection 35(1))

In the matter of the bankruptcy of .....

Take notice that I, ....., the trustee of the estate of ....., a bankrupt, as certified in the attached certificate of appointment, hereby request that any mail addressed to the bankrupt that is directed to the following place:

.....  
.....  
.....  
.....

be redirected to the trustee (or ..... ) at the following address:

.....  
.....  
.....  
.....

for the period beginning on ....., ..... and ending on ....., .....

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

**NOTES:** This notice may refer to the bankrupt's residence only where the trustee has, on application, obtained permission from the court.

Where the bankrupt is an individual, this notice is operative only during the 90-day period immediately following the date of bankruptcy unless the court, on application, extends that period on such terms as the court considers fit.

---

FORMULE 15

**Demande de libération du syndic**  
(*article 41*)

Le tribunal : ..... de ..... (*province*) en  
matière de faillite

Dans l'affaire de la faillite de .....

Je ....., syndic de l'actif de ....., failli, demande au  
tribunal une ordonnance de libération relative à l'actif susmentionné et conséquemment la décharge de  
la garantie que j'ai fournie conformément au paragraphe 16(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Je certifie que j'ai observé les conditions applicables énoncées au paragraphe 64(2) des *Règles sur la  
faillite et l'insolvabilité*.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 15

**Application of Trustee for Discharge**  
*(Section 41)*

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the bankruptcy of .....

I, ....., the trustee of the estate of ....., a bankrupt, hereby apply to the court for an order of discharge with respect to the above-mentioned estate and, consequently, for a release of the security that I have provided pursuant to subsection 16(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

I certify that I have observed the applicable terms set out in subsection 64(2) of the *Bankruptcy and Insolvency Rules*.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee



---

FORMULE 28

**Ordonnance de séquestre**  
(articles 43 et 44)

Le tribunal : ..... de ..... (province)  
en matière de faillite

Dans l'affaire de la faillite de .....

Sur la pétition de ....., créancier de ....., dans la province  
de ....., déposée le .....

Après avoir entendu .....

Comme il appert au tribunal que l'acte (ou les actes) de faillite décrit(s) ci-dessous a (ou ont) été  
commis :

*(Indiquez la nature et la date ou les dates de l'acte ou des actes de faillite donnant lieu à l'ordonnance.)*

1. Il est ordonné que ..... (insérez le nom, l'adresse et les qualités du failli  
énoncés dans la pétition ou la preuve présentée au tribunal) ..... soit déclaré failli, et une  
ordonnance de séquestre est par la présente rendue à l'égard de .....

2. Il est ordonné que ..... de ....., dans la  
province de ..... soit nommé syndic de l'actif du failli.

3. Il est ordonné que le syndic fournisse aussitôt un cautionnement en espèces ou sous forme de  
lettre de garantie en conformité avec le paragraphe 16(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

4. Il est ordonné que les frais du pétitionnaire soient payés sur l'actif du failli après taxation.

Fait à ....., le .....

.....  
Juge du tribunal  
(ou Registraire de faillite)

FORM 28

Receiving Order  
(Sections 43 and 44)

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the bankruptcy of .....

Upon the petition of ....., a creditor, of ....., in the Province of ....., filed the ..... day of ....., .....

And upon hearing .....

And it appearing to the court that the following act (or acts) of bankruptcy has (or have) been committed:

(Set out the nature and the date or dates of the act or acts of bankruptcy on which the order is made.)

1. It is ordered that ..... (insert name, address and description of bankrupt as set out in the petition or proof to the court) ..... is adjudged bankrupt and a receiving order is hereby made against .....

2. It is further ordered that ....., of ....., in the Province of ....., is appointed as trustee of the estate of the bankrupt.

3. It is further ordered that the trustee shall forthwith give security in cash or by bond in accordance with subsection 16(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

4. It is further ordered that the costs of the petitioner shall be paid out of the estate of the bankrupt upon taxation thereof.

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Judge of the Court  
(or Registrar in Bankruptcy)

---

À inscrire au verso de l'ordonnance de séquestre :

Vous, ....., failli nommé dans la présente ordonnance, êtes tenu, en vertu de l'article 158 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, de vous présenter au bureau de ....., séquestre officiel, situé au ....., à ....., le ....., à ..... heures, pour répondre aux questions concernant votre conduite, les causes de votre faillite et l'aliénation de vos biens que pourra vous poser le séquestre officiel. Sachez que, à défaut de vous présenter à cet interrogatoire, le tribunal pourra, par mandat, vous faire arrêter et amener pour être interrogé et pourra ordonner votre incarcération pour une période maximale de trois ans.

.....  
Séquestre officiel

*(Dans le cas d'une personne morale en faillite)*

Vous, ..... de la personne morale en faillite nommée dans la présente ordonnance, êtes tenu, en vertu de l'article 159 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, de vous présenter au bureau de ....., séquestre officiel, situé au ....., à ....., le ....., à ..... heures, pour répondre aux questions concernant la conduite de la personne morale susnommée, les causes de sa faillite et l'aliénation de ses biens que pourra vous poser le séquestre officiel. Sachez que, à défaut de vous présenter à cet interrogatoire, le tribunal pourra, par mandat, vous faire arrêter et amener pour être interrogé et pourra ordonner votre incarcération pour une période maximale de trois ans.

.....  
Séquestre officiel

---

*Endorsements on Receiving Order*

You, ....., the bankrupt named herein, are required, pursuant to section 158 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to attend at the office of ....., the Official Receiver, ..... Street, ....., on the ..... day of ....., at the hour of ..... o'clock in the .....noon, there to answer such questions with respect to your conduct, the causes of your bankruptcy and the disposition of your property as may be put by the Official Receiver, and take notice that if you fail to present yourself for examination, the Court may by warrant cause you to be apprehended and brought up for examination and may order you to be imprisoned for a term not exceeding three years.

.....  
Official Receiver

*(In the case of a bankrupt corporation)*

You, ....., being the ..... of the bankrupt corporation named herein, are required, pursuant to section 159 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to attend at the office of ....., the Official Receiver, ..... Street, ..... on the ..... day of ....., at the hour of ..... o'clock in the .....noon, there to answer such questions with respect to the conduct of the bankrupt corporation, the causes of its bankruptcy and the disposition of its property as may be put by the Official Receiver, and take notice that if you fail to present yourself for examination, the Court may by warrant cause you to be apprehended and brought up for examination and may order you to be imprisoned for a term not exceeding three years.

.....  
Official Receiver

---

FORMULE 38

**Formule de votation**  
(alinéas 51(1)f) et 66.15(3)c)

Dans l'affaire de la proposition (ou de la proposition de consommateur) de ..... , personne insolvable (ou débiteur consommateur) :

Je, .....(nom du créancier), de .....  
(nom de la ville), créancier dans l'affaire susmentionnée à l'égard de la somme de ..... \$, demande  
au syndic agissant relativement à la proposition de ..... , personne insolvable  
(ou à l'administrateur de la proposition de consommateur de ..... , débiteur  
consommateur), de consigner mon vote ..... (en faveur de  
ou contre) l'acceptation de la proposition (ou de la proposition de consommateur), faite le  
.....

Fait à ..... , le .....

.....  
Témoin

.....  
Créancier individuel

Nom du créancier qui est  
une personne morale

.....  
Témoin

Par .....  
Nom et titre du  
signataire autorisé

---

FORM 38

**Voting Letter**  
*(Paragraphs 51(1)(f) and 66.15(3)(c))*

In the matter of the proposal (or consumer proposal) of ....., an insolvent person (or a consumer debtor)

I (or We), ..... (name of creditor), of ..... (name of city, town or village), a creditor in the above matter for the sum of \$....., hereby request the trustee acting with respect to the proposal of ....., an insolvent person (or the administrator of the consumer proposal of ....., a consumer debtor), to record my (or our) vote ..... (for or against) the acceptance of the proposal (or consumer proposal) made on the ..... day of .....

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Witness

.....  
Individual Creditor

Name of Corporate Creditor

.....  
Witness

Per .....  
Name and Title of  
Signing Officer

---

FORMULE 40

**Avis d'audition de la demande d'approbation par le tribunal d'une proposition**  
(alinéa 58b))

Le tribunal : ..... de ..... (province)  
en matière de faillite

Dans l'affaire de la proposition de ....., débiteur :

Avis est donné qu'une demande sera faite au tribunal, à .....,  
le ....., à ..... heures, en vue de faire approuver la proposition du débiteur  
susnommé qui a été acceptée par les créanciers de celui-ci lors d'une assemblée tenue le  
.....

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 40

Notice of Hearing of Application for Court Approval of Proposal  
(Paragraph 58(b))

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the proposal of ....., a debtor

Take notice that an application will be made to the Court at ..... on the  
..... day of ....., ..... at ..... o'clock in the .....noon, to approve the proposal of  
the above-named debtor that was accepted by the creditors of the debtor at a meeting held on the  
..... day of ....., .....

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee



---

FORMULE 41

Rapport du syndic sur le refus des créanciers d'accepter une proposition  
(alinéa 57b))

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

Je, ....., de ....., syndic agissant *in re* : la proposition de ....., personne insolvable, fais rapport au séquestre officiel et au surintendant des faillites de ce qui suit :

1. La personne insolvable susnommée a déposé une proposition auprès de moi le .....

2. À l'assemblée des créanciers tenue le ..... à laquelle présidait ....., la proposition n'a pas été acceptée par la majorité requise des créanciers.

3. Il appert que les créanciers n'ont pas accepté la proposition pour les raisons suivantes :

(Cochez les raisons qui s'appliquent.)

- ( ) manque de confiance dans les possibilités futures de l'entreprise de la personne insolvable;
- ( ) manque de confiance dans l'aptitude de la personne insolvable à faire de son entreprise une exploitation rentable;
- ( ) soupçons de mauvaise gestion par la personne insolvable;
- ( ) autres raisons (*précisez*) :

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

FORM 41

**Report of Trustee on Refusal by Creditors to Approve Proposal**  
*(Paragraph 57(b))*

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

I, ....., of ....., the trustee acting *in re* the proposal of ....., an insolvent person, hereby report to the Official Receiver and the Superintendent of Bankruptcy as follows:

1. That the above-named insolvent person did, on the ..... day of ....., lodge with me a proposal.

2. That at the meeting of creditors held on the ..... day of ....., and presided over by ....., the proposal was not accepted by the required majority of creditors.

3. That it appears that the creditors did not accept the proposal for the following reason or reasons:

*(Check appropriate reason or reasons.)*

- Lack of faith in the future prospects of the insolvent person's business.
- Lack of faith in the ability of the insolvent person to make the insolvent person's business profitable.
- Suspensions of mismanagement on the part of the insolvent person.
- Some other reason *(specify)*.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 42

**Rapport du syndic concernant la proposition**  
(alinéa 58d))

Le tribunal : ..... de ..... (province)  
en matière de faillite

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

Je ....., de ....., syndic agissant *in re* : la proposition de ....., personne insolvable, fais rapport au tribunal de ce qui suit :

1. Le ....., le débiteur susnommé a fait une cession (ou une ordonnance de séquestre a été rendue à l'égard du débiteur susnommé le ..... ) et j'ai été nommé syndic de l'actif du débiteur (ou, si le syndic a été substitué, j'ai été nommé syndic en remplacement de ..... par les créanciers) le .....

*(Le paragraphe 1 est omis dans le cas d'une proposition faite par une personne insolvable.)*

2. Le ....., le débiteur susnommé a déposé auprès de moi une proposition, dont une copie conforme est ci-annexée et désignée pièce A, et j'ai déposé une copie de la proposition auprès du séquestre officiel le .....

3. Le ....., j'ai donné avis au débiteur, au surintendant des faillites et à chaque créancier connu touché par la proposition, dont les nom et adresse figurent à la pièce B ci-annexée, de la convocation d'une assemblée des créanciers devant avoir lieu le ..... aux fins de délibérer sur la proposition.

4. Cet avis était accompagné d'un état succinct des avoirs et des obligations du débiteur, d'une liste énumérant les créanciers touchés par la proposition dont la valeur des réclamations s'élève à 250 \$ ou plus et indiquant les montants des réclamations, d'une copie de la proposition, des formules de preuve de réclamation et de procuration en blanc et d'une formule de votation. Des copies conformes de l'avis, de l'état succinct et de la liste des créanciers sont annexées au présent rapport et désignées respectivement pièces C1, C2 et C3.

5. Avant l'assemblée des créanciers, j'ai fait une enquête minutieuse et détaillée sur les obligations du débiteur, ses avoirs et leur valeur, la conduite du débiteur et les causes de son insolvabilité.

6. L'assemblée des créanciers a été tenue le ..... et était présidée par .....

7. La proposition a été acceptée par la majorité requise des créanciers (ou la proposition a été modifiée par ..... à l'assemblée et a été acceptée, dans son état modifié, par la majorité requise des créanciers).

8. Une copie conforme du procès-verbal de l'assemblée est ci-annexée et désignée pièce D.

---

FORM 42

**Report of Trustee on Proposal**  
*(Paragraph 58(d))*

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

I, ....., of ....., the trustee acting *in re* the proposal of ....., an insolvent person, hereby report to the Court as follows:

1. That on the ..... day of ....., ..... the above-named debtor did make an assignment (or a receiving order was, on the ..... day of ....., ..... made against the above-named debtor) and that I was appointed trustee of the estate of the above-named debtor (or, if a substitute trustee has been appointed, I was substituted as trustee for ..... by the creditors) on the ..... day of ....., .....

*(Paragraph 1 is to be omitted in the case of a proposal by an insolvent person.)*

2. That the above-named debtor did on the ..... day of ....., ..... lodge with me a proposal, a true copy of which is attached hereto and marked as Exhibit A, and that I filed a copy of the proposal with the Official Receiver on the ..... day of ....., .....

3. That on the ..... day of ....., ..... I gave notice to the debtor, to the Superintendent of Bankruptcy and to every known creditor affected by the proposal and whose name and address are shown in Exhibit B to this report, of the calling of a meeting of creditors to be held on the ..... day of ....., ..... to consider the proposal.

4. That with the notice was included a condensed statement of the assets and liabilities of the debtor, a list of the creditors affected by the proposal having claims amounting to \$250 or more and showing the amounts of their claims, a copy of the proposal, a form of proof of claim and proxy in blank and a voting letter. True copies of the notice, the condensed statement and the list of creditors are attached hereto and marked as Exhibits C1, C2 and C3, respectively.

5. That prior to the meeting of creditors I made a detailed and careful inquiry into the liabilities of the debtor, the debtor's assets and the value thereof, the debtor's conduct and the causes of the debtor's insolvency.

6. That a meeting of creditors was held on the ..... day of ....., ..... and was presided over by .....

7. That the proposal was accepted by the required majority of creditors (or the proposal was amended by ..... at the meeting and as so amended was accepted by the required majority of creditors).

8. That a true copy of the minutes of the meeting is attached hereto and marked as Exhibit D.

---

9. Je suis d'avis que :

a) les avoirs du débiteur et leur juste valeur de réalisation sont comme suit :

*(Donnez le détail des avoirs en indiquant la valeur selon les registres du débiteur et la valeur de réalisation dans chaque cas selon l'estimation du syndic.)*

b) les obligations du débiteur sont les suivantes :

*(Donnez le détail des obligations, indiquez si les réclamations sont garanties, privilégiées ou non garanties et signalez tout écart entre les obligations déclarées par le débiteur et celles subséquentement prouvées et admises par le syndic.)*

10. En outre, je suis d'avis que :

a) les causes de l'insolvabilité du débiteur sont les suivantes :

*(Exposez en détail les causes de l'insolvabilité du débiteur selon que vous avez pu les établir après une enquête minutieuse.)*

b) la conduite du débiteur est répréhensible en ce qui concerne :

*(Donnez les raisons justifiant votre avis en tenant compte de la conduite du débiteur tant avant qu'après le dépôt de la proposition.)*

c) les faits suivants mentionnés à l'article 173 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* sont susceptibles d'être prouvés relativement au débiteur :

*(Indiquez les faits pertinents mentionnés à l'article 173 de la Loi.)*

11. Je suis également d'avis que la proposition du débiteur est à l'avantage des créanciers (ou n'est pas à l'avantage des créanciers, selon le cas, en donnant les précisions voulues) pour les raisons suivantes :

*(Exposez en détail les raisons justifiant votre avis.)*

12. J'ai expédié ce jour même au surintendant des faillites une copie du présent rapport.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

9. That I am of the opinion that:

(a) The assets of the debtor and the fair realizable value thereof are as follows:

*(Set out assets in detail, giving the value as carried on the books of the debtor and the trustee's estimate in each case of the realizable value thereof.)*

(b) The liabilities of the debtor are as follows:

*(Set out the liabilities, state whether secured, preferred or unsecured, and point out any discrepancies between the liabilities as declared by the debtor and as subsequently proved and admitted by the trustee.)*

10. That I am further of the opinion that:

(a) The causes of the insolvency of the debtor are as follows:

*(Set out fully the causes of the insolvency of the debtor as the trustee has been able to ascertain them after careful inquiry.)*

(b) the conduct of the debtor is subject to censure in the following respects:

*(Set out the reasons for this opinion, considering the conduct of the debtor both before and after the filing of the proposal.)*

(c) The following facts mentioned in section 173 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* may be proved against the debtor:

*(Set out the relevant facts mentioned in section 173 of the Act.)*

11. That I am further of the opinion that the debtor's proposal is an advantageous one for the creditors (or otherwise, as the case may be, treating the matter fully) for the following reasons:

*(Set out fully the reasons for the opinion.)*

12. That I did on this date forward to the Superintendent of Bankruptcy a copy of this report.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 43

**Certificat de cession**  
(alinéa 57b))

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

Je, ....., séquestre officiel de la division de faillite n° .....  
du district de faillite de ....., atteste ce qui suit :

1. Le ..... (date), ....., syndic agissant *in re* : la proposition de ....., personne insolvable, a déposé auprès de moi une copie de la proposition conformément au paragraphe 62(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

2. Lors d'une assemblée des créanciers tenue le ..... aux fins de délibérer sur la proposition, les créanciers ont refusé d'accepter celle-ci.

3. .... est réputé, en vertu de l'article 57 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, avoir fait une cession le ..... (Inscrivez la première des éventualités suivantes à se produire : a) le jour du dépôt de la proposition; b) le jour du dépôt, le cas échéant, de l'avis d'intention; c) le jour du dépôt, le cas échéant, de la première pétition en vue d'une ordonnance de séquestre à l'égard de la personne insolvable.)

Fait à ....., le .....

.....  
Séquestre officiel

---

FORM 43

**Certificate of Assignment**  
(Paragraph 57(b))

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

I, ....., Official Receiver in and for Bankruptcy Division  
No. .... of the Bankruptcy District of ....., do hereby  
certify:

1. That on the ..... day of ....., the trustee acting *in re*  
the proposal of ....., an insolvent person, filed with me a copy of the proposal  
pursuant to subsection 62(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

2. That at the meeting of creditors that was held on ....., to consider the  
proposal, the creditors refused to accept the proposal.

3. That ..... is deemed, pursuant to section 57 of the *Bankruptcy and Insol-  
vency Act*, to have made an assignment on the ..... day of ....., (Insert the  
earliest of: (a) the day on which the proposal was filed; (b) the day on which the notice of intention, if any, was  
filed; and (c) the day on which the first petition, if any, for a receiving order in respect of the insolvent person was  
filed.)

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Official Receiver



---

À inscrire au verso du certificat de cession :

Vous, ....., failli nommé dans le présent certificat, êtes tenu, en vertu de l'article 158 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, de vous présenter au bureau de ....., séquestre officiel, situé au ....., à ....., le ....., à ..... heures, pour répondre aux questions concernant votre conduite, les causes de votre faillite et l'aliénation de vos biens que pourra vous poser le séquestre officiel. Sachez que, à défaut de vous présenter à cet interrogatoire, le tribunal pourra, par mandat, vous faire arrêter et amener pour être interrogé et pourra ordonner votre incarcération pour une période maximale de trois ans.

.....  
Séquestre officiel

(Dans le cas d'une personne morale en faillite)

Vous, ....., ..... de la personne morale en faillite nommée dans le présent certificat, êtes tenu, en vertu de l'article 159 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, de vous présenter au bureau de....., séquestre officiel, situé au ....., à ....., le ....., à ..... heures, pour répondre aux questions concernant la conduite de la personne morale susnommée, les causes de sa faillite et l'aliénation de ses biens que pourra vous poser le séquestre officiel. Sachez que, à défaut de vous présenter à cet interrogatoire, le tribunal pourra, par mandat, vous faire arrêter et amener pour être interrogé et pourra ordonner votre incarcération pour une période maximale de trois ans.

.....  
Séquestre officiel

---

*Endorsements on Certificate*

You, ....., the bankrupt named herein, are required, pursuant to section 158 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to attend at the office of ....., the Official Receiver, ..... Street, ....., on the ..... day of ....., ..... at the hour of ..... o'clock in the .....noon, there to answer such questions with respect to your conduct, the causes of your bankruptcy and the disposition of your property as may be put by the Official Receiver, and take notice that if you fail to present yourself for examination, the Court may by warrant cause you to be apprehended and brought up for examination and may order you to be imprisoned for a term not exceeding three years.

.....  
Official Receiver

*(In the case of a bankrupt corporation)*

You, ....., being the ..... of the bankrupt corporation named herein, are required, pursuant to section 159 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to attend at the office of ....., the Official Receiver, ..... Street, ..... on the ..... day of ....., ..... at the hour of ..... o'clock in the .....noon, there to answer such questions with respect to the conduct of the bankrupt corporation, the causes of its bankruptcy and the disposition of its property as may be put by the Official Receiver, and take notice that if you fail to present yourself for examination, the Court may by warrant cause you to be apprehended and brought up for examination and may order you to be imprisoned for a term not exceeding three years.

.....  
Official Receiver

---

FORMULE 46

**Rapport du syndic sur le refus du tribunal  
d'approuver une proposition  
(alinéa 61(2)b))**

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

Je, ....., de ....., syndic agissant *in re* : la proposition de ....., personne insolvable, fais rapport au séquestre officiel et au surintendant des faillites de ce qui suit :

1. Le ....., j'ai demandé au tribunal : ..... de ..... (*province*) en matière de faillite d'approuver la proposition de ....., dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le .....

2. Ce tribunal a, par une ordonnance rendue le ....., refusé d'approuver la proposition.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 46

**Report of Trustee on Refusal by Court  
to Approve Proposal  
(Paragraph 61(2)(b))**

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

I, ....., the trustee acting *in re* the proposal of ....., an insolvent person, hereby report to the Official Receiver and the Superintendent of Bankruptcy as follows:

1. That I did on the ..... day of ....., ..... apply to the ..... Court of ..... In Bankruptcy for approval of the proposal of ....., a copy of which was filed with the Official Receiver on the ..... day of ....., .....

2. That the Court, by order dated the ..... day of ....., ....., refused to approve the proposal.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 47

**Certificat de cession**  
(alinéa 61(2)b))

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

Je, ....., séquestre officiel de la division de faillite n° .....  
du district de faillite de ....., atteste ce qui suit :

1. Le ..... (date), ....., syndic agissant *in re* : la proposition de ....., personne insolvable, a déposé auprès de moi une copie de la proposition conformément au paragraphe 62(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

2. Le tribunal : ..... de ..... (province)  
en matière de faillite a, par une ordonnance rendue le ....., refusé d'approuver la proposition.

3. .... est réputé, en vertu du paragraphe 61(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, avoir fait une cession le ..... (Inscrivez la première des éventualités suivantes à se produire : a) le jour du dépôt de la proposition; b) le jour du dépôt, le cas échéant, de l'avis d'intention; c) le jour du dépôt, le cas échéant, de la première pétition en vue d'une ordonnance de séquestre à l'égard de la personne insolvable.).

Fait à ....., le .....

.....  
Séquestre officiel

FORM 47

**Certificate of Assignment**  
*(Paragraph 61(2)(b))*

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

I, ....., Official Receiver in and for Bankruptcy Division No. ....  
of the Bankruptcy District of ....., do hereby certify:

1. That on the ..... day of ....., the trustee acting *in re*  
the proposal of ....., an insolvent person, filed with me a copy of the proposal  
pursuant to subsection 62(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

2. That the ..... Court of ..... In Bankruptcy, by order dated  
the ..... day of ....., refused to approve the proposal.

3. That ..... is deemed, pursuant to subsection 61(2) of the *Bankruptcy and  
Insolvency Act*, to have made an assignment on the ..... day of ....., ..... *(Insert the earliest  
of: (a) the day on which the proposal was filed; (b) the day on which the notice of intention, if any, was filed; and  
(c) the day on which the first petition, if any, for a receiving order in respect of the insolvent person was filed.)*

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Official Receiver

FORMULE 48

**Ordonnance annulant une proposition**  
(paragraphe 63(1))

Le tribunal : ..... de ..... (province)  
en matière de faillite

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

À la demande de ....., syndic agissant *in re* : la proposition de ....., personne insolvable (ou ....., créancier de .....), après avoir lu la demande du syndic (ou du créancier), après avoir entendu ..... et comme il appert que la personne insolvable susnommée n'a pas exécuté toutes les dispositions de la proposition (ou que la proposition ne peut être maintenue sans injustice ni retard indu ou que l'approbation de la proposition par le tribunal a été obtenue par fraude ou que la personne insolvable a été déclarée coupable de l'infraction suivante à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* : .....);

Il est ordonné que la proposition approuvée par l'ordonnance rendue le ..... soit annulée.

Il est ordonné que les biens dévolus au failli par l'ordonnance approuvant la proposition soient réattribués à ....., syndic.

(Dans le cas d'une proposition faite par une personne insolvable, le paragraphe précédent est remplacé par le suivant.)

Il est ordonné que la personne insolvable, en conformité avec le paragraphe 63(4) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, soit réputée, dès cette annulation, avoir fait la cession de ses biens et que ceux-ci soient attribués à ....., syndic.

Fait à ....., le .....

.....  
Juge du tribunal  
(ou Registraire de faillite)

FORM 48

**Order Annulling Proposal**  
(Subsection 63(1))

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

Upon the application of ....., the trustee acting *in re* the proposal of ....., an insolvent person (or ....., a creditor of .....); upon reading the application of the said trustee (or creditor); upon hearing .....; and as it appears that the above-named insolvent person has defaulted in the performance of a provision in the proposal (or that the proposal cannot continue without injustice or undue delay or that the approval by the Court of the proposal was obtained by fraud or that the insolvent person has been convicted of the following offence under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, namely, .....);

It is ordered that the proposal approved by order made on the ..... day of ....., ..... is hereby annulled.

It is further ordered that the property vested in the said bankrupt by the order approving the proposal is revested in ....., the trustee.

*(In the case of a proposal by an insolvent person, the previous paragraph is to be replaced by the following:)*

It is further ordered that the insolvent person is deemed, pursuant to subsection 63(4) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to have hereupon made an assignment of the insolvent person's property and that the property is vested in ....., the trustee.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Judge of the Court  
(or Registrar in Bankruptcy)



---

FORMULE 49

**Certificat de cession**  
(paragraphe 63(6))

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

Je, ....., séquestre officiel de la division de faillite n° ..... du district de faillite de ....., atteste ce qui suit :

1. Le ..... (date), ....., syndic agissant *in re* : la proposition de ....., personne insolvable, a déposé auprès de moi une copie de la proposition conformément au paragraphe 62(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

2. Les créanciers ont accepté la proposition le ..... et le tribunal : ..... de ..... (province) en matière de faillite a approuvé celle-ci le .....

3. Ce tribunal a, par une ordonnance rendue le ....., annulé la proposition.

4. Ce tribunal a en outre ordonné que la personne insolvable soit réputée avoir fait une cession le .....

5. Les articles 91 à 101 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* s'appliquent à la personne insolvable comme si elle était devenue un failli le jour du dépôt de l'avis de l'intention de faire une proposition conformément au paragraphe 50.4(1) de cette loi ou, à défaut d'un avis d'intention, le jour du dépôt de la proposition.

Fait à ....., le .....

.....  
Séquestre officiel

---

FORM 49

**Certificate of Assignment**  
(Subsection 63(6))

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

I, ....., Official Receiver in and for Bankruptcy Division No. ....  
of the Bankruptcy District of ....., do hereby certify:

1. That on the ..... day of ....., the trustee acting *in re* the  
proposal of ....., an insolvent person, filed with me a copy of the proposal  
pursuant to subsection 62(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

2. That the proposal was accepted by the creditors on the ..... day of ..... and was  
approved by the ..... Court of ..... In Bankruptcy on the ..... day of  
.....

3. That the Court, by order dated the ..... day of ....., annulled the proposal.

4. That the Court further ordered that the insolvent person is deemed to have made, on the .....  
day of ....., an assignment.

5. That sections 91 to 101 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* apply to the insolvent person as  
though the insolvent person became bankrupt on the day the notice of intention to make a proposal  
under subsection 50.4(1) of that Act was filed or, if no such notice was filed, on the day the proposal  
was filed.

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Official Receiver

---

FORMULE 51

**Avis de la première assemblée des créanciers**  
(paragraphe 102(1))

Dans l'affaire de la faillite de .....

Avis est donné de ce qui suit :

1. .... (nom du failli) a déposé une cession (ou Une ordonnance de séquestre a été rendue à l'égard de .....(nom du failli)) le ..... (date), et le soussigné, ..... (nom du syndic), a été nommé syndic de l'actif du failli par le séquestre officiel (ou par le tribunal), sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou sous réserve de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.

2. La première assemblée des créanciers du failli sera tenue le ....., à ..... heures, au bureau de ....., séquestre officiel, situé au ..... (ou à tel autre endroit que peut fixer le séquestre officiel). Chaque créancier doit, pour avoir le droit de voter à l'assemblée, déposer auprès de moi avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration. Sont annexées au présent avis une formule de preuve de réclamation (formule 61) et une formule de procuration générale (formule 59).

3. Les créanciers doivent prouver leur réclamation à l'égard de l'actif du failli pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic»

---

FORM 51

Notice of First Meeting of Creditors  
(Subsection 102(1))

In the matter of the bankruptcy of .....

Take notice that:

1. .... (name of bankrupt) filed an assignment (or A receiving order was made against ..... (name of bankrupt)) on the ..... day of ....., ..... and the undersigned, ..... (name of trustee), was appointed as trustee of the estate of the bankrupt by the Official Receiver (or the court), subject to the affirmation by the creditors of the trustee's appointment or the substitution of another trustee by the creditors.

2. The first meeting of creditors of the bankrupt will be held on the ..... day of ....., ..... at ..... o'clock in the ..... noon at the office of ....., the Official Receiver, at ..... (or at such other place as may be fixed by the Official Receiver). To be entitled to vote at the meeting, a creditor must lodge with me, prior to the meeting, a proof of claim and, where necessary, a proxy. Attached to this notice is a form of proof of claim (Form 61) and a form of general proxy (Form 59).

3. Creditors must prove their claims against the estate of the bankrupt in order to share in any distribution of the proceeds realized from the estate.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee"

---

31. Le titre de la formule 56 de l'annexe III des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**«Avis concernant la première assemblée des créanciers  
à publier dans un journal local  
(paragraphe 102(4))»**

32. Le titre de la formule 57 de l'annexe III des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**«Avis concernant la première assemblée des créanciers  
à publier dans un journal local  
(paragraphe 102(4))»**

33. La formule 58 de l'annexe III des mêmes règles est abrogée.

34. Les formules 59, 61 et 64 de l'annexe III des mêmes règles sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

---

31. The title of Form 56 of Schedule III to the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

**"Notice of First Meeting of Creditors  
for Publication in Local Newspaper  
(Subsection 102(4))"**

32. The title of Form 57 of Schedule III to the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

**"Notice of First Meeting of Creditors  
for Publication in Local Newspaper  
(Subsection 102(4))"**

33. Form 58 of Schedule III to the said Rules is revoked.

34. Forms 59, 61 and 64 of Schedule III to the said Rules are revoked and the following substituted therefor:

---

«FORMULE 59

**Formule de procuration générale**  
(alinéas 51(1)e et 66.15(3)b) et paragraphe 102(2))

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition ou de la proposition de consommateur) de ..... , failli (ou personne insolvable ou débiteur consommateur) :

Je, ..... (nom du créancier), de ..... (nom de la ville), créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme ..... de ..... , mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

Fait à ..... , le .....

.....  
Témoïn

.....  
Créancier individuel

Nom du créancier qui est une  
personne morale

.....  
Témoïn

Par .....  
Nom et titre du signataire autorisé

---

"FORM 59

**General Proxy**

*(Paragraphs 51(1)(e) and 66.15(3)(b) and subsection 102(2))*

In the matter of the bankruptcy (or proposal or consumer proposal) of  
....., a bankrupt (or an insolvent person or a consumer debtor)

I (or We), ..... (name of creditor), of ..... (name  
of city, town or village), a creditor in the above matter, hereby appoint .....,  
of ....., to be my (or our) general proxy in the above matter except as to the  
receipt of dividends, with (or without) power to appoint another general proxy in his or her place.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Witness

.....  
Individual Creditor

Name of Corporate Creditor

.....  
Witness

Per .....  
Name and Title of Signing Officer



---

FORMULE 61

**Preuve de réclamation**

*(paragraphe 50.1(1), alinéas 51(1)e) et 66.14b  
et paragraphes 81.2(1), 102(2), 124(2) et 128(1))*

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition ou de la mise sous séquestre des biens) de ..... (nom du débiteur), de ..... (ville et province), et de la réclamation de ....., créancier.

Je, ..... (nom du créancier), de ..... (ville et province), atteste ce qui suit :

1. Je suis le créancier du débiteur susnommé (ou je suis ..... (préciser le poste ou la fonction) de ..... (nom du créancier).

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par la présente formule.

3. Le débiteur susnommé était, à la date de la faillite (ou de la proposition ou de la mise sous séquestre), à savoir le ....., endetté envers le créancier susnommé («le créancier») et l'est toujours, pour la somme de ..... \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit. (L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)

4. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.)

A. RÉCLAMATION NON GARANTIE

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je ne détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et

*(Cochez ce qui s'applique.)*

je ne revendique pas de droit à un rang prioritaire;

je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. (Donnez sur une feuille annexée des renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire).

B. RÉCLAMATION GARANTIE

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur, dont la valeur estimative s'élève à ..... \$, à titre de garantie dont le détail figure ci-après :

*(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexe une copie des documents relatifs à la garantie.)*

---

FORM 61

**Proof of Claim**

*(Subsection 50.1(1), paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b)  
and subsections 81.2(1), 102(2), 124(2) and 128(1))*

In the matter of the bankruptcy (or proposal or receivership of the property) of ..... *(name of debtor)*, of ..... *(city and province)* and the claim of ....., creditor.

I, ..... *(name of creditor)*, of ..... *city and province*), do hereby certify:

1. That I am a creditor of the above-named debtor or that I am ..... *(state position or title)* of ..... *(name of creditor)*.

2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim referred to in this form.

3. That the said debtor was at the date of bankruptcy (or the proposal or the receivership), namely the ..... day of ....., and still is indebted to the above-named creditor (referred to in this form as "the creditor") in the sum of \$....., as shown by the statement of account (or affidavit) attached hereto and marked "Schedule A", after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. *(The attached statement of account or affidavit must specify the vouchers or other evidence in support of the claim.)*

4. *(Check and complete appropriate category.)*

A. UNSECURED CLAIM

That in respect of the said debt, I do not hold any assets of the debtor as security and

*(Check appropriate description.)*

I do not claim a right to a priority.

I claim a right to a priority under section 136 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*. *(Set out on an attached schedule details to support priority claim.)*

B. SECURED CLAIM

That in respect of the said debt, I hold assets of the debtor valued at \$..... as security, particulars of which are as follows:

*(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which the creditor assesses the security, and attach a copy of the security documents.)*

---

( ) C. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU  
D'UN AQUICULTEUR

Je réclame en vertu du paragraphe 81.2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* la somme impayée de ..... \$. (Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.)

5. Pour autant que je sache, je suis lié (ou le créancier susnommé est lié) (ou je ne suis pas lié ou le créancier susnommé n'est pas lié) au débiteur selon l'article 4 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur et les crédits que j'ai attribués à celui-ci au cours des trois mois (ou, si le créancier et le débiteur sont liés selon l'article 4 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, au cours des douze mois) précédant la date de la faillite :

(Donnez le détail des paiements et des crédits.)

Fait à ....., le .....

.....  
Témoin

.....  
Créancier

**NOTE :** Si un affidavit est joint à la présente formule, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

**AVERTISSEMENTS :** Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

---

( ) C. CLAIM BY FARMER, FISHERMAN, OR AQUACULTURIST

That I hereby make a claim under subsection 81.2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* for the unpaid amount of \$..... (Attach a copy of sales agreement and delivery documents.)

5. That to the best of my knowledge and belief, I am (or the above-named creditor is) (or am not or is not) related to the debtor within the meaning of section 4 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

6. That the following are the payments that I have received from and the credits that I have allowed to the debtor within the three months (or, if the creditor and the debtor are related within the meaning of section 4 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, within the 12 months) immediately preceding the date of bankruptcy:

(Provide details of payments and credits.)

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Witness

.....  
Creditor

**NOTE:** If an affidavit is attached, it must have been sworn to before a person qualified to take affidavits.

**WARNINGS:** A trustee may, pursuant to subsection 128(3) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in a proof of security, by the secured creditor.

Subsection 201(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* provides severe penalties for making any false claim, proof, declaration or statement of account.

---

FORMULE 64

**Avis de rejet d'une réclamation,  
du droit à un rang prioritaire ou d'une garantie  
(paragraphe 135(3))**

Dans l'affaire de la faillite de .....

Avis est donné que, en ma qualité de syndic de l'actif de ....., failli, j'ai rejeté votre réclamation à l'égard de cet actif (ou votre droit à un rang prioritaire dans cet actif ou votre garantie sur les biens de cet actif) en totalité (ou pour la somme de ..... \$), pour les motifs suivants :

*(Donnez les motifs du rejet.)*

Sachez que si vous désirez contester ma décision de rejeter votre réclamation (ou votre droit à un rang prioritaire ou votre garantie), vous pouvez interjeter appel devant le tribunal dans les 30 jours suivant la date de signification ou d'expédition du présent avis, ou dans tel autre délai que le tribunal peut accorder sur demande présentée dans ces 30 jours.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic»

---

FORM 64

**Notice of Disallowance of Claim,  
Right to Priority or Security**  
(Subsection 135(3))

In the matter of the bankruptcy of .....

Take notice that, as trustee of the estate of ....., a bankrupt, I have disallowed your claim against the estate (or your right to a priority in the estate or your security on the property of the estate) in whole (or to the extent of \$.....) for the following reasons:

*(Set out the reasons for the disallowance.)*

And further take notice that if you are dissatisfied with my decision in disallowing your claim or right to priority or security), you may appeal to the court within the 30-day period after the day on which this notice is served or sent, or within such further period as the court may on application made within the 30-day period allow.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee"

---

35. (1) Le titre de la formule 66 de l'annexe III des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**«État définitif des recettes et des débours  
(*article 152*)»**

(2) Dans la formule 66 de l'annexe III de la version française des mêmes règles, «déboursés» est remplacé par «débours».

36. La formule 69 de l'annexe III des mêmes règles est abrogée et remplacée par ce qui suit :

---

35. (1) The title of Form 66 of Schedule III to the said Rules is revoked and the following substituted therefor:

**“Final Statement of Receipts and Disbursements  
(Section 152)”**

(2) Wherever the word “déboursés” appears in Form 66 of Schedule III to the French version of the said Rules, there shall be substituted therefor in every case the word “débours”.

36. Form 69 of Schedule III to the said Rules is revoked and the following substituted therefor:



---

«FORMULE 69

**Avis de l'audition de la taxation des comptes  
et de la libération du syndic**  
(alinéas 155i) et j))

Le tribunal : ..... de ..... (province) en  
matière de faillite

Dans l'affaire de la faillite de .....

Administration sommaire

Avis est donné que le registraire du tribunal : ..... de  
..... (province) en matière de faillite tiendra le  
..... à ..... heures à ..... une audition de la taxation  
des comptes et de la libération de ....., syndic de l'actif de  
....., failli, dans le cadre de l'administration sommaire de cet actif.

Sont annexés au présent avis les documents suivants :

- a) une copie de mon état définitif des recettes et des débours;
- b) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers du failli.

*(Le paragraphe suivant est omis dans le cas où le présent avis est expédié en vertu  
du paragraphe 64.4(3) des Règles sur la faillite et l'insolvabilité.)*

Tout créancier peut s'opposer à la taxation de mes comptes et à ma libération en déposant un avis d'opposition auprès du registraire et en expédiant copie de cet avis au surintendant des faillites avant la tenue de l'audition. Une copie de l'avis d'opposition doit m'être signifiée ou m'être expédiée par courrier recommandé ou par messenger et me parvenir avant le début de l'audition.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic»

---

"FORM 69

**Notice of Hearing for Taxation  
of Trustee's Accounts and Discharge of Trustee**  
*(Paragraphs 155(i) and (j))*

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the bankruptcy of .....

Summary Administration

Take notice that a hearing will be held before the Registrar of the ..... Court of ..... In Bankruptcy at ..... on the ..... day of ....., ..... at ..... o'clock in the .....noon for the taxation of the accounts of and the discharge of ....., the trustee of the estate of ....., a bankrupt, under summary administration.

Attached to this notice are the following:

- (a) a copy of my final statement of receipts and disbursements; and
- (b) a copy of the dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors of the bankrupt.

*(The following paragraph is to be omitted in the case where this notice is sent pursuant to subsection 64.4(3) of the Bankruptcy and Insolvency Rules.)*

Any creditor who wishes to object to the taxation of my accounts and to my discharge may do so by filing a notice of objection with the Registrar and by sending a copy of the notice of objection to the Superintendent of Bankruptcy at any time prior to the hearing. A copy of any such notice of objection must be served on or sent by registered mail or by courier to me and must be received by me before the time of the hearing.

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Trustee"

- 
37. La formule 70 de l'annexe III des mêmes règles est abrogée.
38. Les formules 109 à 111 de l'annexe III des mêmes règles sont abrogées.
39. L'annexe III<sup>1</sup> des mêmes règles est modifiée par insertion, suivant l'ordre numérique, de ce qui suit :

---

37. Form 70 of Schedule III to the said Rules is revoked.

38. Forms 109 to 111 of Schedule III to the said Rules are revoked.

39. Schedule III<sup>1</sup> to the said Rules is amended by adding thereto, in numerical order, the following forms:

---

«FORMULE 15.1

**Certificat de conformité**  
(*article 66.39 et alinéas 155i et j*)

Dans l'affaire de la faillite de (ou de la proposition de consommateur) de .....,  
failli (ou débiteur consommateur) :

Je, ....., syndic de l'actif de ....., failli, dans le cadre  
de l'administration sommaire de cet actif (ou administrateur de la proposition de consommateur  
présentée par ....., débiteur consommateur), certifie ce qui suit :

1. Les déclarations relatives à ma demande de libération sont vraies.
2. L'état définitif des recettes et des débours concernant l'actif constitue un relevé exact et fidèle de  
l'administration de celui-ci.
3. Chaque débours mentionné dans l'état a été fait de façon régulière et convenable.
4. Tous les biens du failli (ou du débiteur consommateur) qui sont passés entre mes mains ont été  
liquidés ou écoulés d'une manière appropriée.
5. Les réclamations des créanciers à qui un dividende est payé ont toutes été dûment examinées et,  
pour autant que je sache, le bordereau de dividende donne une liste véridique et fidèle des créanciers ayant  
droit à une partie de l'actif, les paiements mentionnés dans ce bordereau ont tous été dûment effectués et  
les dividendes non réclamés et les fonds non distribués ont été remis au surintendant des faillites.
6. Je n'ai reçu ni ne compte recevoir et il ne m'a été promis aucune rémunération ou rétribution  
autre que celle indiquée dans l'état.
7. Je n'ai pris part à aucune entente clandestine avec le failli (ou le débiteur consommateur) ou  
quelque autre personne ayant pour effet d'accorder à un créancier une contrepartie ou un paiement  
supérieur à ce qui lui serait revenu légitimement, et je n'ai connaissance d'aucune entente de ce genre.
8. En conformité avec le paragraphe 29(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, une copie du rapport  
mentionné à l'article 170 de cette loi a été transmise au surintendant des faillites.
9. Une copie de l'état définitif des recettes et des débours et du bordereau de dividende ainsi qu'un  
avis de taxation (formule 68.1) (ou formule 68.2)) (ou un avis de l'audition de la taxation (formule 69)  
(ou (formule 69.1)) ont été expédiés au failli (ou au débiteur consommateur) et à chaque créancier dont  
la réclamation a été prouvée.
10. Je me suis conformé aux exigences des articles 64.1 à 64.6 (ou 87.13 à 87.18) des *Règles sur la  
faillite et l'insolvabilité*.

Fait à ....., le .....

٤

.....  
Syndic (ou Administrateur)

"FORM 15.1

**Certificate of Compliance**  
(Section 66.39 and paragraphs 155(i) and (j))

In the matter of the bankruptcy (or consumer proposal) of .....  
a bankrupt (or a consumer debtor)

I, ....., the trustee of the estate of ....., a bankrupt,  
under summary administration (or the administrator of the consumer proposal made by  
....., a consumer debtor), hereby certify that:

1. The statements made in connection with my application for discharge are true.

2. The final statement of receipts and disbursements in the estate is an accurate and correct  
statement of the administration of the estate.

3. Every disbursement in the statement was a proper and correct one.

4. All of the property of the bankrupt (or the consumer debtor) that came into my hands has been  
realized or disposed of in a proper manner.

5. All claims of creditors being paid a dividend were properly examined and, to the best of my  
knowledge and belief, the dividend sheet contains a true and correct list of the creditors entitled to  
share in the estate, all payments shown on the dividend sheet have been duly made and all unclaimed  
dividends and undistributed funds have been remitted to the Superintendent of Bankruptcy.

6. I have not received, nor do I expect to receive, nor have I been promised, any remuneration or  
consideration other than as appears in the statement.

7. I have not been a party to nor do I have knowledge of any undisclosed arrangement with the  
bankrupt (or the consumer debtor) or with any other person as a result of which a creditor received a  
consideration or payment in excess of that to which the creditor was properly entitled.

8. In accordance with subsection 29(2) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, a copy of the report  
referred to in section 170 of that Act was forwarded to the Superintendent of Bankruptcy.

9. A copy of the final statement of receipts and disbursements and of the dividend sheet and a notice of  
taxation (Form 68.1) (or (Form 68.2)) (or a notice of hearing for taxation (Form 69) (or (Form 69.1))) have  
been sent to the bankrupt (or the consumer debtor) and to every creditor who has proven a claim.

10. I have complied with the requirements of sections 64.1 to 64.6 (or 87.13 to 87.18) of the  
*Bankruptcy and Insolvency Rules*.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee (or Administrator)

---

FORMULE 29.1

**Avis de la demande de taxation des comptes  
et de libération du séquestre intérimaire**  
(paragraphe 47.2(3))

Le tribunal : ..... de ..... (province) en  
matière de faillite

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition ou de la mise sous séquestre des biens)  
de ....., débiteur :

Avis est donné de ce qui suit :

1. Est annexée au présent avis une copie de l'état des recettes et des débours de  
....., séquestre intérimaire des biens de  
....., débiteur.

2. Sont également annexés un état de compte établi par le séquestre intérimaire et d'autres  
renseignements concernant ses honoraires et dépenses.

3. Tout avis d'opposition à l'état et à la libération du séquestre intérimaire doit être déposé auprès  
du tribunal et du soussigné dans les 15 jours suivant la date d'expédition du présent avis et faire état  
des motifs de l'opposition.

4. Toute personne qui détient un intérêt pécuniaire dans les biens du débiteur peut déposer un avis  
d'opposition.

5. Si aucun avis d'opposition n'est déposé dans les 15 jours suivant la date d'expédition du présent  
avis, le tribunal approuvera l'état des recettes et des débours tel qu'il a été présenté et libérera le  
séquestre intérimaire.

Fait à ....., le .....

.....  
Séquestre intérimaire

---

FORM 29.1

Notice of Application for Taxation of Accounts  
and Discharge of Interim Receiver  
(Subsection 47.2(3))

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the bankruptcy (or proposal or receivership of the property) of  
....., a debtor

Take notice that:

1. There is attached hereto a copy of the statement of receipts and disbursements of  
....., interim receiver of the property of .....  
a debtor.

2. Also attached is a statement of account prepared by the interim receiver and other information  
concerning the fees and expenses of the interim receiver.

3. Notice of objection to the statement and to the discharge of the interim receiver must be filed  
with the Court and the undersigned within 15 days after the day on which this notice is sent. The notice  
of objection must state the reasons for the objection.

4. Any person who has a pecuniary interest in the debtor's property may file a notice of objection.

5. If no notice of objection is filed within 15 days after the day on which this notice is sent, the Court  
shall approve the statement of receipts and disbursements as presented and shall discharge the interim  
receiver.

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Interim Receiver



---

FORMULE 35.1

**Proposition de consommateur**  
(alinéa 66.13(2)c))

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur :

Je, ....., débiteur consommateur, fais la proposition de consommateur suivante en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* :

1. Que le paiement des réclamations des créanciers garantis soit fait de la manière suivante :

*(Précisez ce que la proposition prévoit à l'égard des réclamations garanties.)*

2. Que le paiement de toutes les réclamations devant, aux termes de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, être payées en priorité sur les autres réclamations dans la distribution de mes biens soit fait de la manière suivante :

*(Précisez ce que la proposition prévoit à l'égard des réclamations privilégiées.)*

3. Que le paiement des honoraires et dépenses de l'administrateur et de ceux de toute personne se rapportant aux consultations données soit fait de la manière suivante :

*(Précisez ce que la proposition prévoit à l'égard des honoraires et dépenses mentionnés.)*

4. Que les paiements suivants soient faits à ....., administrateur de la proposition de consommateur, au profit des créanciers non garantis :

*(Donnez la liste des paiements et le montant total à payer à l'égard des réclamations non garanties.)*

5. Que l'administrateur distribue aux créanciers non garantis les sommes que je lui verse, en conformité avec le tableau suivant :

*(Donnez un tableau de la distribution. Le paragraphe 66.26(1) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité exige une distribution du solde au moins une fois tous les trois mois.)*

6. Que les dispositions supplémentaires suivantes puissent être incluses dans la présente proposition :

a) les créanciers peuvent nommer un nombre maximal de trois inspecteurs chargés de l'actif du débiteur consommateur; en plus des pouvoirs que leur confère la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, ces inspecteurs peuvent être autorisés à :

(i) recevoir les avis du défaut d'exécution de toute disposition de la proposition de consommateur et renoncer à se prévaloir de cette disposition,

(ii) approuver toute modification de la proposition de consommateur sans convoquer d'assemblée des créanciers lorsqu'une telle modification vise la liste et le montant des paie-

---

FORM 35.1

**Consumer Proposal**  
*(Paragraph 66.13(2)(c))*

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor.

I, ....., a consumer debtor, hereby make the following consumer proposal under the *Bankruptcy and Insolvency Act*:

1. Payment of the claims of secured creditors shall be made in the following manner:

*(Set out terms of proposal in respect of secured claims.)*

2. Payment of all claims directed by the said *Bankruptcy and Insolvency Act* to be paid in priority to other claims in the distribution of my property shall be made in the following manner:

*(Set out terms of proposal in respect of preferred claims.)*

3. Payment of the fees and expenses of the administrator and payment of the fees and expenses of any person in respect of counselling shall be made in the following manner:

*(Set out terms of proposal in respect of the fees and expenses referred to.)*

4. I shall make the following payments to ....., the administrator of the consumer proposal, for the benefit of the unsecured creditors:

*(Set out schedule of payments and total amount to be paid in respect of unsecured claims.)*

5. The administrator shall distribute the moneys received from me to the unsecured creditors in accordance with the following schedule:

*(Set out distribution schedule. Subsection 66.26(1) of the Bankruptcy and Insolvency Act requires that a distribution of available moneys be made at least once every three months.)*

6. The proposal may include the following additional terms:

(a) The creditors may appoint up to three inspectors of the estate of the consumer debtor. The inspectors may have, in addition to any powers of inspectors under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, the power to:

(i) receive any notice of default in the performance of the consumer proposal and waive any such default, and

(ii) approve any amendment to the consumer proposal without calling a meeting of creditors, where the amendment would alter the schedule for and the amount of payments to be made by the consumer debtor, but would not change the total amount to be paid; and

---

ments que doit faire le débiteur consommateur et n'entraîne pas de changement dans le montant total à payer;

b) toute autre disposition qui peut être proposée.

Fait à ....., le .....

.....  
Témoïn

.....  
Débiteur consommateur

---

(b) Such other terms as may be proposed.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Witness

.....  
Consumer Debtor

---

FORMULE 35.2

**Rapport de l'administrateur concernant  
la proposition de consommateur  
(alinéa 66.14a)**

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

Je, ....., de ....., administrateur de la proposi-  
tion de consommateur de ....., débiteur consommateur, fais rapport au  
séquestre officiel de ce qui suit :

1. Le débiteur consommateur susnommé a fait une proposition de consommateur le  
..... et j'ai déposé une copie de la proposition auprès du séquestre  
officiel le .....

2. J'ai enquêté, ou fait enquêter, sur les biens et les affaires du débiteur consommateur de manière  
à être en mesure d'estimer, avec un degré suffisant d'exactitude, sa situation financière et la cause de  
son insolvabilité.

3. Sont annexés au présent rapport un état succinct des avoirs, obligations, revenus et dépenses du  
débiteur consommateur et une liste des créanciers dont la valeur des réclamations excède 250 \$.

4. Je suis d'avis que la ou les causes de l'insolvabilité du débiteur consommateur sont les suivantes :

*(Donnez en détail les causes de l'insolvabilité du débiteur consommateur.)*

5. Je suis d'avis, pour les raisons suivantes, que la proposition de consommateur est juste et  
raisonnable tant pour le débiteur consommateur que pour les créanciers, et que le débiteur consom-  
mateur pourra la mettre en œuvre (ou selon le cas ne pourra pas la mettre en œuvre).

*(Donnez les raisons justifiant votre avis.)*

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

FORM 35.2

**Report of Administrator  
on Consumer Proposal**  
*(Paragraph 66.14(a))*

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

I, ....., of ....., the administrator of the consumer proposal of ....., a consumer debtor, hereby report to the Official Receiver as follows:

1. That the above-named consumer debtor made a consumer proposal on the ..... day of ....., ..... and that I filed a copy of the proposal with the Official Receiver on the ..... day of ....., .....

2. That I have investigated, or caused to be investigated, the consumer debtor's property and financial affairs so as to be able to assess with reasonable accuracy the consumer debtor's financial situation and the cause of the consumer debtor's insolvency.

3. That attached to this report is a condensed statement of the consumer debtor's assets, liabilities, income and expenses and a list of the creditors of the consumer debtor whose claims exceed \$250.

4. That I am of the opinion that the cause or causes of the insolvency of the consumer debtor are as follows:

*(Set out fully the causes of the insolvency of the consumer debtor.)*

5. That I am further of the opinion, for the following reasons, that the consumer proposal is reasonable and fair to the consumer debtor and the creditors and that the consumer debtor will be able to perform it *(or otherwise, as the case may be)*:

*(Set out the administrator's reasons.)*

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator

---

FORMULE 36.1

**Avis aux créanciers de la proposition de consommateur**  
(alinéa 66.14b))

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur :

Avis est donné de ce qui suit :

1. ...., débiteur consommateur, a fait une proposition de consommateur en vertu de l'article 66.13 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* le ....., et une copie de la proposition a été déposée auprès du séquestre officiel par ....., administrateur de la proposition, le .....

2. Sont annexés au présent avis les documents suivants :

a) une copie de la proposition de consommateur (formule 35.1);

b) une copie du rapport de l'administrateur concernant la proposition de consommateur qui a été déposé auprès du séquestre officiel le ..... (formule 35.2);

c) une formule de preuve de réclamation (formule 61).

3. En ma qualité d'administrateur, je ne suis tenu de convoquer une assemblée des créanciers que dans la mesure où, selon le cas :

a) dans les 30 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur, le séquestre officiel m'enjoint de convoquer une telle assemblée;

b) des créanciers représentant en valeur au moins 25 pour cent des réclamations prouvées en font la demande avant l'expiration des 30 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur.

4. Tout créancier qui a prouvé une réclamation et qui m'indique sa désapprobation de la proposition de consommateur dans les 30 jours suivant le dépôt de la proposition sera réputé avoir demandé une assemblée des créanciers.

5. Si, dans les 30 jours suivant le dépôt de la proposition de consommateur, je ne suis pas tenu de convoquer une assemblée des créanciers, la proposition de consommateur sera réputée, en vertu du paragraphe 66.18(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, avoir été acceptée par les créanciers.

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

FORM 36.1

Notice to Creditors of Consumer Proposal  
(Paragraph 66.14(b))

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

Take notice that:

1. ...., a consumer debtor, made a consumer proposal under section 66.13 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* on the ..... day of ....., ..... and a copy of the consumer proposal was filed with the Official Receiver by me, ....., the administrator of the consumer proposal, on the ..... day of ....., .....

2. Attached to this notice are the following documents:

(a) a copy of the consumer proposal (Form 35.1);

(b) a copy of the report of the administrator on the consumer proposal that was filed with the Official Receiver on the ..... day of ....., ..... (Form 35.2); and

(c) a form of proof of claim (Form 61).

3. As administrator, I will be required to call a meeting of creditors only if

(a) I am directed to do so by the Official Receiver within the 30-day period following the filing of the consumer proposal; or

(b) at the expiration of the 30-day period following the filing of the consumer proposal, creditors having in the aggregate at least 25 per cent in value of the proven claims have so requested.

4. Any creditor who has proved a claim and who indicates dissent from the consumer proposal to me prior to the expiration of the 30-day period following the filing of the consumer proposal shall be deemed to have requested a meeting of creditors.

5. If a meeting of creditors is not required to be called within the 30-day period following the filing of the consumer proposal, the consumer proposal shall, by virtue of subsection 66.18(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, be deemed to be accepted by the creditors.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator



---

FORMULE 36.2

**Avis de l'assemblée des créanciers relative  
à une proposition de consommateur**  
(paragraphe 66.15(3))

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

Avis est donné de ce qui suit :

1. Une assemblée des créanciers a été convoquée pour examiner la proposition de consommateur faite par ....., débiteur consommateur, dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le .....

2. L'assemblée des créanciers sera tenue à ....., le .....,  
à ..... heures.

3. Les créanciers peuvent par résolution ordinaire — tous étant, aux fins du vote, regroupés au sein de la même catégorie — accepter ou rejeter, sous réserve des droits des créanciers garantis, la proposition de consommateur telle qu'elle a été déposée ou sera modifiée à l'assemblée.

4. Sont annexées au présent avis une formule de votation (formule 38) et une formule de procuration (formule 59).

5. Pour avoir le droit de voter à l'assemblée, le créancier doit prouver sa réclamation avant le moment fixé pour l'assemblée.

6. Tout créancier qui a prouvé une réclamation peut m'indiquer s'il approuve ou désapprouve la proposition de consommateur pendant ou avant l'assemblée des créanciers, et toute approbation ou désapprobation que je reçois pendant ou avant l'assemblée aura le même effet que si le créancier était présent et avait voté à l'assemblée.

7. Si le quorum n'est pas atteint à l'assemblée des créanciers, la proposition de consommateur sera réputée avoir été acceptée par ceux-ci.

8. S'il y a acceptation — effective ou présumée — de la proposition de consommateur par les créanciers et si je ne reçois pas du séquestre officiel ou d'une autre partie intéressée, dans les 30 jours suivant l'acceptation, une demande de révision judiciaire de la proposition, celle-ci sera réputée avoir été approuvée par le tribunal.

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

---

FORM 36.2

**Notice of Meeting of Creditors  
to Consider Consumer Proposal**  
(Subsection 66.15(3))

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

Take notice that:

1. A meeting of creditors has been called to consider the consumer proposal made by ....., a consumer debtor, a copy of which was filed with the Official Receiver on the ..... day of ....., .....

2. The meeting of creditors will be held at ..... on the ..... day of ....., ..... at ..... o'clock in the .....noon.

3. The creditors may, by ordinary resolution, voting all as one class, accept or refuse the consumer proposal as filed or as altered at the meeting, subject to the rights of secured creditors.

4. Attached is a form of voting letter (Form 38) and a form of proxy (Form 59).

5. In order to be entitled to vote at the meeting, a creditor must prove a claim before the time appointed for the meeting.

6. Any creditor who has proved a claim may indicate assent to or dissent from the consumer proposal to me at or prior to the meeting of creditors and any assent or dissent received by me at or prior to the meeting will have effect as if the creditor were present and had voted at the meeting.

7. If there is no quorum at the meeting of creditors, the consumer proposal shall be deemed to be accepted by the creditors.

8. Where the consumer proposal is accepted or deemed to be accepted by the creditors and I am not requested by the Official Receiver or any other interested party within 30 days after the acceptance or deemed acceptance to apply to the court to have the consumer proposal reviewed, the consumer proposal shall be deemed to be approved by the court.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator

---

FORMULE 40.1

**Avis de l'audition d'une demande de révision judiciaire  
d'une proposition de consommateur  
(alinéa 66.23a)**

Le tribunal : ..... de ..... (province) en  
matière de faillite...

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

Avis est donné qu'une demande sera faite au tribunal, à ....., le  
....., à ..... heures, en vue de la révision de la proposition de consom-  
mateur du débiteur consommateur susnommé qui a été acceptée par les créanciers de celui-ci lors  
d'une assemblée tenue le ..... (ou qui est réputée avoir été acceptée par les  
créanciers de celui-ci en vertu de l'article 66.18 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*).

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

---

FORM 40.1

**Notice of Hearing of Application for Court Review  
of Consumer Proposal**  
*(Paragraph 66.23(a))*

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

Take notice that an application will be made to the Court at ..... on the ..... day of ....., ..... at ..... o'clock in the .....noon, to review the consumer proposal of the above-named consumer debtor that was accepted by the creditors of the consumer debtor at a meeting held on the ..... day of ....., ..... (or that is deemed to have been accepted by the creditors of the consumer debtor by virtue of section 66.18 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*).

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator

---

FORMULE 42.1

**Avis de l'intention de faire une proposition**  
(paragraphe 50.4(1))

Avis est donné de ce qui suit :

1. Je, ....., personne insolvable, conformément au paragraphe 50.4(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, signifie mon intention de faire une proposition à mes créanciers.

2. .... (nom du syndic), de ..... (adresse du syndic), syndic autorisé, a accepté d'exercer les fonctions de syndic dans le cadre de la proposition. Une copie de son acceptation est ci-annexée.

3. Est annexée au présent avis une liste portant le nom des créanciers connus ayant des réclamations d'une valeur de 250 \$ ou plus, ainsi que le montant de ces réclamations.

4. Conformément à l'article 69 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, les procédures engagées contre moi sont suspendues à compter de la date du dépôt du présent avis auprès du séquestre officiel de ma localité.

Fait à ....., le .....

.....  
Personne insolvable

---

À remplir par le séquestre officiel :

Date du dépôt .....

.....  
Séquestre officiel

---

FORM 42.1

**Notice of Intention To Make a Proposal**  
*(Subsection 50.4(1))*

Take notice that:

1. I, ....., an insolvent person, pursuant to subsection 50.4(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, intend to make a proposal to my creditors.

2. .... (name of trustee), of ..... (address of trustee), a licensed trustee, has consented to act as trustee under the proposal and a copy of the consent is attached hereto.

3. A list of the names of the known creditors with claims amounting to \$250 or more and the amounts of their claims is attached.

4. Pursuant to section 69 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, all proceedings against me are stayed as of the date of filing this notice with the Official Receiver in my locality.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Insolvent Person

---

To be completed by Official Receiver:

Filing Date: .....

.....  
Official Receiver

---

FORMULE 42.2

**Rapport du syndic sur l'état de l'évolution de l'encaisse**  
(alinéas 50(6)b) et 50.4(2)b))

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

L'état ci-annexé des projections sur l'évolution de l'encaisse de ..... (nom de la personne insolvable), en date du ....., qui porte sur ..... (précisez en donnant les dates pertinentes), a été établi par la direction de la personne insolvable aux fins mentionnées dans la note ....., à partir des hypothèses probables et conjecturales énoncées dans les notes .....

Pour effectuer notre examen, nous avons mené des enquêtes, des analyses et des discussions portant sur les renseignements que nous ont fournis la direction et les employés de la personne insolvable. Puisque les hypothèses conjecturales n'ont pas à être étayées, nous sommes limités à évaluer la pertinence par rapport à l'objet des projections. Nous avons également étudié les renseignements fournis par la direction à l'appui des hypothèses probables, ainsi que la préparation et la présentation des projections.

D'après notre examen, il n'y a rien qui nous porte à croire, quant aux points importants :

- a) que les hypothèses conjecturales ne cadrent pas avec l'objet des projections;
- b) que, à la date du présent rapport, les hypothèses probables émises par la direction ne sont pas convenablement étayées et ne cadrent pas avec les projets de la personne insolvable ou ne constituent pas un fondement raisonnable pour les projections, compte tenu des hypothèses conjecturales;
- c) que les projections ne reflètent pas les hypothèses probables et conjecturales.

Puisque les projections sont fondées sur des hypothèses concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés, même si les hypothèses conjecturales se réalisent, et les écarts peuvent être importants. En conséquence, nous ne pouvons affirmer avec certitude que les projections données se réaliseront.

Les projections ont été établies exclusivement pour ..... (usager prévu) aux fins mentionnées dans la note ....., et il est à signaler que ces projections peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 42.2

**Trustee's Report on Cash-flow Statement**  
*(Paragraphs 50(6)(b) and 50.4(2)(b))*

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

The attached statement of projected cash-flow of ..... (*name of insolvent person*), as of the ..... day of ....., ....., consisting of ..... (*describe, including relevant dates*), has been prepared by the management of the insolvent person for the purpose described in Note ....., using probable and hypothetical assumptions set out in Notes .....

Our review consisted of inquiries, analytical procedures and discussion related to information supplied to us by the management and employees of the insolvent person. Since hypothetical assumptions need not be supported, our procedures with respect to them were limited to evaluating whether they were consistent with the purpose of the projection. We have also reviewed the support provided by management for the probable assumptions and the preparation and presentation of the projection.

Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that, in all material respects:

- (a) the hypothetical assumptions are not consistent with the purpose of the projection;
- (b) as at the date of this report, the probable assumptions developed by management are not suitably supported and consistent with the plans of the insolvent person or do not provide a reasonable basis for the projection, given the hypothetical assumptions; or
- (c) the projection does not reflect the probable and hypothetical assumptions.

Since the projection is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented even if the hypothetical assumptions occur, and the variations may be material. Accordingly, we express no assurance as to whether the projection will be achieved.

The projection has been prepared solely for ..... (*state intended user*) for the purpose described in Note ..... and readers are cautioned that it may not be appropriate for other purposes.

Dated at ....., this ..... day of .....

.....  
Trustee



---

FORMULE 42.3

**Rapport de la personne insolvable sur l'état  
de l'évolution de l'encaisse**  
(alinéas 50(6)c) et 50.4(2)c)

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

La direction de ..... (nom de la personne insolvable) a émis les hypothèses et établi l'état ci-annexé des projections sur l'évolution de l'encaisse de la personne insolvable, en date du ....., qui portent sur ..... (précisez en donnant les dates pertinentes).

Les hypothèses conjecturales utilisées sont raisonnables et cadrent avec l'objet des projections mentionné dans la note ....., et les hypothèses probables sont convenablement étayées, cadrent avec les projets de la personne insolvable et constituent un fondement raisonnable pour les projections. Toutes ces hypothèses sont énoncées dans les notes .....

Puisque les projections sont fondées sur des hypothèses concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés, et les écarts peuvent être importants.

Les projections ont été établies exclusivement pour ..... (usager prévu) aux fins mentionnées dans la note ....., à partir d'un ensemble d'hypothèses probables et conjecturales énoncées dans les notes ..... En conséquence, il est à signaler que les projections peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Fait à ....., le .....

Nom de la personne insolvable

.....  
Nom et titre du signataire autorisé

.....  
Nom et titre du signataire autorisé

---

FORM 42.3

**Insolvent Person's Report  
on Cash-flow Statement**  
*(Paragraphs 50(6)(c) and 50.4(2)(c))*

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

The management of ..... *(name of insolvent person)* has developed the assumptions and prepared the attached statement of projected cash-flow of the insolvent person, as of the ..... day of ....., ..... consisting of ..... *(describe, including relevant dates)*.

The hypothetical assumptions are reasonable and consistent with the purpose of the projection described in Note ....., and the probable assumptions are suitably supported and consistent with the plans of the insolvent person and provide a reasonable basis for the projection. All such assumptions have been disclosed in Notes .....

Since the projection is based on assumptions regarding future events, actual results will vary from the information presented and the variations may be material.

The projection has been prepared solely for ..... *(state intended user)* for the purpose described in Note ....., using a set of probable and hypothetical assumptions set out in Notes ..... Consequently, readers are cautioned that it may not be appropriate for other purposes.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

Name of Insolvent Person

.....  
Name and Title of Signing Officer

.....  
Name and Title of Signing Officer

---

FORMULE 42.4

**Rapport du syndic sur le non-dépôt d'un état  
de l'évolution de l'encaisse ou d'une proposition**  
(alinéa 50.4(8)b))

Je, ....., de ....., syndic désigné dans l'avis de l'intention de faire une proposition déposé par ....., personne insolvable, fais rapport au séquestre officiel et au surintendant de ce qui suit :

1. La personne insolvable susnommée a, le ....., déposé auprès du séquestre officiel un avis de son intention de faire une proposition.

2. Je n'ai reçu :

(Cochez ce qui s'applique.)

- ( ) aucun état des projections sur l'évolution de l'encaisse dans les 10 jours suivant la date du dépôt de l'avis d'intention.
- ( ) aucune proposition dans les 30 jours suivant la date du dépôt de l'avis d'intention ou dans le délai supérieur accordé par le tribunal aux termes du paragraphe 50.4(9) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*. (Si un délai supérieur a été accordé par le tribunal, annexez l'ordonnance.)

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

FORM 42.4

**Report of Trustee on Non-filing  
of Cash-flow Statement or Proposal**  
*(Paragraph 50.4(8)(b))*

I, ....., of ....., the trustee under a notice of intention to make a proposal filed by ....., an insolvent person, hereby report to the Official Receiver and the Superintendent as follows:

1. That the above-named insolvent person did on the ..... day of ....., ..... file with the Official Receiver a notice of intention to make a proposal.

2. That I did not receive

*(Check appropriate description.)*

- any projected cash-flow statement within 10 days after the filing of the notice of intention.
- any proposal within the period of 30 days after the day on which the notice of intention was filed or within any extension of that period granted by the court under subsection 50.4(9) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*. *(If an extension of time has been granted by the court, attach a copy of the court order.)*

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 42.5

**Certificat de cession**  
(alinéa 50.4(8)b))

Je, ....., séquestre officiel de la division de faillite n° ..... du district de faillite de ....., atteste ce qui suit :

1. Le ..... (date), ....., personne insolvable, a déposé auprès de moi un avis de son intention de faire une proposition.

2. Je n'ai reçu :

(Cochez ce qui s'applique.)

- ( ) aucun état des projections sur l'évolution de l'encaisse dans les 10 jours suivant la date du dépôt de l'avis d'intention.
- ( ) aucune proposition dans les 30 jours suivant la date du dépôt de l'avis d'intention ou dans le délai supérieur accordé par le tribunal aux termes du paragraphe 50.4(9) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

3. La personne insolvable susnommée est réputée, en vertu du paragraphe 50.4(8) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, avoir fait une cession le ..... (Inscrivez : a) soit la date du dépôt de l'avis d'intention; b) soit la date du dépôt, le cas échéant, de la première pétition en vue d'une ordonnance de séquestre, dans le cas où ce dépôt a précédé celui de l'avis d'intention).

Fait à ....., le .....

.....  
Séquestre officiel

---

FORM 42.5

**Certificate of Assignment**  
*(Paragraph 50.4(8)(b))*

I, ....., Official Receiver in and for Bankruptcy Division No..... of the Bankruptcy District of ....., do hereby certify:

1. That on the ..... day of ....., ....., an insolvent person, filed with me a notice of intention to make a proposal.

2. That I did not receive from the trustee under the notice of intention to make a proposal

*(Check appropriate description.)*

- any projected cash-flow statement within 10 days after the filing of the notice of intention.
- any proposal within the period of 30 days after the day on which the notice of intention was filed or within any extension of that period granted by the court under subsection 50.4(9) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

3. That the above-named insolvent person is deemed, pursuant to subsection 50.4(8) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to have made an assignment on the ..... day of ....., .....  
*(Insert the earlier of: (a) the day on which the notice of intention was filed; and (b) the day on which the first petition, if any, for a receiving order in respect of the insolvent person was filed).*

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Official Receiver

---

À inscrire au verso du certificat de cession :

Vous, ....., failli nommé dans le présent certificat, êtes tenu, en vertu de l'article 158 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, de vous présenter au bureau de ....., séquestre officiel, situé au ....., à ....., le ....., à ..... heures, pour répondre aux questions concernant votre conduite, les causes de votre faillite et l'aliénation de vos biens que pourra vous poser le séquestre officiel. Sachez que, à défaut de vous présenter à cet interrogatoire, le tribunal pourra, par mandat, vous faire arrêter et amener pour être interrogé, et pourra ordonner votre incarcération pour une période maximale de trois ans.

.....  
Séquestre officiel

(Dans le cas d'une personne morale en faillite)

Vous, ....., ..... de la personne morale en faillite nommée dans le présent certificat, êtes tenu, en vertu de l'article 159 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, de vous présenter au bureau de ....., séquestre officiel, situé au ....., à ....., le ....., à ..... heures, pour répondre aux questions concernant la conduite de la personne morale susnommée, les causes de sa faillite et l'aliénation de ses biens que pourra vous poser le séquestre officiel. Sachez que, à défaut de vous présenter à cet interrogatoire, le tribunal pourra, par mandat, vous faire arrêter et amener pour être interrogé et pourra ordonner votre incarcération pour une période maximale de trois ans.

.....  
Séquestre officiel

---

*Endorsements on Certificate of Assignment*

You, ....., the bankrupt named herein, are required, pursuant to section 158 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to attend at the office of ....., the Official Receiver, ..... Street, ....., on the ..... day of ....., ..... at the hour of ..... o'clock in the .....noon, there to answer such questions with respect to your conduct, the causes of your bankruptcy and the disposition of your property as may be put by the Official Receiver, and take notice that if you fail to present yourself for examination, the Court may by warrant cause you to be apprehended and brought up for examination and may order you to be imprisoned for a term not exceeding three years.

.....  
Official Receiver

*(In the case of a bankrupt corporation)*

You, ....., being the ..... of the bankrupt corporation named herein, are required, pursuant to section 159 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to attend at the office of ....., the Official Receiver, ..... Street, ..... on the ..... day of ....., ..... at the hour of ..... o'clock in the .....noon, there to answer such questions with respect to the conduct of the bankrupt corporation, the causes of its bankruptcy and the disposition of its property as may be put by the Official Receiver, and take notice that if you fail to present yourself for examination, the Court may by warrant cause you to be apprehended and brought up for examination and may order you to be imprisoned for a term not exceeding three years.

.....  
Official Receiver



---

FORMULE 42.6

**Rapport de l'administrateur concernant la proposition de consommateur  
et la conduite du débiteur consommateur**  
(alinéa 66.23c))

Le tribunal : ..... de ..... (province) en  
matière de faillite

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

Je, ....., de ....., administrateur de la  
proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur, fais rapport au  
tribunal de ce qui suit :

1. Le débiteur consommateur susnommé a fait une proposition de consommateur le  
....., dont une copie est ci-annexée, et j'ai déposé une copie de la proposition  
auprès du séquestre officiel le .....

2. J'ai déposé auprès du séquestre officiel le ..... un rapport concernant la  
proposition de consommateur (formule 35.2), dont une copie est ci-annexée.

3. J'ai transmis à tous les créanciers connus du débiteur consommateur une copie de la proposition  
de consommateur, une copie du rapport concernant la proposition de consommateur (formule 35.2),  
une formule de preuve de réclamation (formule 61), la liste des créanciers du débiteur consommateur  
dont la valeur des réclamations excède 250 \$ et la déclaration portant sur l'assemblée des créanciers  
visée au sous-alinéa 66.14b)(v) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

4. La proposition de consommateur est réputée avoir été acceptée par les créanciers du débiteur  
consommateur en vertu de l'article 66.18 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (ou les créanciers du  
débiteur consommateur ont accepté la proposition de consommateur lors d'une assemblée tenue le  
....., et une copie du procès-verbal de cette assemblée est ci-annexée).

5. Le séquestre officiel (ou ....., une partie intéressée) a demandé, dans les  
30 jours suivant l'acceptation présumée (ou l'acceptation effective) par les créanciers de la proposition  
de consommateur, que je demande au tribunal de réviser la proposition de consommateur pour les  
motifs suivants :

*(Énoncez les motifs donnés par le séquestre officiel ou toute autre partie intéressée  
à l'appui de la demande de révision.)*

6. J'ai changé d'avis quant aux points suivants de la proposition de consommateur, dont il est fait  
état dans mon rapport (formule 35.2) :

*(Spécifiez quels sont les changements et donnez les motifs à l'appui.)*

**Report of Administrator on Consumer Proposal  
and Conduct of Consumer Debtor**  
*(Paragraph 66.23(c))*

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

I, ....., of ....., the administrator of the consumer proposal of ....., a consumer debtor, hereby report to the Court as follows:

1. That the above-named consumer debtor made a consumer proposal on the ..... day of ....., a copy of which is attached to this report, and that I filed a copy of the consumer proposal with the Official Receiver on the ..... day of .....

2. That I filed a report on the consumer proposal (Form 35.2) with the Official Receiver on the ..... day of ....., a copy of which is attached to this report.

3. That I sent to every known creditor of the consumer debtor a copy of the consumer proposal, a copy of the report on the consumer proposal (Form 35.2), a form of proof of claim (Form 61), a list of the creditors of the consumer debtor whose claims exceed \$250 and the statement respecting a meeting of creditors referred to in subparagraph 66.14(b)(v) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

4. That the consumer proposal is deemed to have been accepted by the creditors of the consumer debtor by virtue of section 66.18 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (or the consumer proposal was accepted by the creditors of the consumer debtor at a meeting held on the ..... day of ....., and a copy of the minutes of the meeting of creditors is attached to this report).

5. That the Official Receiver (or ....., an interested party) requested, within 30 days after the day of deemed acceptance (or acceptance) of the consumer proposal by the creditors, that I apply to the Court to have the consumer proposal reviewed on the following grounds:

*(Set out the grounds given by the Official Receiver or other interested party for requesting the review.)*

6. That I have changed my opinions on the consumer proposal expressed in my report (Form 35.2) in the following respects:

*(Set out the changes in the administrator's opinions and give reasons for the changes.)*

---

7. Je suis d'avis que la conduite du débiteur consommateur est (ou n'est pas) répréhensible en ce qui concerne :

*(Donnez les motifs justifiant votre opinion, en tenant compte de la conduite du débiteur consommateur tant avant qu'après le dépôt de la proposition de consommateur.)*

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

---

7. That I am of the opinion that the conduct of the consumer debtor is (or is not) subject to censure in the following respects:

*(Set out the reasons for this opinion, which should be based on the conduct of the consumer debtor both before and after the filing of the consumer proposal.)*

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator

---

FORMULE 42.7

**Avis de l'état de la proposition de consommateur**  
(article 66.27)

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur :

Destinataires : ....., débiteur consommateur  
Tous les créanciers connus du débiteur consommateur  
Le séquestre officiel

Avis est donné que la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur, faite le ....., dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le .....

(Cochez ce qui s'applique.)

- ( ) a été acceptée ou est réputée avoir été acceptée par les créanciers du débiteur consommateur.
- ( ) a été rejetée par les créanciers du débiteur consommateur.
- ( ) a été approuvée ou est réputée avoir été approuvée par le tribunal : ..... de ..... (*province*) en matière de faillite.
- ( ) a été rejetée par le tribunal : ..... de ..... (*province*) en matière de faillite.
- ( ) a été retirée par le débiteur consommateur.

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

---

FORM 42.7

**Notice of Status of Consumer Proposal**  
(Section 66.27)

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

To: ....., the consumer debtor  
All known creditors of the consumer debtor  
The Official Receiver

Take notice that the consumer proposal of ....., a consumer debtor, made on the ..... day of ....., a copy of which was filed with the Official Receiver on the ..... day of ....., has been

*(Check appropriate description.)*

- accepted or deemed to be accepted by the creditors of the consumer debtor.
- refused by the creditors of the consumer debtor.
- approved or deemed to be approved by the ..... Court of ..... In Bankruptcy.
- refused by the ..... Court of ..... In Bankruptcy.
- withdrawn by the consumer debtor.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator

---

FORMULE 47.1

**Avis du défaut d'exécution d'une proposition**  
(*article 62.1*)

Dans l'affaire de la proposition de ....., personne insolvable :

Avis est donné de ce qui suit :

1. Il y a défaut d'exécution d'une des dispositions de la proposition de .....,  
personne insolvable, dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le  
.....

2. Les inspecteurs (*ou à défaut d'inspecteurs*, les créanciers) ne font pas abstraction du défaut et la  
personne insolvable a omis de remédier au défaut dans les 30 jours suivant le premier jour de défaut.

3. Le syndic soussigné agissant relativement à la proposition a l'intention de demander sa  
libération sans annuler la proposition.

4. Les créanciers peuvent entamer des procédures pour faire annuler la proposition et mettre la  
personne insolvable en faillite à leurs frais.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 47.1

**Notice of Default in the Performance of a Proposal**  
(Section 62.1)

In the matter of the proposal of ....., an insolvent person

Take notice that:

1. There has been default in the performance of a provision in the proposal of ....., an insolvent person, a copy of which proposal was filed with the Official Receiver on the ..... day of ....., .....

2. The default was not waived by the inspectors (*or, if there are no inspectors, by the creditors*) and was not remedied by the insolvent person within 30 days after the day on which the default was made.

3. The undersigned trustee acting with respect to the proposal intends to apply for a discharge without annulling the proposal.

4. Creditors may take proceedings to annul the proposal and place the insolvent person in bankruptcy at their own expense.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee



---

FORMULE 48.1

**Ordonnance annulant une proposition de consommateur**  
(*article 66.3*)

Le tribunal : ..... de ..... (*province*) en  
matière de faillite

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

À la demande de ....., administrateur de la proposition de consom-  
mateur de ....., débiteur consommateur (*ou créancier de*  
....., débiteur consommateur), après avoir lu la demande de l'administrateur  
(*ou du créancier*), après avoir entendu ....., et comme il appert que le débiteur  
consommateur susnommé n'a pas exécuté toutes les dispositions de la proposition de consommateur  
(*ou que le débiteur consommateur n'était pas, au moment du dépôt de la proposition de consom-*  
*mateur, habilité à la faire ou que la proposition de consommateur ne peut être maintenue sans injustice*  
*ni retard indu ou que l'approbation du tribunal a été obtenue par fraude ou que le débiteur consom-*  
*mateur a été déclaré coupable de l'infraction suivante à la Loi sur la faillite et l'insolvabilité après*  
*l'acceptation ou l'approbation de la proposition de consommateur :*  
.....);

Il est ordonné que la proposition de consommateur, approuvée par l'ordonnance rendue par le  
tribunal le ....., soit annulée.

Fait à ....., le .....

.....  
Juge du tribunal

**Order Annulling Consumer Proposal**  
(Section 66.3)

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

Upon the application of ....., the administrator of the consumer proposal of ....., a consumer debtor (or a creditor of ....., a consumer debtor); upon reading the application of the said administrator (or creditor); upon hearing .....; and as it appears that the above-named consumer debtor has defaulted in the performance of a provision in the consumer proposal (or that the consumer debtor was not eligible to make a consumer proposal when the consumer proposal was filed or that the consumer proposal cannot continue without injustice or undue delay or that the approval of the Court was obtained by fraud or that the consumer debtor was convicted of the following offence under the *Bankruptcy and Insolvency Act* after the consumer proposal was accepted or approved: .....

It is ordered that the consumer proposal approved by order of this Court dated the ..... day of ....., ..... is hereby annulled.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Judge of the Court

FORMULE 48.2

**Avis aux créanciers de l'annulation de la proposition de consommateur**  
(paragraphe 66.3(4))

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur :

Avis est donné que le tribunal : ..... de ..... (province) en matière de faillite, par son ordonnance du ....., a annulé la proposition de consommateur faite par le débiteur consommateur susnommé le ....., dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le .....

Le tribunal a annulé la proposition de consommateur à la demande de ....., administrateur de la proposition (ou créancier du débiteur consommateur).

La proposition de consommateur a été annulée pour les motifs suivants :

(Cochez les motifs qui s'appliquent.)

- ( ) Le débiteur consommateur n'a pas exécuté toutes les dispositions de la proposition de consommateur.
- ( ) Le débiteur consommateur n'était pas, au moment du dépôt de la proposition de consommateur, habilité à la faire.
- ( ) La proposition de consommateur ne pouvait être maintenue sans injustice ni retard indu.
- ( ) L'approbation du tribunal a été obtenue par fraude.
- ( ) Le débiteur consommateur a été déclaré coupable d'une infraction à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* après l'acceptation ou l'approbation de la proposition de consommateur.

Par suite de l'annulation de la proposition de consommateur :

a) le débiteur consommateur n'est pas habilité à faire une autre proposition de consommateur avant que toutes les réclamations pour lesquelles des preuves de réclamation ont été produites aient été payées intégralement ou aient été éteintes en application du paragraphe 178(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;

b) les droits des créanciers renaissent jusqu'à concurrence du montant de leurs réclamations, déduction faite toutefois des dividendes reçus.

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

FORM 48.2

**Notice to Creditors of Annulment of Consumer Proposal**  
(Subsection 66.3(4))

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

Take notice that the ..... Court of .....  
In Bankruptcy, by order dated the ..... day of ....., has annulled the consumer  
proposal made by the above-named consumer debtor on the ..... day of .....,  
a copy of which was filed with the Official Receiver on the ..... day of .....

The consumer proposal was annulled by the Court on the application of  
....., the administrator of the proposal (or a creditor of the consumer debtor).

The consumer proposal was annulled on the grounds that

(Check appropriate grounds.)

- ( ) default was made by the consumer debtor in the performance of a provision in the consumer proposal.
- ( ) the consumer debtor was not eligible to make a consumer proposal when the consumer proposal was filed.
- ( ) the consumer proposal could not continue without injustice or undue delay.
- ( ) the approval of the Court was obtained by fraud.
- ( ) the consumer debtor was convicted of an offence under the *Bankruptcy and Insolvency Act* after the consumer proposal was accepted or approved.

As a consequence of the annulment of the consumer proposal,

(a) the consumer debtor may not make another consumer proposal until all claims for which proofs of claim were filed and accepted are either paid in full or are extinguished by the operation of subsection 178(2) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*; and

(b) the rights of the creditors of the consumer debtor are revived for the amount of their claims less any dividends received.

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Administrator

---

FORMULE 48.3

**Rapport de l'administrateur concernant l'annulation  
de la proposition de consommateur**  
(paragraphe 66.3(4))

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

Avis est donné que le tribunal : ..... de ..... (province)  
en matière de faillite, par son ordonnance du ....., dont une copie est ci-  
annexée, a annulé la proposition de consommateur faite par le débiteur consommateur susnommé le  
....., dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel  
le .....

Le tribunal a annulé la proposition de consommateur à la demande de .....,  
administrateur de la proposition (ou créancier du débiteur consommateur).

La proposition de consommateur a été annulée pour les motifs suivants :

(Cochez les motifs qui s'appliquent.)

- ( ) Le débiteur consommateur n'a pas exécuté toutes les dispositions de la proposition de consommateur.
- ( ) Le débiteur consommateur n'était pas, au moment du dépôt de la proposition de consommateur, habilité à la faire.
- ( ) La proposition de consommateur ne pouvait être maintenue sans injustice ni retard indu.
- ( ) L'approbation du tribunal a été obtenue par fraude.
- ( ) Le débiteur consommateur a été déclaré coupable d'une infraction à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* après l'acceptation ou l'approbation de la proposition de consommateur.

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

FORM 48.3

**Report of Administrator on Annulment  
of Consumer Proposal**  
*(Subsection 66.3(4))*

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

Take notice that the ..... Court of .....  
In Bankruptcy, by order dated the ..... day of ....., a copy of which is attached to this  
report, has annulled the consumer proposal made by the above-named consumer debtor on the .....  
day of ....., a copy of which was filed with the Official Receiver on the .....  
day of .....

The consumer proposal was annulled by the Court on the application of  
....., the administrator of the proposal (or a creditor of the consumer debtor).

The consumer proposal was annulled on the grounds that

*(Check appropriate grounds.)*

- default was made by the consumer debtor in the performance of a provision in the  
consumer proposal.
- the consumer debtor was not eligible to make a consumer proposal when the  
consumer proposal was filed.
- the consumer proposal could not continue without injustice or undue delay.
- the approval of the Court was obtained by fraud.
- the consumer debtor was convicted of an offence under the *Bankruptcy and Insolvency  
Act* after the consumer proposal was accepted or approved.

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Administrator

---

FORMULE 48.4

**Avis aux créanciers de l'annulation présumée  
de la proposition de consommateur**  
(paragraphe 66.31(1))

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

Destinataires : Créanciers de ....., débiteur consommateur

Avis est donné de ce qui suit :

1. ...., débiteur consommateur, est en défaut de paiement depuis au moins  
trois mois dans le cadre de la proposition de consommateur faite par lui le .....,  
dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le .. Ce défaut est décrit  
ci-après :

(Donnez des précisions sur le défaut de paiement.)

2. Vu que le tribunal : ..... de ..... (province) en matière  
de faillite n'en a pas ordonné autrement et qu'aucune modification de la proposition de consommateur  
n'a été déposée antérieurement, la proposition de consommateur est réputée être annulée en vertu du  
paragraphe 66.31(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* à compter du .....

3. Par suite de l'annulation présumée de la proposition de consommateur :

a) le débiteur consommateur n'est pas habilité à faire une autre proposition de consommateur  
avant que toutes les réclamations pour lesquelles des preuves de réclamation ont été produites  
aient été payées intégralement ou aient été éteintes en application du paragraphe 178(2) de la *Loi  
sur la faillite et l'insolvabilité*;

b) les droits des créanciers renaissent jusqu'à concurrence du montant de leurs réclamations,  
déduction faite toutefois des dividendes reçus.

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

---

FORM 48.4

**Notice to Creditors of Deemed Annulment  
of Consumer Proposal**  
(Subsection 66.31(1))

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

To: The creditors of ....., a consumer debtor

Take notice that:

1. ...., a consumer debtor, is in default to the extent of at least three months payments under a consumer proposal made by the consumer debtor on the ..... day of ....., ....., a copy of which was filed with the Official Receiver on the ..... day of ....., ....., as follows:

(Give details of default.)

2. The ..... Court of ..... In Bankruptcy having made no order to the contrary and no amendment to the consumer proposal having previously been filed, the consumer proposal is deemed to have been annulled, by virtue of subsection 66.31(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, on the ..... day of ....., .....

3. As a consequence of the deemed annulment of the consumer proposal,

(a) the consumer debtor may not make another consumer proposal until all claims for which proofs of claim were filed and accepted are either paid in full or are extinguished by the operation of subsection 178(2) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*; and

(b) the rights of the creditors of the consumer debtor are revived for the amount of their claims less any dividends received.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator



---

FORMULE 48.5

**Rapport de l'administrateur concernant l'annulation présumée  
de la proposition de consommateur**  
*(paragraphe 66.31(1))*

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

Avis est donné de ce qui suit :

1. La proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur,  
faite le ....., dont une copie a été déposée auprès du séquestre officiel le  
....., est réputée être annulée en vertu du paragraphe 66.31(1) de la *Loi sur la  
faillite et l'insolvabilité* à compter du .....

2. La proposition de consommateur est réputée être annulée au motif que le débiteur consom-  
mateur est en défaut de paiement depuis au moins trois mois dans le cadre de la proposition, lequel  
défaut est décrit ci-après :

*(Donnez des précisions sur le défaut de paiement.)*

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

---

FORM 48.5

**Report of Administrator on Deemed Annulment  
of Consumer Proposal**  
(Subsection 66.31(1))

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

Take notice that:

1. The consumer proposal of ....., a consumer debtor, made on the ..... day of ....., a copy of which was filed with the Official Receiver on the ..... day of ....., is deemed to have been annulled by virtue of subsection 66.31(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* on the ..... day of .....

2. The consumer proposal was deemed to be annulled on the grounds that the consumer debtor was in default to the extent of at least three months payments under the consumer proposal as follows:

*(Give details of default.)*

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Administrator

---

FORMULE 49.1

**Avis de résiliation d'un bail — locataire commercial**  
(*article 65.2*)

Destinataire : ....., locateur

Avis est donné de ce qui suit :

1. Une proposition (*ou un avis de l'intention de faire une proposition*) relative au locataire commercial soussigné a été déposée le ....., conformément au paragraphe 62(1) (*ou 50.4(1)*) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

2. Le locataire commercial soussigné vous donne, en votre qualité de locateur, un préavis de 30 jours de sa résiliation du bail signé le ....., aux termes duquel il a pris possession du bien situé au .....

3. La résiliation du bail prendra effet le .....

4. Avant la prise d'effet de la résiliation, vous pouvez demander au tribunal, dans les 15 jours suivant la date de réception du présent avis, de déclarer le paragraphe 65.2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* inapplicable au bail susmentionné.

5. Si vous faites une telle demande, le tribunal, sur avis donné aux parties qu'il indiquera, rendra l'ordonnance souhaitée, sauf si le locataire commercial soussigné le convainc que, sans la résiliation du bail susmentionné et de tout autre bail faisant l'objet d'un avis de résiliation donné par le locataire aux termes du paragraphe 65.2(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, il ne serait pas en mesure de faire une proposition viable ou que la proposition déjà faite ne serait pas viable.

Fait à ....., le .....

.....  
Locataire commercial

---

FORM 49.1

**Notice of Repudiation of Lease by Commercial Tenant**  
(Section 65.2)

To ....., Landlord

Take notice that:

1. A proposal (or a notice of intention to make a proposal) in respect of the undersigned commercial tenant was filed under subsection 62(1) (or 50.4(1)) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* on the ..... day of ....., .....

2. The undersigned commercial tenant hereby gives you, the landlord, 30 days notice that the tenant will repudiate the lease signed on the ..... day of ....., ....., which lease granted possession of the property situated at .....  
.....

3. The repudiation of the lease will become effective on the ..... day of ....., .....

4. Before the repudiation becomes effective, you may apply to the court, within 15 days after the day on which this notice is received, for a declaration that subsection 65.2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act* does not apply in respect of the lease mentioned above.

5. If you make such an application, the court, on notice to such parties as it may direct, shall make such a declaration unless the undersigned commercial tenant satisfies the court that the tenant would not be able to make a viable proposal, or that the proposal would not be viable, without the repudiation of the lease mentioned above and all other leases in respect of which the tenant has given a notice of repudiation pursuant to subsection 65.2(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Commercial Tenant

---

FORMULE 49.2

**Certificat d'exécution intégrale d'une proposition**  
(*article 65.3*)

Dans l'affaire de la proposition de ....., débiteur :

Je, ....., syndic agissant *in re* : la proposition de ....., débiteur, certifie que le débiteur, le ....., a exécuté intégralement les dispositions de sa proposition, telle qu'elle a été déposée auprès du séquestre officiel le ..... (et modifiée le .....)

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 49.2

**Certificate of Full Performance of Proposal**  
(Section 65.3)

In the matter of the proposal of ....., a debtor

The undersigned ....., the trustee acting *in re* the proposal of ....., a debtor, hereby certifies that the debtor has, as of the ..... day of ....., fully performed the provisions of the debtor's proposal, as filed with the Official Receiver on the ..... day of ..... (and as amended on the ..... day of .....).

Dated at ..... this ..... day of .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 49.3

**Certificat d'exécution intégrale d'une proposition de consommateur**  
(*article 66.38*)

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur :

Je, ....., administrateur de la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur, certifie que le débiteur consommateur, le ....., a exécuté intégralement les dispositions de sa proposition de consommateur, telle qu'elle a été déposée auprès du séquestre officiel le ..... (et modifiée le .....

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

---

FORM 49.3

**Certificate of Full Performance of Consumer Proposal**  
(Section 66.38)

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

I, ....., the administrator of the consumer proposal of ....., a consumer debtor, hereby certify that the consumer debtor has, as of the ..... day of ....., fully performed the provisions of the consumer debtor's proposal, as filed with the Official Receiver on the ..... day of ....., (and as amended on the ..... day of ....., ..).

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator



---

FORMULE 50.1

**Avis du syndic exigeant la production d'une preuve de garantie**  
*(paragraphe 128(1))*

Dans l'affaire de la faillite de .....

Avis est donné de ce qui suit :

1. Je vous enjoins, en vertu de l'article 128 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, de produire auprès de moi une preuve de garantie (formule 61) concernant toute garantie que vous détenez sur les biens de ....., failli, dont la description figure ci-après :

*(Donnez une description des biens visés.)*

2. La preuve de garantie doit contenir des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez.

3. À moins que vous ne produisiez auprès de moi une preuve de la garantie que vous détenez sur les biens visés, établie selon la formule 61, dans les 30 jours suivant la date de signification ou d'expédition du présent avis, je peux, sur permission du tribunal, me départir de ces biens, ceux-ci étant dès lors libres de telle garantie.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 50.1

**Notice by Trustee Requiring Filing of Proof of Security**  
(Subsection 128(1))

In the matter of the bankruptcy of .....

Take notice that:

1. You are hereby required, pursuant to section 128 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, to file with me a proof of security (Form 61) relating to any security that you hold on the property of ....., a bankrupt, which property is described below:

*(Describe the property.)*

2. The proof of security must give full particulars of the security, including the date on which it was given and the value at which you assess it.

3. Unless you file with me a proof of your security on the property in Form 61 within 30 days after the day on which this notice is served or sent, I may, with leave of the court, sell or otherwise dispose of the property, free of your security.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 51.1

**Préavis de la première assemblée des créanciers  
et de la libération automatique du failli (première faillite)**  
(paragraphe 102(1) et alinéas 155h) et 168.1(1)a.1))

Dans l'affaire de la faillite de .....

Avis est donné de ce qui suit :

1. .... (nom du failli) a déposé une cession (ou une ordonnance de séquestre a été rendue à l'égard de .....(nom du failli)) le ..... et le soussigné, ..... (nom du syndic), a été nommé syndic de l'actif du failli par le séquestre officiel (ou par le tribunal), sous réserve de la confirmation par les créanciers de sa nomination ou sous réserve de la nomination par ceux-ci d'un syndic de remplacement.

2. La première assemblée des créanciers du failli sera tenue le ....., à ..... heures, au bureau de ....., séquestre officiel, situé au ..... (ou à tel autre endroit que peut fixer le séquestre officiel). Chaque créancier doit, pour avoir le droit de voter à l'assemblée, déposer auprès de moi avant l'assemblée une preuve de réclamation et, au besoin, une procuration. Sont annexées au présent avis une formule de preuve de réclamation (formule 61) et une formule de procuration générale (formule 59).

3. Les créanciers doivent prouver leur réclamation à l'égard de l'actif du failli pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif.

4. En vertu de l'article 168.1 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, le failli, un particulier qui fait faillite pour la première fois, sera automatiquement libéré le ..... (inscrivez la date qui correspond à l'expiration d'un délai de neuf mois suivant la date à laquelle le failli a fait la cession ou à laquelle l'ordonnance de séquestre a été rendue ou, dans le cas d'un particulier qui est devenu un failli plus de sept mois avant l'entrée en vigueur de l'article 168.1, inscrivez la date qui correspond à l'expiration d'un délai de deux mois après la date d'entrée en vigueur de cet article), à moins que le surintendant des faillites, le syndic de l'actif du failli ou un créancier du failli ne donne avant cette date un préavis de son opposition à la libération du failli.

5. Tout créancier qui entend s'opposer à la libération du failli doit donner un préavis de son opposition, avec motifs à l'appui, au surintendant des faillites, au syndic de l'actif du failli et au failli, avant le ..... (inscrivez la date indiquée au paragraphe 4). En cas d'opposition à la libération du failli, le syndic demandera sans délai au tribunal une convocation pour une audition de l'opposition de la façon prévue par la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

**Notice of First Meeting of Creditors  
and of Impending Automatic Discharge of First-time Bankrupt**  
*(Subsection 102(1) and paragraphs 155(h) and 168.1(1)(a.1))*

In the matter of the bankruptcy of .....

Take notice that:

1. .... *(name of bankrupt)* filed an assignment *(or A receiving order was made against* ..... *(name of bankrupt))* on the ..... day of ....., ..... and the undersigned, ..... *(name of trustee)*, was appointed as trustee of the estate of the bankrupt by the Official Receiver *(or the court)*, subject to the affirmation by the creditors of the trustee's appointment or the substitution of another trustee by the creditors.

2. The first meeting of creditors of the bankrupt will be held on the ..... day of ....., ..... at ..... o'clock in the .....noon at the office of ....., the Official Receiver, at ..... *(or at such other place as may be fixed by the Official Receiver)*. To be entitled to vote at the meeting, a creditor must lodge with me, prior to the meeting, a proof of claim and, where necessary, a proxy. Attached to this notice is a form of proof of claim (Form 61) and a form of general proxy (Form 59).

3. Creditors must prove their claims against the estate of the bankrupt in order to share in any distribution of the proceeds realized from the estate.

4. Pursuant to section 168.1 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, the bankrupt, being an individual who has never before been bankrupt, will be entitled to an automatic discharge on the ..... day of ....., ..... *(insert the date that is nine months after the date on which the assignment or the receiving order was made or, in the case of an individual who became bankrupt more than seven months before the coming into force of section 168.1, insert the date that is two months after the date on which that section came into force)* unless the Superintendent of Bankruptcy, the trustee of the estate of the bankrupt or a creditor of the bankrupt gives notice of intended opposition to the discharge of the bankrupt prior to that date.

5. Any creditor who intends to oppose the discharge of the bankrupt shall give notice of the intended opposition, stating the grounds therefor, to the Superintendent of Bankruptcy, the trustee of the estate of the bankrupt and the bankrupt at any time prior to the ..... day of ....., ..... *(insert the same date as in paragraph 4)*. Where the discharge of the bankrupt is opposed, the trustee will forthwith apply to the court for an appointment for the hearing of the opposition in the manner prescribed by the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 63.1

**Demande de reprise de possession de marchandises**  
(alinéa 81.1(1)a)

Dans l'affaire de la faillite (ou de la mise sous séquestre des biens) de .....

Destinataire : ....., acheteur (ou syndic ou séquestre)

Je, ....., de ..... (adresse), (ou en qualité de ..... de .....,) fournisseur, demande d'avoir accès aux marchandises décrites ci-après et d'en reprendre possession, lesquelles ont été vendues et livrées à ....., acheteur, aux dates et aux conditions indiquées dans les documents ci-joints :

*(Annexez une copie des documents relatifs à la vente — facture, bordereau de livraison, etc. — et donnez une description suffisante des marchandises.)*

L'acheteur, ayant fait une cession qui a été déposée auprès du séquestre officiel le ..... (ou ayant été déclaré un failli selon une ordonnance de séquestre rendue le ....., ou dont les biens sont visés par la nomination d'un séquestre faite le .....,) ou le syndic (ou le séquestre) est tenu d'accorder mainlevée à l'égard des marchandises susmentionnées, conformément au paragraphe 81.1(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Fait à ....., le .....

.....  
Fournisseur

FORM 63.1

**Demand for Repossession of Goods**  
*(Paragraph 81.1(1)(a))*

In the matter of the bankruptcy (or receivership of the property) of .....

To: ....., purchaser (or trustee or receiver)

I, ....., of ..... (address), (or as ..... of .....,) supplier, hereby demand access to and repossession of the goods described below, which were sold and delivered to ....., the purchaser, on the dates and in accordance with the terms indicated in the attached documents:

*(Attach copies of documents of sale (i.e., invoice, delivery slip, etc.) and provide a description of the goods that is sufficient to enable them to be identified.)*

The purchaser, having made an assignment that was filed with the Official Receiver on ....., ..... (or having been declared bankrupt by a receiving order made on ....., or a receiver having been appointed in respect of the purchaser's property on .....,) or the trustee (or receiver) is required to release the goods described above in accordance with subsection 81.1(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Supplier

---

FORMULE 68.1

**Avis de la taxation des comptes et de la libération du syndic**  
(alinéas 155i) et j))

Dans l'affaire de la faillite de .....

Administration sommaire

Destinataire : ....., créancier de ....., failli

Avis est donné de ce qui suit :

1. Je, ....., syndic de l'actif de ....., failli, dans le cadre de l'administration sommaire de cet actif, ai demandé la taxation de mes comptes et ma libération.

2. Le surintendant des faillites m'a remis une lettre de commentaires dans laquelle il ne demande pas que mes comptes soient taxés par le registraire.

3. Sont annexés au présent avis :

- a) une copie de mon état définitif des recettes et des débours;
- b) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers du failli;
- c) le dividende définitif qui vous revient.

4. Tout créancier peut s'opposer à la taxation de mes comptes et à ma libération en me signifiant ou en m'expédiant par courrier recommandé ou par messenger un avis de son opposition et en expédiant copie de cet avis au surintendant des faillites dans les 30 jours suivant la date d'expédition du présent avis. Si je reçois un avis d'opposition, je demanderai au registraire de fixer une date pour l'audition de l'opposition et j'expédierai à tout créancier qui s'est opposé un avis des date, heure et lieu de l'audition (formule 69).

5. Si je ne reçois aucun avis d'opposition à la taxation de mes comptes et à ma libération dans les 30 jours suivant la date d'expédition du présent avis :

- a) j'expédierai, si je ne l'ai déjà fait, à chaque créancier son dividende définitif;
- b) je pourrai retenir mes honoraires;
- c) je prendrai les mesures suivantes dans les 90 jours suivant la date d'expédition du présent avis :
  - (i) fermer le compte en banque ayant servi aux fins de l'administration de l'actif du failli,

---

FORM 68.1

**Notice of Taxation of Trustee's Accounts and Discharge of Trustee**  
*(Paragraphs 155(i) and (j))*

In the matter of the bankruptcy of .....

Summary Administration

To: ....., a creditor of ....., a bankrupt

Take notice that:

1. I, ....., the trustee of the estate of ....., a bankrupt, under summary administration, have applied for the taxation of my accounts and for my discharge.

2. The Superintendent of Bankruptcy has issued a letter of comment to me that does not request that my accounts be taxed by the registrar.

3. Attached to this notice are the following:

(a) a copy of my final statement of receipts and disbursements;

(b) a copy of the dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors of the bankrupt; and

(c) the final dividend that is owed to you.

4. Any creditor may object to the taxation of my accounts and to my discharge by, within 30 days after the day on which this notice is sent, serving a notice of objection on me or sending a notice of objection to me by registered mail or by courier and sending a copy of the notice of objection to the Superintendent of Bankruptcy, in which case I will apply to the registrar for a date for the hearing of the objection and will send to any creditor who has objected a notice of the time and place of the hearing (Form 69).

5. If no notice of objection to the taxation of my accounts and to my discharge is received by me within 30 days after the day on which this notice is sent,

(a) I will, if I have not already done so, send to each creditor the final dividend that is owed to that creditor;

(b) I may take my fee; and

(c) I will do the following within 90 days after the day on which this notice is sent:

(i) close the bank account used in administering the estate of the bankrupt,



---

(ii) remettre au surintendant des faillites les dividendes non réclamés et les fonds non distribués,

(iii) expédier au surintendant des faillites un certificat de conformité (formule 15.1).

6. Je serai réputé libéré dès que je me serai conformé aux exigences du paragraphe 5.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

(ii) remit any unclaimed dividends and undistributed funds to the Superintendent of Bankruptcy, and

(iii) send a certificate of compliance (Form 15.1) to the Superintendent of Bankruptcy.

6. After doing the things referred to in paragraph 5, I will be deemed to be discharged.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 68.2

**Avis de la taxation des comptes  
et de la libération de l'administrateur**  
(*article 66.39*)

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur :

Destinataire : ....., créancier désigné dans la proposition de consommateur de ....., débiteur consommateur

Avis est donné de ce qui suit :

1. Je, ....., administrateur de la proposition de consommateur faite par ....., débiteur consommateur, et déposée auprès du séquestre officiel le ....., ai demandé la taxation de mes comptes et ma libération.

2. Le surintendant des faillites m'a remis une lettre de commentaires dans laquelle il ne demande pas que mes comptes soient taxés par le registraire.

3. Sont annexés au présent avis :

a) une copie de mon état définitif des recettes et des débours;

b) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers désignés dans la proposition de consommateur;

c) le dividende définitif qui vous revient.

4. Tout créancier peut s'opposer à la taxation de mes comptes et à ma libération en me signifiant ou en m'expédiant par courrier recommandé ou par messenger un avis de son opposition et en expédiant copie de cet avis au surintendant des faillites dans les 30 jours suivant la date d'expédition du présent avis. Si je reçois un avis d'opposition, je demanderai au registraire de fixer une date pour l'audition de l'opposition et j'expédierai à tout créancier qui s'est opposé un avis des date, heure et lieu de l'audition (formule 69.1).

5. Si je ne reçois aucun avis d'opposition à la taxation de mes comptes et à ma libération dans les 30 jours suivant la date d'expédition du présent avis :

a) j'expédierai, si je ne l'ai déjà fait, à chaque créancier désigné dans la proposition de consommateur son dividende définitif;

b) je pourrai retenir mes honoraires;

c) je prendrai les mesures suivantes dans les 90 jours suivant la date d'expédition du présent avis :

(i) fermer le compte en banque ayant servi aux fins de l'administration de la proposition de consommateur,

---

FORM 68.2

**Notice of Taxation of Administrator's Accounts  
and Discharge of Administrator**  
(Section 66.39)

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

To: ....., a creditor under the consumer proposal  
of ....., a consumer debtor

Take notice that:

1. I, ....., the administrator of the consumer proposal made by  
....., a consumer debtor, and filed with the Official Receiver on the ..... day  
of ....., ....., have applied for the taxation of my accounts and for my discharge.

2. The Superintendent of Bankruptcy has issued a letter of comment to me that does not request  
that my accounts be taxed by the registrar.

3. Attached to this notice are the following:

(a) a copy of my final statement of receipts and disbursements;

(b) a copy of the dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors under the  
consumer proposal; and

(c) the final dividend that is owed to you.

4. Any creditor may object to the taxation of my accounts and to my discharge by, within 30 days  
after the day on which this notice is sent, serving a notice of objection on me or sending a notice of  
objection to me by registered mail or by courier and sending a copy of the notice of objection to the  
Superintendent of Bankruptcy, in which case I will apply to the registrar for a date for the hearing of  
the objection and will send to any creditor who has objected a notice of the time and place of the  
hearing (Form 69.1).

5. If no notice of objection to the taxation of my accounts and to my discharge is received by me  
within 30 days after the day on which this notice is sent,

(a) I will, if I have not already done so, send to each creditor under the consumer proposal the final  
dividend that is owed to that creditor;

(b) I may take my fee; and

(c) I will do the following within 90 days after the day on which this notice is sent:

(i) close the bank account used in administering the consumer proposal,

---

(ii) remettre au surintendant des faillites les dividendes non réclamés et les fonds non distribués,

(iii) expédier au surintendant des faillites un certificat de conformité (formule 15.1).

6. Je serai réputé libéré dès que je me serai conformé aux exigences du paragraphe 5.

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

---

(ii) remit any unclaimed dividends and undistributed funds to the Superintendent of Bankruptcy, and

(iii) send a certificate of compliance (Form 15.1) to the Superintendent of Bankruptcy.

6. After doing the things referred to in paragraph 5, I will be deemed to be discharged.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....

Administrator

FORMULE 69.1

**Avis de l'audition de la taxation des comptes  
et de la libération de l'administrateur**  
*(article 66.39)*

Le tribunal : .....de ..... *(province)* en  
matière de faillite

Dans l'affaire de la proposition de consommateur de ....., débiteur  
consommateur :

Avis est donné que le registraire du tribunal ..... de  
..... *(province)* en matière de faillite tiendra à ....., le  
....., à ..... heures, une audition de la taxation des comptes et de la libération de  
....., administrateur de la proposition de consommateur de  
....., débiteur consommateur.

Sont annexés au présent avis les documents suivants :

- a) une copie de mon état définitif des recettes et des débours;
- b) une copie du bordereau de dividende indiquant les dividendes payés ou à payer aux créanciers désignés dans la proposition de consommateur.

*(Le paragraphe suivant est omis dans le cas où le présent avis est expédié  
en vertu du paragraphe 87.16(3) des Règles sur la faillite et l'insolvabilité.)*

Tout créancier peut s'opposer à la taxation de mes comptes et à ma libération en déposant un avis d'opposition auprès du registraire et en expédiant copie de cet avis au surintendant des faillites avant la tenue de l'audition. Une copie de l'avis d'opposition doit m'être signifiée ou m'être expédiée par courrier recommandé ou par messenger et me parvenir avant le début de l'audition.

Fait à ....., le .....

.....  
Administrateur

FORM 69.1

Notice of Hearing for Taxation of Administrator's Accounts  
and Discharge of Administrator  
(Section 66.39)

In the ..... Court of .....

In Bankruptcy

In the matter of the consumer proposal of ....., a consumer debtor

Take notice that a hearing will be held before the Registrar of the ..... Court  
of ..... In Bankruptcy at ..... on the ..... day of  
....., ..... at ..... o'clock in the .....noon for the taxation of the accounts of and the  
discharge of ....., the administrator of the consumer proposal of  
....., a consumer debtor.

Attached to this notice are the following:

- (a) a copy of my final statement of receipts and disbursements; and
- (b) a copy of the dividend sheet showing the dividends paid or to be paid to the creditors under the consumer proposal.

*(The following paragraph is to be omitted in the case where this notice is sent  
pursuant to subsection 87.16(3) of the Bankruptcy and Insolvency Rules.)*

Any creditor who wishes to object to the taxation of my accounts and to my discharge may do so  
by filing a notice of objection with the Registrar and by sending a copy of the notice of objection to the  
Superintendent of Bankruptcy at any time prior to the hearing. A copy of any such notice of objection  
must be served on or sent by registered mail or by courier to me and must be received by me before the  
time of the hearing.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Administrator



FORMULE 95.1

**Préavis de la libération automatique du failli  
(première faillite)  
(alinéa 168.1(1)a.1))**

Dans l'affaire de la faillite de .....

Avis est donné de ce qui suit :

1. .... (nom du failli) a fait une cession le ..... (ou Une ordonnance de séquestre a été rendue à l'égard de ..... (nom du failli) le .....) et le soussigné, ..... (nom du syndic), a été nommé syndic de l'actif du failli.

2. En vertu de l'article 168.1 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, le failli, un particulier qui fait faillite pour la première fois, sera automatiquement libéré le ..... (inscrivez la date qui correspond à l'expiration d'un délai de neuf mois suivant la date à laquelle le failli a fait la cession ou à laquelle l'ordonnance de séquestre a été rendue ou, dans le cas d'un particulier qui est devenu un failli plus de sept mois avant l'entrée en vigueur de l'article 168.1, inscrivez la date qui correspond à l'expiration d'un délai de deux mois après la date d'entrée en vigueur de cet article), à moins que le surintendant des faillites, le syndic de l'actif du failli ou un créancier du failli ne donne avant cette date un préavis de son opposition à la libération du failli.

3. Tout créancier qui entend s'opposer à la libération du failli doit donner un préavis de son opposition, avec motifs à l'appui, au surintendant des faillites, au syndic de l'actif du failli et au failli, avant le ..... (inscrivez la date indiquée au paragraphe 2). En cas d'opposition à la libération du failli, le syndic demandera sans délai au tribunal une convocation pour une audition de l'opposition de la façon prévue par la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 95.1

**Notice of Impending Automatic Discharge  
of First-time Bankrupt**  
*(Paragraph 168.1(1)(a.1))*

In the matter of the bankruptcy of .....

Take notice that:

1. .... (name of bankrupt) made an assignment on the ..... day of ....., ..... (or A receiving order was made against ..... (name of bankrupt) on the ..... day of ....., .....) and the undersigned, ..... (name of trustee), was appointed as trustee of the estate of the bankrupt.

2. Pursuant to section 168.1 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, the bankrupt, being an individual who has never before been bankrupt, will be entitled to an automatic discharge on the ..... day of ....., ..... (insert the date that is nine months after the date on which the assignment or the receiving order was made or, in the case of an individual who became bankrupt more than seven months before the coming into force of section 168.1, insert the date that is two months after the date on which that section came into force) unless the Superintendent of Bankruptcy, the trustee of the estate of the bankrupt or a creditor of the bankrupt gives notice of intended opposition to the discharge of the bankrupt prior to that date.

3. Any creditor who intends to oppose the discharge of the bankrupt shall give notice of the intended opposition, stating the grounds therefor, to the Superintendent of Bankruptcy, the trustee of the estate of the bankrupt and the bankrupt at any time prior to the ..... day of ....., ..... (insert the same date as in paragraph 2). Where the discharge of the bankrupt is opposed, the trustee will forthwith apply to the court for an appointment for the hearing of the opposition in the manner prescribed by the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 95.2

**Préavis d'une opposition à la libération du failli**  
**(première faillite)**  
*(alinéa 168.1)(1)d)*

Dans l'affaire de la faillite de .....

Avis est donné que ....., syndic de l'actif de .....,  
failli, entend s'opposer à la libération du failli pour les motifs suivants :

*(Donnez les motifs de l'opposition à la libération.)*

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 95.2

**Notice of Intended Opposition to Discharge  
of First-time Bankrupt**  
*(Paragraph 168.1(1)(d))*

In the matter of the bankruptcy of .....

Take notice that ....., the trustee of the estate of  
....., a bankrupt, intends to oppose the discharge of the bankrupt on the  
following grounds:

*(Set out the grounds for opposing the discharge.)*

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 97.1

**Certificat de libération**  
(sous-alinéa 168.1(1)f)(ii))

Dans l'affaire de la faillite de .....

Je ....., syndic de l'actif de ....., failli, atteste que le failli, conformément au paragraphe 168.1(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, est libéré de toutes ses dettes, à l'exception de celles visées au paragraphe 178(1) de cette loi, à compter du .....

Fait à ....., le .....

.....  
Syndic

---

FORM 97.1

**Certificate of Discharge**  
*(Subparagraph 168.1(1)(f)(ii))*

In the matter of the bankruptcy of .....

I, ....., the trustee of the estate of ....., a bankrupt, hereby certify that, pursuant to subsection 168.1(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, the bankrupt was discharged and released from all debts except those matters referred to in subsection 178(1) of that Act on the ..... day of ....., .....

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

.....  
Trustee

---

FORMULE 115

**Avis de l'intention de mettre à exécution une garantie**  
(paragraphe 244(1))

Destinataire : ....., personne insolvable

Avis est donné de ce qui suit :

1. ...., créancier garanti, se propose de mettre à exécution la garantie qu'il détient sur les biens suivants de la personne insolvable :

*(Décrivez les biens sur lesquels porte la garantie.)*

2. La garantie qui sera mise à exécution est la suivante : ..... *(donnez le détail de la garantie).*

3. Le montant total de la dette couverte par la garantie est de ..... \$.

4. Le créancier garanti n'aura le droit de mettre à exécution sa garantie qu'après l'expiration d'un délai de 10 jours suivant l'envoi du présent avis, à moins que la personne insolvable ne consente à la mise à exécution avant l'expiration de ce délai.

Fait à ....., le .....

Nom du créancier garanti

.....  
Nom et titre du signataire autorisé

---

FORM 115

Notice of Intention to Enforce Security  
(Subsection 244(1))

To: ....., an insolvent person

Take notice that:

1. ....., a secured creditor, intends to enforce its security on the property of the insolvent person described below:

*(Describe the property to which the security relates.)*

2. The security that is to be enforced is in the form of ..... *(provide particulars of the security).*

3. The total amount of indebtedness secured by the security is \$.....

4. The secured creditor will not have the right to enforce the security until after the expiry of the 10-day period following the sending of this notice, unless the insolvent person consents to an earlier enforcement.

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

Name of Secured Creditor

.....  
Name and Title of Signing Officer



---

FORMULE 116

**Avis du séquestre**  
(paragraphe 245(1))

Dans l'affaire de la mise sous séquestre des biens de .....

Avis est donné de ce qui suit :

1. Le ....., le soussigné, ....., est devenu séquestre à l'égard des biens suivants de ....., personne insolvable (ou failli).

*(Donnez une description suffisante des biens, en les répartissant selon les catégories suivantes : stock, comptes débiteurs et immobilisations.)*

2. Le soussigné est devenu séquestre à l'égard des biens susmentionnés après avoir été nommé en cette qualité par ..... (nom de la personne ou du tribunal ayant nommé le séquestre) aux termes de (donnez le détail du contrat de garantie ou de l'ordonnance du tribunal prévoyant la nomination).

3. Le soussigné a pris la possession et le contrôle des biens susmentionnés le .....

4. Les renseignements suivants concernent le mandat du séquestre :

Adresse de la personne insolvable (ou du failli) :

Activité principale de l'entreprise :

Adresse de l'établissement (ou des établissements) :

Montant dû par la personne insolvable (ou le failli) à chaque créancier qui détient une garantie sur les biens susmentionnés :

Contact du séquestre :

*(Donnez les nom, numéro de téléphone et de télécopieur)*

Fait à ....., le .....

Nom du séquestre

.....  
Nom et titre du signataire autorisé»

---

FORM 116

**Notice of Receiver**  
(Subsection 245(1))

In the matter of the receivership of the property of .....

Take notice that:

1. On the ..... day ....., ....., the undersigned ..... became a receiver in respect of the property of ....., an insolvent person (or a bankrupt), that is described below:

*(Provide a description of the property, broken down into the categories of inventory, accounts receivable and fixed assets, that is sufficient to identify it.)*

2. The undersigned became a receiver in respect of the property described above by virtue of being appointed by ..... (name of person or court that appointed receiver) pursuant to ..... (particulars of security agreement or court order pursuant to which receiver was appointed).

3. The undersigned took possession and control of the property described above on the ..... day of ....., .....

4. The following information relates to the receivership:

Address of insolvent person (or bankrupt):

Principal line of business:

Location(s) of business:

Amount owed by insolvent person (or bankrupt) to each creditor who holds a security on the property described above:

Contact person for receiver:

*(Provide name, telephone number and facsimile machine number.)*

Dated at ..... this ..... day of ....., .....

Name of Receiver

.....  
Name and Title of Signing Officer"

---

## ANNEXE DE MODIFICATIONS AUX RÈGLES SUR LE PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES

1. L'article 2 des *Règles sur le paiement méthodique des dettes* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«2. Dans les présentes règles, «Loi» s'entend de la partie X de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.»

2. L'article 9<sup>1</sup> des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«(1) Si le greffier est d'avis que les affaires d'un débiteur peuvent être mieux administrées dans un district ou un centre judiciaire d'une province autre que celui où l'ordonnance de fusion a été rendue, il peut, après en avoir donné avis au débiteur et aux créanciers inscrits, renvoyer les procédures à cet autre district ou centre judiciaire.

(2) Si le greffier est d'avis que les affaires d'un débiteur peuvent être mieux administrées dans une province où la Loi est en vigueur, autre que celle où l'ordonnance de fusion a été rendue, il peut, après en avoir donné avis au débiteur et aux créanciers inscrits et après avoir distribué les montants versés au tribunal par le débiteur ou pour son compte, renvoyer les procédures à cette province.»

3. Le paragraphe 15(1)<sup>1</sup> des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

«15. (1) Lorsqu'une ordonnance de fusion est modifiée aux termes des paragraphes 227(1), 231(3) ou 234(4) de la Loi :

a) un avis de modification de l'ordonnance de fusion établi selon la formule 11 de l'annexe I est donné au débiteur et aux créanciers inscrits;

b) une copie de l'avis est annexée à l'ordonnance de fusion figurant au dossier du tribunal.»

4. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 18, de ce qui suit :

### «Expédition des avis

18.1 Sauf indication contraire des présentes règles, tout avis exigé par la Loi ou les présentes règles est expédié par courrier ordinaire.»

5. L'article 23 des mêmes règles est abrogé.

6. L'article 30<sup>1</sup> des mêmes règles est abrogé et remplacé par ce qui suit :

---

1. DORS/89-158, *Gazette du Canada* Partie II, 1989, p. 1910

---

## SCHEDULE OF AMENDMENTS TO THE ORDERLY PAYMENT OF DEBTS REGULATIONS

1. Section 2 of the *Orderly Payment of Debts Regulations* is revoked and the following substituted therefor:

“2. In these Regulations, “Act” means Part X of the *Bankruptcy and Insolvency Act*.”

2. Section 9<sup>1</sup> of the said Regulations is revoked and the following substituted therefor:

“9. (1) Where the clerk is satisfied that the affairs of a debtor may be better administered in a judicial district or centre in a province other than the judicial district or centre in which a consolidation order was originally issued, the clerk may, after giving notice to the debtor and the registered creditors, transfer the proceedings to that other judicial district or centre.

(2) Where the clerk is satisfied that the affairs of a debtor may be better administered in a province where the Act is in force other than the province in which a consolidation order was originally issued, the clerk may, after giving notice to the debtor and the registered creditors and after distributing all of the moneys paid into court by or on behalf of the debtor, transfer the proceedings to that other province.”

3. Subsection 15(1)<sup>1</sup> of the said Regulations is revoked and the following substituted therefor:

“15. (1) Where a consolidation order is varied pursuant to subsection 227(1), 231(3) or 234(4) of the Act,

(a) a Notice of Variation of Consolidation Order in Form 11 of Schedule I shall be given to the debtor and the registered creditors; and

(b) a copy of the notice shall be attached to the consolidation order in the court file.”

4. The said Regulations are further amended by adding thereto, immediately after section 18 thereof, the following heading and section:

**“Sending of Notices**

18.1 Unless otherwise provided in these Regulations, every notice required by the Act or these Regulations to be given shall be sent by ordinary mail.”

5. Section 23 of the said Regulations is revoked.

6. Section 30<sup>1</sup> of the said Regulations is revoked and the following substituted therefor:

---

1. SOR/89-158, 1989 *Canada Gazette* Part II, p. 1910

---

«30. Le greffier retient à titre de frais d'administration un pourcentage de 10 pour cent sur chaque paiement fait à un créancier inscrit à l'égard d'une réclamation de ce créancier aux termes d'une ordonnance de fusion.»

7. Les mêmes règles sont modifiées par insertion, après l'article 30, de ce qui suit :

**«Intérêt sur les ordonnances de fusion**

31. Toute ordonnance de fusion porte intérêt au taux de 5 pour cent par année.»

8. L'annexe I des mêmes règles est modifiée par l'abrogation de la formule 21.

---

"30. For the purpose of defraying administrative expenses, the clerk shall deduct 10 per cent from each payment that is made to a registered creditor in respect of a claim of that creditor under a consolidation order."

7. The said Regulations are further amended by adding thereto, immediately after section 30 thereof, the following heading and section:

**"Interest on Consolidation Orders**

31. Every consolidation order shall bear interest at the rate of five per cent per annum."

8. Form 21 of Schedule I to the said Regulations is revoked.

---

# RÈGLE GÉNÉRALE EN VERTU DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES

## Titre abrégé

1. *Règle sur les arrangements avec les créanciers des compagnies.*

## Définition

2. La définition qui suit s'applique à la présente règle :

«surintendant» Le surintendant des faillites nommé aux termes du paragraphe 5(1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*. (*Superintendent*)

## Notification d'une ordonnance du tribunal

3. Lorsque le tribunal rend une ordonnance en vertu des articles 4 ou 5 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, la personne qui avait fait une requête à cette fin doit, sans délai, envoyer une copie de l'ordonnance au surintendant.

---

## GENERAL RULE UNDER THE COMPANIES' CREDITORS ARRANGEMENT ACT

### Short Title

1. This Rule may be cited as the *Companies' Creditors Arrangement Rule*.

### Interpretation

2. In this Rule, "Superintendent" means the Superintendent of Bankruptcy appointed under subsection 5(1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*. (*surintendant*)

### Notification of Court Order

3. Where the court makes an order under section 4 or 5 of the *Companies' Creditors Arrangement Act*, the person who applied for the order shall forthwith send a copy of the order to the Superintendent.